

ASIA TRENDS®

| A new Matrix for Asia
Introducing DiploMatrix

TRENDS: ASIA-PACIFIC, INDIA, MONGOLIA, BANGLADESH, G20,
PHILIPPINES, VIETNAM, CHINA

#10 SUMMER 2024

A new Matrix for Asia

Introducing DiploMatrix

Edito

5

Entretien

- *Pierre Andrieu*

9

Mongolian game on the geopolitical chessboard or the comprehensive national power of Mongolia

- *Dashtseren Batchimeg*

15

Exploring the Depth of Indian Multilateralism

- *Pooja Jain-Grégoire*

45

La politique régionale du Bangladesh avec ses voisins immédiats

- *Charza Shahabuddin*

59

La présidence indienne du G20 : quel bilan entre stratégie nationale et enjeux globaux ?

- *Jean-luc Racine*

83

DiploMatrix: A Case Study
Comparative analysis of the China-Philippines and China-Vietnam pairs

- *François Issard and Élodie Papin*

117

Edito

La dynamique sino-centrée des problématiques asiatiques n'a fait que s'accélérer depuis son origine, que l'on peut dater de la «crise de 1997». Notre centre lui-même, créé en 2005, a souvent été soumis à une illusion d'optique qui frappe ses interlocuteurs, ou même parfois ses chercheurs, et tend à le confiner dans un rôle d'expertise sur les seuls sujets chinois. De la même façon que cette confusion particulière n'est pas pertinente, «l'attraction gravitationnelle» qui a ramené trop souvent vers la Chine l'intérêt des observateurs a altéré les jugements.

La «fin de la naïveté» européenne, le conflit ukrainien, les complications survenues dans le pilotage chinois de la sortie de pandémie, l'obsession croissante pour le «derisking» contribuent désormais à faire pivoter plus facilement certaines stratégies entrepreneuriales, européennes ou asiatiques, régionales ou globales. La perception des dangers de la surexposition, l'opacité grandissante du terrain chinois, pour certains aussi l'attrait pour des horizons nouveaux a contribué en particulier, dès l'approche du «G20 indien», à identifier de nouvelles forces structurant l'Asie.

Les niveaux d'intérêts pour les points de tension en Asie, les différents potentiels

d'attractivité et de croissance ont changé. Ce numéro d'Asia Trends tient compte de cette nouvelle donne et du rebrassage des cartes à travers le continent, dont la montée en puissance de l'Inde n'est sans doute pas l'élément le moins significatif.

Il s'ouvre par la revue éclairée par l'expérience de la complexe relation qui rapproche la Chine et la Russie : Pierre Andrieu est l'un des rares experts français qui a «praticqué» la diplomatie dans les deux pays et les deux sphères d'influence. Trois articles consacrés à l'Asie du Sud (Inde et Bangladesh) contribuent à déplacer un peu plus la focale et à comprendre mieux ce que représente en matière d'équilibres régionaux mais aussi de tensions possibles l'évolution politique, diplomatique, culturelle et religieuse de ce que l'on appelait jadis le «sous-continent». Jean-Luc Racine analyse le parcours indien en cette année où s'est tenu un G20 d'un genre nouveau. Il mobilise ici toute l'expérience accumulée depuis qu'il écrit et conduit ses recherches sur ce pays.

Nos deux jeunes chercheuses Pooja Jain et Charza Shahabuddin combinent dans leurs articles le regard informé par l'attachement à leur lieu d'origine et l'acuité d'un questionnement extérieur venu de l'Europe où elles ont été formées. La dernière contribution, signée par François Issard, explique en partie le titre du numéro et illustre la capacité d'analyse que permet l'outil de veille géopolitique mis au point par les équipes d'Asia Centre avec l'aide de SKEMA Business School : *DiploMatrix*.

DiploMatrix

DiploMatrix est un service d'Asia Centre qui comporte 2 volets : la mesure des tensions géopolitiques dans le monde d'un part, et les interprétations et éclairages fournis par les experts d'Asia Centre sur ces résultats.

L'indice de tension est calculé pour chaque paire de pays, permettant ainsi de suivre l'évolution des tensions entre ces pays au fil du temps. DiploMatrix sert d'abord comme signal d'alerte précoce, spécifique

à chaque couple de pays. Mais en suivant l'indice sur plusieurs années, il sert aussi à interpréter les tensions dans le contexte de l'histoire des relations entre 2 pays. Enfin, DiploMatrix peut aussi être utilisé pour analyser les tensions provenant d'un pays particulier, ou dirigées vers un pays particulier.

DiploMatrix s'appuie sur l'indice bilatéral des relations conflictuelles interétatiques (ISCRI) de SKEMA. ISCRI se réfère à la base de données Global Data on Events, Location, and Tone (GDELT), financée par Google. GDELT compile des informations provenant de centaines de milliers de sources d'actualités diffusées, imprimées et en ligne, issues de toutes les régions du monde, dans plus de 100 langues différentes,

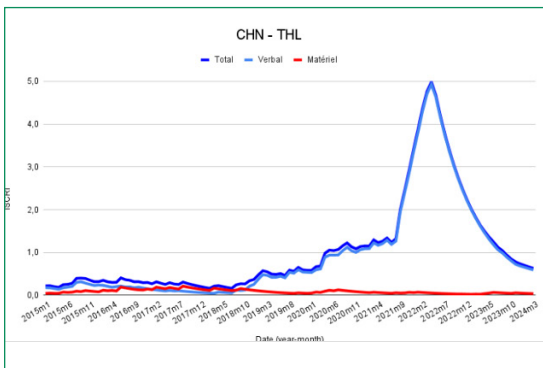
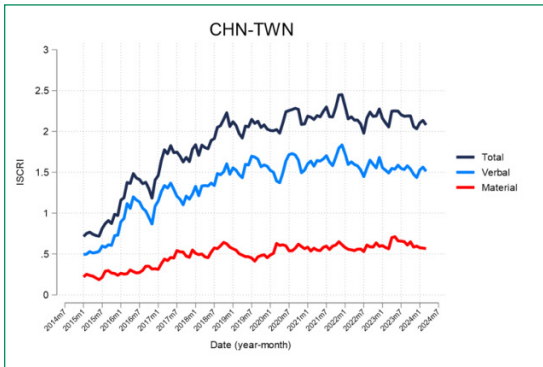
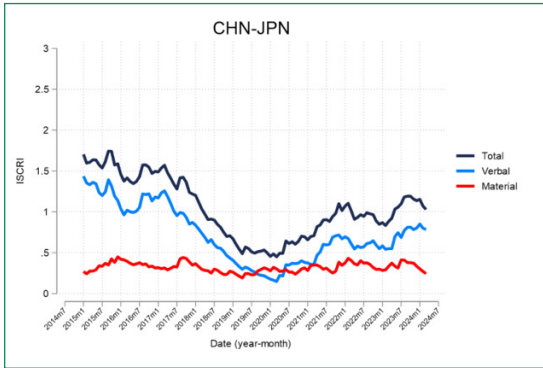
traduites en anglais toutes les 15 minutes.

DiploMatrix a été proposé comme livrable dans le cadre du projet « China Horizon » (DWARC), financé par le programme de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'Union européenne sous le numéro de convention de subvention 101061700.

Le développement de DiploMatrix résulte d'un contrat de recherche entre Asia Centre et SKEMA Business School et en particulier avec SKEMA Center for Global Risks. Toute utilisation, reproduction ou diffusion de ce produit doit se conformer aux termes et conditions du contrat de recherche signé. L'accord préalable de SKEMA et d'Asia Centre est requis pour toute utilisation par une tierce partie.



Voici 3 exemples de paires de pays dans la région SEA.



Nous vous souhaitons très bonne lecture.

Le Comité éditorial

Entretien

Pierre Andrieu

➤ **Peut-il y avoir des restes ou un ancrage d'un "parti de la Russie" au sein du PCC ?**

Il est très difficile de savoir ce qui se passe derrière les épais murs de Zhongnanhai¹. Comme toujours dans l'histoire du PCC, des luttes de factions se poursuivent sûrement en son sein, sous le contrôle strict de Xi Jinping. Dans ce cadre, un «parti de la Russie» pourrait bien avoir pris quelque peu l'ascendant à la suite des derniers succès relatifs de l'armée russe en Ukraine. La nomination de l'amiral Dong Jun au poste de ministre de la Défense, qui aurait étudié à l'Académie militaire de l'État-Major russe et réputé russophone, pourrait en être le signe. L'évolution du conflit en Ukraine paraît être l'un des curseurs de ces luttes d'influence car cette guerre est naturellement suivie de très près par les responsables chinois, qui en tirent les leçons utiles. Une faction plus pro-occidentale pourrait très bien revenir en force si les Ukrainiens remportent des succès sur le front.

La situation paraît être quelque peu différente parmi les chercheurs et les universitaires chinois, qui semblent disposer d'une certaine

¹ "ou "nouvelle Cité interdite" est un parc au centre de Pékin abritant le siège du gouvernement de la RPC

liberté d'expression et de publication. Beaucoup font partie de la catégorie des « establishment intellectuels » qui rendent publiques des analyses pro et anti russes. certains parmi eux, tout en publiant leurs contributions, écrivent sans doute des rapports internes pour leur gouvernement et sont en contact avec des membres plus ou moins importants du Parti communiste et du gouvernement. Mais on ne peut surestimer l'influence de ces « establishment intellectuels » sur les décisions des autorités. Ils ne représentent, au mieux, qu'un petit maillon de la chaîne décisionnelle pékinoise.

➤ **Quels sont les principaux jalons/ inflexions de la relation Chine-Russie qui, du côté de Moscou et de Pékin respectivement, influent à l'heure actuelle sur l'état des relations ?**

L'agression russe contre l'Ukraine de février 2022 est sans conteste une inflexion majeure dans la relation bilatérale. Toutes les tendances apparues avec le « tournant vers l'Est » engagé

par la Russie dès le début des années 2000 et accéléré en 2014, ont été accentuées avec la guerre. Il en est ainsi de la dépendance économique et commerciale, mais aussi technologique de la Russie par rapport à la Chine. Cette situation a transformé Moscou en un « junior partner » de Pékin et certains chercheurs comme Alexander Gabuev, directeur du Carnegie Russia Eurasia center de Berlin, n'hésitent pas à parler de vassalisation du premier pays par le second. Bien entendu l'on est conscient à Moscou de cette situation mais on semble s'en satisfaire. Poutine lui-même l'a comparée à celle qui prévalait au 13ème siècle, lorsque les Grands princes de Moscou, et en particulier Alexandre Nevsky, allaient régulièrement payer tribut au Grand Khan mongol de la Horde d'or, lequel en échange les confirmait sur le trône tout en ne se mêlant ni de l'ordre juridique interne ni de la religion professée. Ce rapport de suzeraineté n'a pas empêché Moscou de s'agrandir et de faire la guerre à l'Ouest contre les Chevaliers teutoniques « qui voulaient imposer leur religion » comme, comme l'a rappelé Poutine. Mais cette

soumission ne veut pas dire que la Russie est totalement et inconditionnellement subordonnée à la Chine et qu'elle est devenue un État client. Moscou conserve une certaine puissance et influence politique et diplomatique, notamment dans l'espace ex soviétique, aux NU, ainsi que dans les pays du «Sud global», bien utiles à Pékin. Mais aussi un fort pouvoir de nuisance qui ne plaît sans doute pas toujours aux Chinois.

➤ **Quelle est la conception respective des «alliances» ou des convergences d'intérêts (opportunistes ou à plus long terme) des deux parties concernées ?**

La Russie semble souhaiter transformer sa grande proximité avec la Chine en alliance étayée par un texte juridique, ce qui ne correspond pas au vœu des Chinois. Le Traité d'amitié et de coopération soviéto-chinois signé en 1950 entre Staline et Mao ne leur a pas laissé le meilleur souvenir car dans les faits il avait eu pour résultat de renforcer la tutelle soviétique sur la jeune

RPC. Mao et ses successeurs l'ont très vite rejeté après la mort du dictateur soviétique. Aussi la relation russo-chinoise actuelle est-elle basée sur la plus pure *realpolitik* qui convient parfaitement aux intérêts des deux protagonistes. Cette convergence très solide et qui perdure est essentiellement basée sur leur opposition commune à « l'hégémonisme » américain et aux « valeurs » occidentales mais aussi sur la volonté de défendre leurs autoritarismes respectifs.

➤ **Le SCO et/ou les BRICS + sont-ils en train de devenir des institutions entre les mains de Pékin qui «accessoirise» Moscou ?**

Je le pense, oui. Moscou n'a plus les moyens de faire dans ces enceintes jeu égal avec Pékin mais dans le même temps les Chinois prennent bien soin de ne pas brusquer les Russes car leur influence qui reste importante leur est utile. Il en est ainsi de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), par exemple. La Russie conserve une influence importante,

notamment par ce biais, en Asie centrale du fait du passé soviétique commun entre elle et les cinq républiques, dont font partie l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. On est également conscient à Pékin du peu de popularité de la Chine parmi celles-ci. L'adhésion de l'Inde et de l'Iran, ainsi que du Pakistan a été souhaitée par Moscou pour tenter de contrebalancer la puissance chinoise.

➤ **Y a-t-il, à la lumière du très récent alignement des vetos au Conseil de sécurité, un réel rapprochement progressif ?**

Oui le rapprochement est réel et rapide, accéléré par la guerre en Ukraine.

➤ **Qui dépend le plus de l'autre dans la relation ?**

Je dirais que chacun a besoin de l'autre sur les plans politique, économique et commercial, la Russie exportant des matières premières et énergétiques à bas prix indispensables au développement de la Chine,

alors que celle-ci exporte des produits industriels à haute valeur ajoutée, des machines-outils, des produits électroniques grand public et des voitures en prenant la place des Occidentaux qui ont quitté le marché russe. Mais la Chine dicte de plus en plus les conditions des importations d'une Russie isolée de l'UE, qui était jusqu'en 2022 son principal marché, et obligée d'accepter le "diktat" chinois, ce qui accentue la dépendance russe vis-à-vis de la Chine.

➤ **La théorie des Relations internationales et l'expérience de chacune des deux nations ne révèlent-elles pas une relative «juniorité» de la RPC, malgré l'histoire longue de la Chine, qui n'a jamais été une nation «diplomatique» mais plutôt bénéficiaire de tributs ?**

La Chine dispose du second réseau diplomatique mondial après celui des États-Unis et les diplomates chinois sont de plus en plus aguerris et sûrs d'eux (les fameux «loups guerriers»). On pourrait

considérer que cette attitude souvent agressive, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, s'inspire peut-être du « système de tribut » qui régissait les relations extérieures de l'Empire chinois depuis plusieurs millénaires et qui avait disparu au tout début du 20^{ème} siècle sous la pression occidentale. Je rappelle que ce système excluait toute relation égale et encore moins toute « alliance » avec les pays étrangers. Ceux-ci, considérés comme « barbares », dépêchaient régulièrement des envoyés à la Cour de Pékin pour déposer des tributs plus ou moins élaborés aux pieds de l'Empereur, reconnaissant ainsi les bienfaits ainsi que la supériorité et la morale de la civilisation de « l'Empire du milieu ». Parmi ces pays « barbares » qui avaient accepté de se plier à ce rite, il y avait la Russie, dont les présents, peu élaborés, étaient souvent constitués de matières premières (déjà!). À cette époque il n'y avait pas dans l'Empire chinois de ministère des affaires étrangères mais un "bureau des rites" chargé précisément de traiter avec les États "barbares" tributaires.

La Russie, qui y avait sa place, était gérée à partir de 1861 par un bureau (comme la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis) faisant partie du « Zongli Yamen », chargé de l'administration des affaires étrangères chinoises. Ce système tributaire visait essentiellement pour la Chine à s'entourer d'une ceinture d'États satellites pour constituer un glacis protecteur.

Ne pourrait-on pas également considérer que le vaste projet diplomatique chinois de « Communauté de destin pour l'humanité », lancé en 2012 par Hu Jintao, repris par Xi Jinping en 2015 puis inscrit dans la Constitution de la RPC en 2018, soit une reprise partielle du « système tributaire » ?

Mongolian game on the geopolitical chessboard or the comprehensive national power of Mongolia

Dashtseren Batchimeg

About the author, Dashtseren Batchimeg

Dashtseren Batchimeg is an independent researcher in geopolitics and sustainable development. She has 17 years of experience in corporate and development banking, working with VTB Bank's Paris branch and Agence Française de Développement, and has taught international public law and international private law at National University of Mongolia.

She holds a PhD in International Private Law from State University of Tomsk (Russia), a master's degree in business law from University of Paris – Dauphine, and a Postgraduate degree in Banking Law from UCL – University College London.

"I do not care how ephemeral I am, I care how eternal my empire is". Peu m'importe mon être éphémère, que soit éternel mon empire.

Genghis Khan (1162-1227)

"A profound spiritual sensitivity belongs to the very fibre of your cultural identity, and it is proper that Mongolia should be a symbol of religious freedom"

Pope Francis (during his visit to Mongolia in 2023)

➤ Main elements of the comprehensive national power of Mongolia

In the geopolitical sphere, "the interests of the ... countries, are best defended through ...skillful manipulation ... of the changing international balance of power." (Alan K. Henrikson, 2003). Which interests are vital for Ulaanbaatar – "its sovereignty, security or quite simply its existence in the current world"? Could Mongolia defend its interest by itself, or does it need to be comforted by the presence of other states? In the second case, how will it orchestrate this symphony? Why would the other actors participate in this composition?

This paper aims to answer these questions.

Mongolia is performing acrobatics on the global geopolitical chessboard.

Surrounded by its two neighbors, China and Russia, its geographical, economic and ecological situation dictates the role of an equilibrist. Nevertheless, it is interesting to guess how long Mongolia could still be playing this game of balance. Who and where are the spectators supposed to be? Is this equilibrist capable of "getting others to want what it wants?" (Nye, Joseph S, 1990) and to create interdependence in this "Age of uncertainty (2010 UK National Security Strategy)"?

The uncertainty is true for big powers as well as for small countries like Mongolia. On the one hand, “the classical thesis that predominantly great powers are able to decide the fate of the world...is increasingly being questioned (Rodionov V.A, 2022) do the small countries in the modern world pursue to “feel themselves small comparing with the more powerful partners” (Hey J. A. K, 2003)?

With its 3 million of population is Mongolia blocked in its subjective feeling of smallness (Hey J.A. K, 2003), “between a hammer and anvil” (François, Ph; Cambacéras J-M ; Desportes V, 2008) or could it be a pivot or a player with the ability to influence global issues, according to Brzezinski’s wording, on the geopolitical chessboard.

This ability to influence global issues by using of its potential is the comprehensive national power (CNP) that ... “lies in its harnessing a wide spectrum of its resources – from natural resources to human resources to its economic and military potential.” (Bajwa J.S, 2008).

CNP of a country is commonly announced in its strategic vision document. The National Security Strategy of Japan adopted in December 2022 underlines the following elements of its comprehensive national power such as diplomatic capabilities; defense capabilities; economic capabilities; technological capabilities and intelligence capability. The USA National Security Strategy encompasses diplomacy, development cooperation, industrial strategy, economic statecraft, intelligence, and defense.

For the usage of our paper, we suggest that the comprehensive national power covers an array of internal and external elements such as:

- **Military capability** (air, navy, and land military equipment, including the drones and anti-detector materials, resistance capacity, ability to wage war over a long period and outside its territory, capability to maintain during an eventual wartime an acceptable level of infrastructure,

energy provisioning, civil security, digital security, banking service, inflation management, etc.)

- **Diplomatic capability**
- **A geological advantage** (strategic resources)
- **Economic capability**
- **Human capital** (education; health, R&D expenditure as a proportion of GDP)
- **Political stability** (social coherence, wealth repartition, corruption)
- **Cultural identity**
- **An ecological situation.**

Moreover, in our mind, on the one hand, the national power is in correlation with the national power components of the neighboring countries. On the other hand, the CNP of one country is dependent on the perception of this country by other countries.

Therefore, we research the Mongolian geopolitical influence via the essential components of its

comprehensive national power.

> **Mongolian military capabilities and its destination**

After the end of the Cold war, the military expenditure in percentage of GDP decreased from 6,5 % in 1990 to less than one per cent in 2020 (World Bank, Military expenditure, 2021). Mongolian defense budget for 2021 was USD 0.11 billion, a 3.49% decline from 2020 (MacroTrends, 2023). Its army has 35,000 active soldiers for 135,000 reservists.

According to the Global Firepower 2023, the PowerIndex of Mongolia is 2.0263 and ranks at 99 of 145 countries. To get the whole picture about the weight and war capabilities of Ulaanbaatar, a comparison with the military power of its close - and third neighbours - is needed.

We could see that Moscow and Beijing hold together 6 605 nuclear warheads and count 2 850 000 active soldiers and 760 000 reservists, without taking into account the police and militiaman. The latter

are of significant number, in China, for example, according to a research study, there are 900,000 police officers and 8 million militiamen (Saint-Etienne Ch, 2023).

The perception of this stunning military arsenal and the current geopolitical atmosphere, dictate Ulaanbaatar to make a strategical choice to invest in balanced relationships in foreign affairs and in confidence building in the military field. Nevertheless, Mongolia is concerned by the increasing militarization in the region. Six of the top ten military powers are Asian countries. With the 20 warheads held by North Korea (Grotteria A, 2023), the region would count for 6 946 warheads.

The defense budget is increasing rapidly in number of countries. The planned increase in the Japanese military budget to 2% of GDP over five years compared to 1% currently, could rank Tokyo among the top five defense players in the world instead of its current 8th place (International Institute for

Strategic Studies, 2022). This increasing also corresponds to the commitment of NATO member states to devote 2% of their GDP to military expenditure by 2024. (Péron-Doise M, 2023). As the National Security Strategy of Japan announces, "The defense capabilities could not be replaced by another element taking into account the actual situation." The Indian total defense budget is increased by 13% comparing to the previous financial year (Raghuvanshi V, 2023).

The Chinese actual military budget, in purchasing power parities, is around USD 450 billion in 2022-23 (Saint Etienne, 2023). The Chinese President Xi Jinping urged his armed forces to "accelerate the improvement of their ability to win" in a context where "the uncertainty of China's security situation is increasing." (Le Figaro 06/07/2023 and Courier International 09/11/2022).

As we notice, humanity is again faced with the question "who can deter who, from what, by what threats, in what circumstances" (Aron, R, 1976).

In this sense, the declaration of the Secretary General of the UN, Antonio Guterres, “nuclear-free Mongolia is a **symbol of peace in a troubled world**” has its significance. Pope Francis during his historical visit to Mongolia that was “a meeting between East and West” (Brèves économiques, Septembre 2023) stated “May Heaven grant that today on this earth devastated by countless conflicts, there be a renewal, respectful of international laws, of the conditions of what was once the Pax Mongolica, namely, the absence of conflicts” (Vatican, 2023).

Mongolia, in accordance with the constitution, conducts a peaceful foreign policy and maintains permanent neutrality as of 2015. Mongolia’s self-declared “**nuclear weapon - free**” status was recognized by the United Nations in 2012 (Amaraa E, 2021). Ulaanbaatar adopts a policy of refusal to deploy nuclear weapons and foreign military bases in Mongolian territory, as well as the active participation in UN peacekeeping operations.

Deputy Director at the Institute for Defense Studies of Mongolia points out, “If tensions continue to escalate, Mongolia may end up back in the Cold War-like external settings it experienced in the 1960s–70s — stuck between Russia, China and the West. In such a scenario, Mongolia’s record of investment in military confidence-building efforts and balanced collaboration between sides may allow the country to avoid being pulled in any one direction, keeping it centred as a neutral party and potential balanced mediator.” (Mendee Jargalsaikhan, 2021).

National strategic document “VISION-2050” Long-term development policy of Mongolia (thereafter Vision-2050) declares the importance of the armed forces highly capable to play a multifaceted role in peacekeeping missions and build their capacity to perform duties anywhere in the country and in the region.

Mongolia is the second largest troop contributor to the United Nations from the Northeast and Central Asia region after the Chinese People’s

Liberation Army. Mongolian military contingents have been deployed to UN missions in Chad, Sierra Leone and Sudan. In its quality as NATO's global partner from 2003 onwards, Mongolia dispatched its military personnel to serve in Iraq and in Afghanistan.

Identifying Mongolia as a "reliable, capable and natural partner" (Indo-Pacific Strategy Report, 2019) the United States supports Mongolia's initiative of converting its Soviet-style military base into a state-of-the-art regional peacekeeping center.

If Mongolia takes part in The Vostok 22 drills launched by Russia alongside troops from several ex-Soviet nations, China, India, Laos, Mongolia, Nicaragua and Syria, Ulaanbaatar plays an organizing role in another military exercise – Khaan Quest (KQ). This multinational military exercise is hosted by the Mongolian Armed Forces. In KQ23 there were 26 participating countries. All elements of KQ23 are focused on peacekeeping and stability operations and involve Mongolian, U.S.

and multinational forces working jointly "to increase interoperability and readiness for the peacekeeping mission set" (U.S. Army Maj. Gen. Chris Smith, deputy commanding general for USAPRAC (Cantero T. 2023)).

> **Diplomatic capabilities**

It is evident that with its limited military potential Ulaanbaatar could not play "the casuistry of deterrence" (Aron R. 1976) but it must be capable to play a casuistry of cooperation.

At the regional and inter-regional levels, Ulaanbaatar is participating in the ASEAN Regional Forum, the Asia-Pacific Trade Agreement and Bao Forum for Asia.

Mongolia is a participating state in the Organization for Security and Cooperation in Europe and an observer state in the Shanghai Cooperation Organization (SCO). During his visit to Mongolia in April 2023, the SCO Secretary-General Zhang Ming expressed the hope that "Mongolia would expand its involvement in SCO activities ... which would give a fresh impetus to peace,

security and stability in the region” (sectsco.org, 2023). At the extended Meeting of the Council of Heads of Government of the SCO Member States, which took place in Bishkek, the Kyrgyz Republic, on October 25–26, 2023 (hereafter SCO 2023) the Prime Minister of Mongolia Luvsannamsrain Oyun-Erdene affirmed eagerness to expand relations and cooperation between Mongolia and the SCO participants and to develop mutually beneficial cooperation in trade, investment, food and agriculture, mining, energy, industrialization, transport logistics, port infrastructure, humanity, environment, tourism, and information technology.

Always at the inter-regional level we remark that Ulaanbaatar has intention to become the voice for the landlocked developing countries. In this sense the International Think Tank for Landlocked developing countries (LLDCs), the first intergovernmental body of the LLDCs is in the capital of Mongolia.

Currently as the Vice-Chair of the Group of LLDC at the United Nations, Mongolia is making advancement on the initiative to set up a group of LLDCs in the WTO. During the Summit on Science, Technology, and Innovation of the Group of 77 in Havana, in September 2023 Ukhnaagiin Khurelsukh highlighted that for the LLDC, the science, technology and innovation have essential roles in unlocking new opportunities to global markets (Ooluun B, 2023; Manlai B, 2023). In addition, at the SCO 2023, the PM of Mongolia urged the Meeting participants to pay more attention to the transportation problems facing landlocked countries. He also said that the sea does not belong only to maritime countries, but that access to it is significant for the sustainable development of all countries.

At the bilateral level, Mongolia is deepening substantially its diplomatic capability, at the post-Covid 19 period. The geographic extent (Asia, Europe, Gulf, Caribbean, and North America) and the number of state visits reveals

the intensification of its diplomatic activities.

At the SCO 2023 L. Oyun-Erdene reaffirmed the principle of the foreign policy of the country: “Mongolia always pursues a peace-loving, open, independent, and multi-pillar foreign policy”. Indeed, Mongolia promulgated the first “multi-pronged” foreign policy in June 1994. As of February 2011, when Mongolia declared “The United States and other Western and Eastern countries as its third neighbors”, “the balanced relationship is the spirit of (its) foreign affairs” (The Foreign Minister Batmunkh Battsetseg, the press conference of 03/01/2023).

It is worth to dedicate a few lines to the relation of Mongolia with its immediate neighbors: China and Russia.

> China

Amid COVID-19 outbreak, in February 2020 then President of Mongolia Khaltmaa Battulga paid a State visit to China, reaffirmed firm support for Chinese people and gave 30,000 sheep as gift. Xi Jinping

appreciated this visit and stated “... Two neighbors are in the same boat and working hand in hand to help each other” (Yang Sheng, 2020).

During the official visit of the Chinese Foreign Minister’s visit to Ulaanbaatar in August 2022 have been reaffirmed respect to the one-China principle and opposition to interference in China’s internal affairs, mutual respect for each other’s independence, sovereignty, territorial integrity.

On September 1, 2023, during the visit of the Chairman of China International development Cooperation to Mongolia, L. Oyun-Erdene expressed the intention to enhance development cooperation with China under the Belt and Road Initiative and Global Development Initiative.

On the sidelines of the Third Belt and Road Forum for International Cooperation (BRF III), in Beijing, on October 19, 2023, the President of Mongolia Ukhnaagiin Khurelsukh, and the President of the People’s Republic of China Xi Jinping met and discussed ways to expand the Mongolia-China

Comprehensive Strategic Partnership and mutually beneficial cooperation in all areas. They agreed, among others, to increase the trade volume to USD 20 billion in the near future; diversify the trade structure, accelerate the progress of major infrastructure projects, expand cooperation in environment, health, education, science, and innovation.

Mongolia is conscious about the role of China in the worldwide geopolitical climate. PM of Mongolia suggested to the German chancellor that “Both Germany and China could help negotiate a peaceful outcome to the conflict in Ukraine” (Speech of the PM Mongolia during his visit to Germany, October 2022). He not only emphasized the importance of maintaining good relations with China but also warned of the potential negative impact of any new Cold War on the global economy (Visit of the PM Mongolia to Washington, August 2023).

> Russia

In 2019, during the visit of the Prime Minister of Mongolia to the Russian Federation the parties discussed the project of developing natural gas infrastructure from Russia to China through the Mongolian territory. Additionally, during the President of Mongolia’s visit in Russia in December 2021, the parties reaffirmed their commitment to strengthen ties and cooperation in areas such as trade, economy, reliable supply of petroleum products, education, and culture, concluding pertinent documents. Moreover, trade turnover between Mongolia and Russia in 2022 amounted to \$2.7 billion, which became a historical record for these two states. (Zondueva, 2023).

During the visit of the Chairman of the State Duma Vyacheslav Volodin to Ulaanbaatar in September 2023 the agenda included the issues of providing legislative assistance to economic, financial, interbank cooperation between Russia and Mongolia (The State Duma, 2023).

On the sidelines of the BRF III the President of Mongolia U. Khurelsukh met with President of the Russian Federation Vladimir Putin. During this meeting the presidents discussed about reducing trade barriers on agricultural products and deepening Mongolia-Russia Comprehensive Strategic Partnership relations. For supporting Mongolia to meet its growing energy demands, the two sides agreed to conduct comprehensive research on constructing the Eg River hydropower plant in Mongolia.

In 2022, Ulaanbaatar abstained from a UN General Assembly vote on supporting Ukraine's territorial integrity by condemning Russia's unilateral declaration of its annexation of several Ukrainian regions. Recently, the official Mongolia voiced for in favor of maintaining peace based on international law affirmed in the bilateral and trilateral declarations.

During his visit to Germany in 2022, the Prime Minister Oyun-Erdene emphasized that "the world had no choice but to

talk to Putin", stating that the situation was too serious to ignore this situation, and the prolonged conflict would harm all countries.

Besides the bilateral ties the trilateral relationships begin to take root in the Mongolian current diplomacy.

Mongolia aiming to contribute to international stability is taking part in the formal talks as the Strategic Dialogue between the United States and Mongolia (2022), the U.S.-Mongolia-Japan trilateral talks in 2022, and the first-ever U.S.-Mongolia-Republic of Korea trilateral talks in May 2023.

During these talks have been exchanged views on a broad range of issues, including regional and multilateral cooperation, political and security partnership (Free and Peaceful Indo-Pacific, Peaceful and Prosperous Korean Peninsula) and strengthening mutually beneficial economic ties. Also political dialogue, trade, development assistance, cooperation in the field of agriculture and rural development, energy, climate change, research and innovation, education and

culture between the European Union and its Member States and Mongolia are subject to the Partnership and Cooperation Agreement of 1 November 2017.

The President of Mongolia, the President of the People's Republic of China Xi Jinping and the President of the Russian Federation Vladimir Putin signed in 2022 an agreement on the implementation of the « China-Mongolia-Russia Economic Corridor » (CMR). The corridor targets to improve transport connectivity and cross-border trade services through infrastructure development, and to strengthen cooperation across energy resources management, agribusiness, communication, technology, tourism, and environmental protection. At the SCO 2023 the PM of Mongolia affirmed that major projects outlined in CMR Program could be coordinated with SCO activities.

In this manner, as we notice, Mongolia pursues to defend its interest by a subtle game of equilibrium with the most powerful countries.

Another reason to be perceived positively by the international community resides in the peaceful transition of the “Red Hero” (Ulaanbaatar in English) to democracy in 1990. The democracy in this North Asian country is largely applauded by the Western countries sharing the same democratic values (Speech by Olaf Scholz during the visit of the PM of Mongolia to Germany in October 2022 and Declaration by Emmanuel Macron during the State visit of the Mongolian President to France in October 2023). In addition, Mongolia occupied the Presidency of the Community of Democracies during 2011 to 2013 and remained on the group's executive committee from 2015 to 2017 (U.S. Department of State, 2021). In 2015, Mongolia chaired the Freedom Online Coalition. Mongolia was elected to a seat on the UN Human Rights Council from 2016 to 2018.

Having been a socialist country between 1921 until 1990, the country went through the centralized economy with a state ownership and one party-political system.

“Mongolian experience and knowledge of two systems that are socialism and democratic economy will enable Mongolia to become a bridge to peace in Northeast Asia”, announced in 2019 the then-FM D. Tsogtbaatar.

As a Russian scholar Rodionov notes, “maintaining friendly relations with virtually all Northeast Asian states, Mongolia seeks to become a platform for international negotiations similar to that of Switzerland or Helsinki” (Rodionov, V.A, 2022). A concrete example in this field is the Ulaanbaatar Dialogue on Northeast Asian Security which was established in 2014 at the initiative of the then-president of Mongolia, Elbegdorj Tsakhiagiin.

Ulaanbaatar Dialogue (UBD) has served as a mediation platform to promote peace and dialogue on the issue of the denuclearization of North Korea. At the same time, North Korea is not the only security issue in Northeast Asia. Mongolia wants to be the region’s most prominent confidence-building mechanism. As stated the

FM of Mongolia Battsetseg Batmunkh “Mongolia is becoming more influential in promoting security dialogue and communication in the region” (Bolor Lkhaajav, 2022). During the UBD 2023 conference, Nakamitsu Izumi, the United Nations’ under-secretary-general and high representative for disarmament affairs underlined, “...the confidence-building measures...can stabilize bilateral and regional relationships.” (Bolor Lkhaajav, 2023).

> **Strategic resources of Mongolia**

Mongolia possesses strategic resources – coal, copper, gold, uranium and rare earth.

The mineral resources and mining sector alone makes up ¼ of Mongolia’s GDP and over 70 % of foreign direct investment. 93% of Mongolia’s export revenues come from mining products with coal and copper alone accounting for over 60% (National Statistical Office, 2020).

Mongolia is the second largest exporter of coal in the destination to China after the Indonesia. Coal exports surged by 446% year-on-year to 13.8 million tonnes during January-March 2023, totaling USD 2.24 billion (Amar Adiya-2023).

The government of Mongolia, which has 34% ownership, and Rio Tinto, which owns 66%, jointly owns Oyu Tolgoi, which will be by 2030 the world's fourth largest copper mine. The project total cost is 7.06 billion USD (Jamasmie C. 2022). In 2022, the production of 110,000-150,000 tonnes of copper and 150,000-170,000 ounces of gold in concentrates was expected.

Copper exploration company - Erdenet Mining Corporation (EMC) started its activity in 1978 in accordance with an agreement between governments of Mongolia and the Soviet Union (website of EMC). Anecdotally, the parents of the Ukrainian president V. Zelensky worked in this plant during the soviet period and lived in Erdenet with their son. In order to deepen the strategic decision-making in exploration and exportation of copper, in June 2016,

Mongolian Copper Corporation has acquired 49% of EMC from the Russian Federation's "Rostec."

Mongolia imports oil products worth USD 1 billion annually, the situation will be changing in the coming years because an oil refinery of USD 1 billion is being built with Indian aid in Mongolia.

As of 1 January 2021, Mongolia's total identified conventional uranium recoverable resources amounted to 144 620 tU, while in situ resources comprised 192 241 tU (Uranium 2022: Resources, Production and Demand - the OECD Nuclear Energy Agency and International Atomic Energy Agency's joint report). No uranium has been mined there since the closure in 1995 of an open pit mine at the Dornod deposit. This mine was operated by Russian interests and produced 535 tU over six years of production (World nuclear News. 13 October 2023).

Orano Mining (former Areva) has been present in Mongolia for more than 25 years. Badrakh Energy, the JV

between Orano (66%) and the Mongolian national company Mon-Atom (34%), holds mining licenses for the Zuuvch Ovoo and Dulaan Uul uranium deposits. The registered resources for these deposits have placed the country 12th in the world in terms of uranium resources.

During the State visit of the French President Emmanuel Macron to Ulaanbaatar in May 2023 Paris was committed to facilitating the financing of Mongolia's ecological transition with cooperation on renewable energies and nuclear power. In this view draft investment and shareholder agreements regarding the Zuuvch-Ovoo project have been decided to be accelerated (French and Mongolian Joint declaration – May 2023).

In continuation of the discussions an agreement between Orano and Mongolian state-owned investment company Erdenes Mongol LLC sets out the framework for an investment agreement that will lay the foundations for a long-term relationship for the development and industrial

operation of the Zuuvch-Ovoo uranium project. The protocol was signed on 12 October 2023 in Paris by Orano Chairman Claude Imauven and Erdenes Mongol CEO Sanjaagiin Narantsogt, in the presence of President Emmanuel Macron of France and President Ukhnaagiin Khürelsükh of Mongolia.

The deposit has 93,291 tU of resources (Latribune.fr. 2 Oct 2023), in other words, 4 % of the de world supply, almost the equivalent of Niger (Goetz. E. Les Echos. 12/10/2023) that was the third supplier of natural uranium to France during 2005–2020, behind Kazakhstan and Australia (Latribune.fr ;12 Oct 2023).

“This cooperation will enable us to develop the uranium sector in Mongolia while furthering the Group's strategy of diversifying its mining activities,” Orano Chairman said. (Orano's website. 12/10/2023). “This is good news for our nuclear industry and our energy sovereignty,” greeted Agnès Pannier-Runacher, France's Minister for Energy Transition, on X (formerly Twitter).

The joint Franco-Mongolian project will be based on international standards and best practices in terms of safety, security, and the environment, setting a benchmark for the development of the industry in Mongolia, the French company added. Over a forecast 30-year mine life, the project has the potential to bring Mongolia some USD 1.6 billion of direct investment over the life of the project as well as USD 1 billion in tax income nationally and locally.

France consumes around 7,000 tonnes of natural uranium per year to produce 40% of its energy (Camb. G. Euronews. le 24/05/2023) and its strategic stocks of uranium..., the equivalent of two years of consumption (Latribune. fr. 12 Oct 2023). "In a context of strong needs for uranium over the coming decades, Mongolia is positioning itself as a strategic player and an important contributor to the global climate effort", said Imauven.

As per Bloomberg Mongolia, the Mongolian reserves in rare elements are estimated as 3.1

million of tones (Bloomberg TV Mongolia, 2023). Mongolia is deepening cooperation with the USA in the sector of critical minerals and a bilateral Memorandum of Understanding concerning cooperation on mineral resource sector development has been signed in June 2023. South Korea will finance the Bilateral Research Institute on rare elements and Germany and Mongolia agreed to start joint research work related to the implementation of the semi-processing of rare earth elements. We remind that the Group Samsung intends to invest during 2022 – 2026 350 billion of USD to the development of AI et 5G and in capacity of production of semi-conductors and wants to product quickly 3 nm chips (Saint-Etienne. Ch, 2023).

For Mongolia, on the one hand, it is crucial to develop the necessary expertise linked to exploration and to process the strategic mineral resources. It is primordial to be reassured regarding extraction methods' safety for humans and the environment and the mine projects have no negative impact on the environment,

the health of people and livestock.

On the second hand, Mongolia, as a country with an important reserve of rare elements, must establish itself as a technology hub in the Northeast Asia. Vision 2050 states that the development of the areas such as nano, bio, information technology and artificial intelligence would reach, by 2040–2050, world standards. But if Ulaanbaatar intends to become a technology hub in the near future a veritable acceleration in these areas is needed.

To conclude, in the matter of exploration and exploitation of the Mongolian strategic minerals far seeing and prudence are imposed.

➤ Cultural identity

The state visit of U. Khurelsukh in France was the excellent occasion to inaugurate the Exhibition “Genghis Khan. How the Mongols changed the world” in the Castle of the Dukes of Brittany, Nantes.

Postponed in 2020, the exhibition puts into evidence,

according to its organisers, “how the Chingiskhanides became a driving force in the development of the world in the Middle Ages. At its peak, the gigantic Eurasian empire founded by Genghis Khan and his descendants covered 22% of the globe, from Korea to Poland, from Russia to Persia. The Mongols contributed to everything we consider a symbol of modernity: religious tolerance, efficient administration, long-distance trade, the development of writing, science, medicine, and the arts. This is evidenced by the abundant iconography with remarkable objects of Mongolian heritage, a universal heritage, coming from major museums, notably the Chinggis Khaan National Museum, and prestigious private collections” (Favereau M. 2023). Emmanuel Macron visited the Chinggis Khaan National Museum during his visit to Mongolia last May.

Tolerance to the different cultures and religions was and is the identity of the Mongolian people. It is why the Pope Francis declared during his visit “A profound spiritual sensitivity belongs to the very

fibre of your cultural identity, and it is proper that Mongolia should be a symbol of religious freedom”.

At a meeting with members of the Civic Chamber of the Russian Federation, Russian President Vladimir Putin reminded the history of Alexander Nevski (1221-1263), the Grand prince of Vladimir who preserved separate statehood and orthodoxy, agreeing to pay tribute to the then powerful Golden Horde. “The Golden Horde behaved themselves brazenly and harshly. Nevertheless, they did not touch the essential that is our language, tradition, and culture.... It is the most important, because if the culture, tradition, and history of people will be destructed, the people begin to disappear as an ethnos and to melt as a late spring snow. For his choice, Alexander Nevsky is revered as a saint”. (KAZ365.KZ. 05/11/2023)

“Two pitfalls face us when it comes to approaching the history of the Mongol Empire, the image of the brutal and bloodthirsty warrior, nourished by a hostile historiography and

by the cinema, and that of the peaceful nomad in his steppe immutable conveyed by current tourism. The reality is completely different and more complex,” confides Bertrand Guillet, director of the Nantes history museum. ... “It seemed important to us to work on globalizations, the Mongolian empire is one of the great globalizations of the medieval era. ...We had to question ... how it revolutionized the history of humanity”, he concludes.

➤ Sustainable development

Taking into consideration the current international situation and the advantages and disadvantages of its comprehensive national power Ulaanbaatar could reinforce its regional influence. Maybe is it time to enlarge its “limited foreign policy resources and corresponding ambitions” (Rodionov, 2022)?

One of these options may consist in the creation of a region wide platform for sustainable development. We must remind that this decade will be decisive not only in setting the geopolitical

power balance but also in the efforts to handle the common challenges including climate change and demographic challenges.

Mongolia is among the world's 20 largest countries by its surface. However, 77 % of its territory is classified as degraded or desertified (UNDP). Mongolia has lost 180,000 ha of forests since 1990 and about 1.5 million ha of forests are severely degraded (Memorandum of understanding on a Forest Partnership between Mongolia and the European Union, 2022).

In Mongolia, due to the mining activities as well as other uses, 264 of 6,161 rivers, 286 of 3,895 lakes, and 704 of 12,591 springs have dried out in a brief time, as of 2019 (Rossab. M, 2021). Pursuant to the 2021 World Air Quality report, Ulaanbaatar was listed between the 20 most polluted cities in the world. Ulaanbaatar city was planned for a population of 500,000–600,000, but today it has a population of 1.7 million. As a result, the city faces pressing problems, such as air pollution and traffic congestion.

At the regional level, the situation with air and water pollution is more than alarming: in 2023, out of the 50 most polluted cities in the world, 49 are located in Asia. The pollution of the rivers Chitarum (Indonesia), Jamna (India) (Paddison L, 2016) and Yangtze River has the potential to cause one of the largest environmental threats to humanity (Taithe. A, 2012).

The long-range movement of dust and sandstorms has also contributed to severe environmental impacts along the way from Mongolia and China to the Korean peninsula and Japan even influencing “the global carbon cycle and having a significant effect on regional radiation balances and human health” (ADB, UNCCD, ESCAP and UNEP, 2005).

It is obvious that the problems could not be resolved at the level of one individual country. It is why the common effort is searched at the regional level. Although we must note the lack of institutionalized regional integration in Asia in the same vein as the European Union, the African Union or

Union of South American Nations. This issue has been mentioned in the literature and in the official reports (Panke D, Stapel S and Starkmann A, 2021; ESCAP, 2017).

Faced with climate change and challenges of sustainable development, the common interest consists in a common survival. The “interest is eternal and perpetual” if we borrow some words from Lord Palmerston (Yetkin. M, 2018). The comprehensive power of Mongolia might serve to play a piloting role in creating a region-wide platform aimed to unify the common efforts in the reduction of poverty, the prevention of climate change-related migration, the handling of water and air pollution and of transboundary waste. No need to say that the creation of a region-wide platform (that might be named as the Asian Union of Sustainable Development) will permit to the small countries to participate on an equal footing with their neighbors in the elaboration of the regional strategies and in their implementation.

It is worth noting that Ulaanbaatar is already taking real steps in this direction and in cooperation with the partner countries.

Mongolia became the first country to join the UN PAGE - Partnership for Action on Green Economy - in 2013 and started mainstreaming green economy policies into its national development strategy (Shigang Zhang, UN document).

Thanks to the governments coherent measures, the air pollution of Ulaanbaatar decreased by 50 percent (Munkhzul. A, 2021). The Mayor of Ulaanbaatar Kh. Nyambaatar relies on the adoption of the Law on Alleviating Traffic Congestion and Constructing Comfortable Apartments in the Ger Districts to resolve these issues. During her visit to Ulaanbaatar in October 2023 the UK Minister of State at the Department for Business and Trade, Minister of State for the Investment Security Unit expressed the UK's intention to cooperate in this field. (Batbayar L. Montsame, 31 October, 2023).

To prevent imminent water shortages, the \$462 M Millennium Challenge Corporation–Mongolia Water Compact supports Mongolia’s efforts to expand Ulaanbaatar’s water supply by 80 percent.

Mongolia aims to reduce deforestation by 31% by 2025 and increasing the area of sustainably managed and conserved forests from 6.5 to 9.8 million ha by 2030.

For this reason, seen as one of the most appropriate remedies against desertification and afforestation, the “One Billion Trees” national movement, announced by the Mongolian President is largely encouraged. In support to this project, Japan pledged to plant 50,000 trees in Mongolia. China commends Mongolia’s plan to plant one billion trees and has proposed to plant 70 billion trees in the next ten years. In Ulaanbaatar, the Center of China–Mongolian cooperation for the prevention and control of the desertification has been inaugurated in September 2023.

During the Havana Summit of the Group of 77 U. Khurelsukh calls upon the members of the Group to consolidate its solidarity and further intensify its cooperation to overcome together the recent outbreak of global pandemic, climate change, geopolitical conflicts, financial and debt crisis, as well as poverty and hunger.

Mongolia will host the 17th Conference of the Parties (COP17) of the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) in 2026. During his meeting with the head of State of Mongolia, Ibrahim Thiaw, the Executive Secretary of the UNCCD in September 2023 emphasized the importance of afforestation and environmental rehabilitation in reducing the effects of climate change, desertification, dust storms, and soil degradation.

The President of Mongolia declared before more than 150 countries attended the BRF III that “I am confident that this conference will serve as a pivotal platform for countries to share their own and regional best practices in combating land degradation

and desertification and discuss strategies to address the triple environmental crisis, strengthen sustainable forest management, and formulate future policies, objectives, and actions” and stated solemnly “Green development constitutes the cornerstone of humanity’s sustainable progress. Hence, Mongolia’s long-term development policy pivots on green development as its foundation and starting point.”

We argue that a sustainable development-oriented strategy will be the most beneficial and appropriate one for the Mongolian people. Thanks to its capacity of equilibrium player, Mongolia is capable to consolidate its allies on the geopolitical chessboard.

Bibliography

Sources in English and French

2021 World Air Quality Report. <https://www.iqair.com/world-most-polluted-cities/world-air-quality-report-2021-en.pdf>

2023 Military Strength Ranking. <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

Amar, Adiya. « Mongolia Shows Promising Economic Growth Boosting Current Administration Ahead of 2024 Elections». *Mongolia weekly*, Mai 16, 2023. <https://www.mongoliaweekly.org/post/mongolia-economy-shows-strong-economic-growth-ahead-of-2024-elections>

Amaraa Erdenebaatar, « Towards a world free of nuclear weapons: Mongolian alum gears up for negotiations». <https://unitar.org/about/news-stories/stories/towards-world-free-nuclear-weapons-mongolian-alum-gears-negotiations>

Apostolic journey of his Holiness Pope Francis to Mongolia. [31 August - 4 September 2023]. *Vatican.va*. <https://www.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2023/september/documents/20230902-mongolia-autorita.htm>

Aron, R. *Penser la guerre*, Clausewitz, vol. II, L’âge planétaire, Paris, Gallimard, 1976.

Bajwa, J.S. « Defining Elements of Comprehensive National Power». *CLAWS Journal*, Summer 2008. <https://>

archive.claws.in/images/journals_
doc/1302263399_JSBa-jwa.pdf

Batbayar, L. Mongolia and the UK
Discuss Ways to Reduce Air Pollution
and Alleviate Traffic Congestion.
Montsame. 31/10/2023. [https://
montsame.mn/en/read/330233](https://montsame.mn/en/read/330233)

Beletskaya M. « Russia: Development
Aid Policies and Perspectives». *Eurasian
Journal of Social Sciences*.
March 2015. 3(1):1-12. [http://www.
eurasianpublications.com](http://www.eurasianpublications.com))

Bolor Lkhaajav. « Mongolia's
Ulaanbaatar Dialogue Emphasizes
the Significance of Cooperation
in Northeast Asia». *The Diplomat*.
June 28, 2023. [https://thediplomat.
com/2023/06/mongolias-
ulaanbaatar-dialogue-emphasizes-
the-significance-of-cooperation-in-
northeast-asia/](https://thediplomat.com/2023/06/mongolias-ulaanbaatar-dialogue-emphasizes-the-significance-of-cooperation-in-northeast-asia/)

Bolor Lkhaajav. « Mongolia Hosts 7th
Ulaanbaatar Dialogue on Northeast
Asian Security»

[https://thediplomat.com/2022/06/
mongolia-hosts-7th-ulaanbaatar-
dialogue-on-northeast-asian-
security/](https://thediplomat.com/2022/06/mongolia-hosts-7th-ulaanbaatar-dialogue-on-northeast-asian-security/)

Brèves économiques : Grand Chine
et Mongolie. Direction Générales du
Trésor. Semaine du 04/09/2023.
[https://www.tresor.economie.gouv.
fr/Articles/1367f1ce-e75e-4750-8bf1-
30fb087ea826/files/4bdcbfe0-5df8-
4f3e-991e-324f48ecbffa](https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/1367f1ce-e75e-4750-8bf1-30fb087ea826/files/4bdcbfe0-5df8-4f3e-991e-324f48ecbffa)

Brèves économiques: Grande Chine
et Mongolie. Direction Générales
du Trésor. Semaine du 31/07/2023.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/>

Articles/b5c91c21-8e3a-42de-a5d2-
202e8d966085/files/f468bc20-ae38-
4667-8431-5dfb7a5c43ff

Camba. G. Euronews. 24/05/2023.
Mongolie : Emmanuel Macron
soutient l'exploitation controversée
de gisements d'uranium. [https://
fr.euronews.com/2023/05/24/
mongolie-emmanuel-macron-
soutient-l'exploitation-controversee-
de-gisements-d'uranium](https://fr.euronews.com/2023/05/24/mongolie-emmanuel-macron-soutient-l'exploitation-controversee-de-gisements-d'uranium)

Chuluunbaataryn Sumiya. « Polish
President's Visit to Mongolia Highlights
Ulaanbaatar's Ukraine Approach. Will
the president of Mongolia pay a return
visit to Poland – and perhaps stop by
Ukraine?» *The Diplomat*. 01/05/2023.
[https://thediplomat.com/2023/05/
polish-presidents-visit-to-mongolia-
highlights-ulaanbaatars-ukraine-
approach/](https://thediplomat.com/2023/05/polish-presidents-visit-to-mongolia-highlights-ulaanbaatars-ukraine-approach/)

Clover, Ch. « Lev Gumilev: passion,
Putin and power». *Financial Times*.
March 11, 2016. [https://www.ft.com/
content/ede1e5c6-e0c5-11e5-8d9b-
e88a2a889797](https://www.ft.com/content/ede1e5c6-e0c5-11e5-8d9b-e88a2a889797)

Ducourant, B. *Sentences et proverbes
de la sagesse chinoise*. Editions Albin
Michel, 1995.

Foreign Ministry Spokesperson Wang
Wenbin's Regular Press Conference
on August 9, 2022 [http://at.china-
embassy.gov.cn/det/fyrth/202208/
t20220809_10738341.htm](http://at.china-embassy.gov.cn/det/fyrth/202208/t20220809_10738341.htm)

Franco-Mongolian protocol lays
foundations for uranium project.
World nuclear News. 13 October 2023.
[https://www.world-nuclear-news.org/
Articles/Franco-Mongolian-protocol-
lays-foundations-for-ura](https://www.world-nuclear-news.org/Articles/Franco-Mongolian-protocol-lays-foundations-for-ura))

François, Ph ; Cambacéras J-M ; Desportes V, « Geostategy of Mongolia: between the hammer and the anvil » (in French), « Géostratégie de la Mongolie : entre le marteau et l'enclume ». Politique étrangère 2008/4(Hiver), page 899-909

Jamasmie C. « Turquoise Hill flags \$200 million cost increase at Oyu Tolgoi». Mining.com. August 5, 2022

<https://www.mining.com/turquoise-hill-flags-200-million-cost-increase-at-oyu-tolgoi/>

Jargalsaikhan Mendee. « Mongolia's military diplomacy and geopolitical balance». EastAsia Forum, 18/03/2021. <https://www.eastasiaforum.org/2021/03/18/mongolias-military-diplomacy-and-geopolitical-balance/>

Henrikson, A K. « Henry Kissinger, Geopolitics, and Globalization»; The Fletcher Forum of world affairs, Vol.27:1 Winter/Spring 2003. <https://dl.tufts.edu/downloads/1r66jb43m?file>

Hey J. A. K. (ed.) Small States in World Politics. Explaining Foreign Policy Behavior. Boulder; London: Lynne Rienner Publishers, 2003. Pp. 2-13.

Germany's Scholz: Mongolia an important strategic partner. DW.10/15/2022

<https://www.dw.com/en/germanys-scholz-calls-mongolia-an-important-strategic-partner-as-he-hosts-pm/a-63449718>

Goetz. E. Les Echos. 12/10/2023. Uranium : la France et Orano

sécurisent un contrat stratégique avec la Mongolie. <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/orano-avance-a-grand-pas-pour-exploiter-une-mine-duranium-en-mongolie-1986833>

Grotteria, A. « Sécurité : quels sont les pays qui disposent d'un arsenal nucléaire ? ». Géo. 11/05/2023. <https://www.geo.fr/geopolitique/quels-sont-les-pays-qui-disposent-du-plus-grand-arsenal-nucleaire-212188>

Guterres, A. Nuclear-free Mongolia a 'symbol of peace in a troubled world': Guterres; <https://news.un.org/en/story/2022/08/1124292>

« L'armée chinoise doit «oser se battre» », affirme Xi Jinping ». Le Figaro avec AFP. 06/07/2023. <https://www.lefigaro.fr/international/l-armee-chinoise-doit-oser-se-battre-affirme-xi-jinping-20230706>

Les Mongols et le monde : L'autre visage de l'empire de Gengis Khan sous la direction scientifique de Marie Favereau, 2023

« Military Balance 2022 Further assessments» (iiss.org). 15/02/2022. <https://www.iiss.org/publications/the-military-balance/the-military-balance-2022>

Mongolia Military Spending/Defense Budget 1987-2023; <https://www.macrotrends.net/countries/MNG/mongolia/military-spending-defense-budget>

Mueller, J. « Biden underscores US at 'inflection point' in MLK Jr.

tribute». The Hill, January 15, 2023. <https://thehill.com/homenews/administration/3814263-biden-underscores-us-at-inflection-point-in-mlk-jr-tribute/>

Munkhzul. A « Prime Minister L.Oyun-Erdene presents four key objectives of his Cabinet». Montsame.gov.mn. 05 February 2021. <https://montsame.mn/en/read/252671>

Nye, Joseph S Jr. « Soft Power.» Foreign Policy, No. 80, Twentieth Anniversary (Autumn, 1990), pp. 153-171; Washington post. Newsweek Interactive, LLC; <http://www.jstor.org/stable/1148580>; Accessed: 13-09-2016 14:46 UTC

Nucléaire : Orano en passe d'exploiter en Mongolie l'une des plus importantes mines d'uranium du monde. Latribune.fr. 12 Oct 2023. <https://www.google.com/amp/s/www.latribune.fr/climat/energie-environnement/nucleaire-orano-en-passe-d-exploiter-en-mongolie-l-une-des-plus-importantes-mines-d-uranium-du-monde-979862.html%3famp=1>

Ooluun. B «Ukhnaagiin Khurelsukh : Mongolia is keen to collaborate with the G77 Member States in the Field of Science and Technology ». Montsame. 17 September, 2023. <https://www.montsame.mn/en/read/326852>;

Orano signe un protocole d'accord pour le développement et la mise en exploitation d'un projet de mine d'uranium en Mongolie. Website Orano. 12/10/2023. <https://www.orano.group/fr/actus/actualites-du-groupe/2023/octobre/orano-signe-un-protocole-d->

[accord-pour-le-developpement-et-la-mise-en-exploitation-d-un-projet-de-mine-d-uranium-en-mongolie](#))

Panke, D., Stapel, S and Starkmann, A. « Six - Regional Organizations in Asia». Published online by Cambridge University Press: 12 March 2021.<https://www.cambridge.org/core/books/abs/comparing-regional-organizations/regional-organizations-in-asia/81C870A3185C63C803CF196DFD42BE3F>, <https://doi.org/10.46692/9781529209488.007>[Opens in a new window]

Péron-Doise, M. « Le Japon en passe de devenir une grande puissance militaire de l'Indo-Pacifique » . The conversation 20/04/2023. <https://theconversation.com/le-japon-en-passe-de-devenir-une-grande-puissance-militaire-de-lindo-pacifique-204094>

Raghuvanshi, V. «India to boost defense spending by 13%, with billions for new weapons». Defense news. 02/02/2023. <https://www.defensenews.com/global/2023/02/02/india-to-boost-defense-spending-13-with-billions-for-new-weapons/>

Rossab. M. « Mongolia's Environmental Crises ». <https://www.asianstudies.org/wp-content/uploads/RossabiSpring2021EAA.pdf>

Saint-Etienne Ch. « Le conflit sino-américain pour la domination mondiale. L'Europe et la France dans le nouvel ordre mondial ». Editions Alpha 2023

Sambuunyam M. « President Khurelsukh Delivers a Keynote Speech at the Third Belt and Road Forum».

Montsame. 18/10/2023. <https://montsame.mn/en/read/329384>

Santero. T. USARPAC kicks off Khaan Quest 23 in Mongolia. 21/06/2023. https://www.army.mil/article/267736/usarpac_kicks_off_khaan_quest_23_in_mongolia

SCO Secretary-General's visit to Mongolia. 13/04/2023. Shanghai Cooperation Organisation | SCO (sectsco.org)

Shigang Zhang. Greening the China-Mongolia-Russia economic corridor.

https://www.un.org/ohrlls/sites/www.un.org.ohrlls/files/mr._shigang_zhang_senior_prog_managt_officer_unep_greening_the_chinamongoliarussia_economic_corridor.pdf

Taithe . A, Inde et Chine : quelles situations hydropolitiques chez ces deux puissances? in *Eau & Conflictualités*, Choiseul Editions, 2012, pp.23-29

« Verbatim. Xi Jinping demande à l'armée chinoise de se préparer à la guerre ». *Courrier international* 09/11/2022. <https://www.courrierinternational.com/article/verbatim-xi-jinping-demande-a-l-armee-chinoise-de-se-preparer-a-la-guerre>

Vyacheslav Volodin met with President of Mongolia Ukhnaagiin Khurelsukh; September 25, 2023 <http://duma.gov.ru/en/news/57885/>.

United Nations, Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP) (2017). *Unlocking the potential for East and North-East Asian regional economic cooperation and integration*. <https://www.unescap.org/sites/default/files/Unlocking%20the%20Potential%20for%20East%20and%20North-East%20Asian%20RECI.pdf>

World Bank. Military expenditure. <https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS?end=2021&locations=MN&start=1987&view=chart>

World's most polluted cities 2017-2022. <https://www.iqair.com/world-most-polluted-cities>

Yang Sheng. « Netizens hail donation of 30,000 sheep from Mongolia»; <https://www.globaltimes.cn/content/1181039.shtml>

Yetkin. M. « No eternal allies no perpetual enemies». *Daily news*. 28 February 2018. <https://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/no-eternal-allies-no-perpetual-enemies-128008>

Sources in Russian

«Александр Невский ездил кланяться ханам Золотой Орды»: Путин рассказал, почему почитают его как святого. <https://ru.qaz365.kz/politics/3957-aleksandr-nevskii-ezdil-klanjatsia-khanam-zolotoi-ordy-putin-rasskazal-pochemu-pochitaet-ego-kak-sviatogo/> Косырев Д. Переговоры по Корее: с такими провалами и успехов не надо [электронный ресурс] // «РИА Новости» 22.12.2006. URL: <https://ria.ru/20061222/57599531.html>

Paddison L. Реки мира под угрозой, 23.09.2016, // <https://inosmi.ru/photo/20160923/237904557.html>

Rodionov V.A. Soft Power of Small States: A Case Study of Mongolia. *Oriental Studies*. 2022;15(2):228–243. (In Russ.) <https://doi.org/10.22162/2619-0990-2021-60-2-228-243>

Zondueva T. «Третий сосед». Зачем Макрон останавливался на ужин в Монголии. *Tass* 25/05/2023; <https://tass.ru/opinions/17839729/amp>

Sources in Mongolian

B. Battsetseg, The big countries' policies to attire the small developing countries toward their zone of influence are reinforced (in Mongolian) press conference; 03/01/2023; Б.Батцэцэг: Их гүрнүүдийн аль нэгнийх нь байр суурийг баримтлах шахалт хөгжиж буй орнуудад нэмэгдэж байна. <https://gogo.mn/r/vvvvwx>

S. Bayar. « Sixty days, the decimal of sixty (in Mongolian), Jaran udur, jarani butarha»i. Editions Nepko, 2019.

Кваси Ампофо: Газрын ховор элемент нь Монголын дараагийн нүүрс биш, харин алт байх болно BLOOMBERG TV Mongolia. 27 September 2023. Talk with Kwasi Ampofo. Head of Metals and Mining at BloombergNEF, Bloomberg TV Mongolia. 27/09/2023

Б.МАНЛАЙ. « У.Хүрэлсүх: Шинжлэх ухаан, технологийн салбарт 77-гийн бүлгийн гишүүн улсуудтай хамтран ажиллах сонирхолтой байна. IKON.MN. 2023 оны 9 сарын 16

Д.Цогтбаатар: Монгол Улс бүс нутгийн орнуудын энх тайвны гүүр болоход чармайн ажиллана ; <https://montsame.mn/jp/read/191675>

Official documents

2010 UK National Security Strategy. <https://www.gov.uk/government/news/national-security-strategy>

Declaration on the strategic partnership between Mongolia and the United States of America // Office of President of Mongolia. 2019/08/01. URL: <https://president.mn/en/2019/08/01/declaration-on-the-strategic-partnership-between-mongolia-and-the-united-states-of-america/>

Déclaration conjointe de la France et de la Mongolie. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/05/21/declaration-conjointe-de-la-france-et-de-la-mongolie>

Memorandum of Understanding on a Forest Partnership between Mongolia and the European Union. European Commission. 22 September 2022. https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2022-10/mou-forest-partnership-c2022-6686-mongolia_en.pdf

Vision long-term development policy. https://cabinet.gov.mn/wp-content/uploads/2050_VISION_LONG-TERM-DEVELOPMENT-POLICY.pdf

Statement by H.E. MR. Ukhnaagiin Khurelsukh , President of Mongolia, at the general debate of the 78th session of the United Nations General Assembly. [mn_en.pdf \(un.org\)](https://www.un.org/press/docs/2023/20230916.statement-by-president-of-mongolia-ukhnaagiin-khurelsukh-at-the-general-debate-of-the-78th-session-of-the-un-general-assembly-20230916.html)

The National Security Strategy of Japan adopted in December 2022, <https://www.cas.go.jp/jp/siryou/221216anzenhoshou/nss-e.pdf>

The USA National Security Strategy, 2022. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/10/Biden-Harris-Administrations-National-Security-Strategy-10.2022.pdf>

THE DEPARTMENT OF DEFENSE Indo-Pacific Strategy Report Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region June 1, 2019

U.S. Relations with Mongolia. Bilateral Relations Fact Sheet. Bureau of East Asian and Pacific Affairs. June 24, 2021. <https://www.state.gov/u-s-relations-with-mongolia/>

Exploring The Depth of Indian Multilateralism

Pooja Jain-Grégoire

About the author, Pooja Jain-Grégoir

Pooja Jain-Grégoire, is a Research Fellow at Asia Centre. Her research focuses on Indian foreign policy, development partnerships, global governance, climate change and international aid.

She has been teaching International Development at Sciences Po Paris since 2015. She holds a post-doctorate in Africa-Asia relations from the Institute of African Worlds (IMAF), the École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). She also has a PhD in Political Science from Sciences Po Paris.

Historically, India has identified itself as a post-colonial, developing country with a “virtuous” foreign policy orientation, in solidarity with other countries of the global south. It has asserted its independence from the superpowers of the time, the United States and the former USSR, with the creation, among other initiatives, of the Non-Aligned Movement (NAM).¹ Today, India, an emerging country seeking economic and strategic autonomy, is embracing “multi-alignment” through various partnerships, such as the QUAD, which primarily serve its national interests. With developing countries, it deploys an “enlightened interest” policy underlining its potential and ambition for leadership. However, India’s insistence on an independent foreign policy with singular leadership ambitions of its own is averse to any “binding alliance” strategically or ideologically.

¹ India’s Foreign Policy: Successes, Failures and Vision in the Changing World Order Talk by External Affairs Minister Shri Yashwant Sinha, Ministry of External Affairs, Government of India, November 18, 2002, https://www.mea.gov.in/Speeches-Statements.htm?dtl/9285/Indias_Foreign_Policy_Successes_Failures_and_Vision_in_the_Changing_World_Order_Talk_by_

India’s multilateralism and the credibility of its leadership ability amongst other developing countries is the subject of inquiry for this paper.

India seeks to carve out a space and path of its own in a multipolar world; in such an arrangement, India’s stance and its perception amongst other developing countries is of paramount importance. How strongly does India represent the interests of other developing countries in international fora? Does India have the diplomatic and ideological capital to rally other developing countries around specific issues and interests? Could a strategic and ideological rapprochement with India allow countries like France to mend fraught relationships and make a fresh start in their engagements with other developing countries in the Indo-Pacific and the Indian-Ocean region? This paper gives a bird’s eye view of Indian foreign policy through a study of its apparent contradictions. It focuses on how India engages itself multilaterally and navigates its relationships

with countries in Asia and Africa while deepening ties with its partners in the west.

The paper argues that while India is lacking in hard power, it has been deft in pooling intangible resources to assert a narrative of its own rise. From impressing on being the singular voice of the global south and having the ear of the west, it has been carving out for itself the role of the world's balancing power. Furthermore, multilateralism helps India shore up support for an assertive and independent foreign policy at little cost to its wider partnerships. However, at present the country has little or no influence to affect the course or outcome of international events.

> **Indian Multilateralism: from Narrative Discourse to Complex Ground Realities**

India has given a new turn to its foreign policy focusing on branding and image-enhancing and tailoring it to the purpose of domestic elections. The spectacle and communication around foreign visits and multilateral events

cater to the domestic media and public – the pomp and show around the G20 in 2023, held across different cities in India, is a case in point.

Multilateral platforms are an important avenue for India to project its power and ambitions of being a world leader/teacher or “Vishwaguru”; these organisations are also seen to embody “Vasudhaiva Kutumbakam”, or the concept of the world as one big family, another pillar of the Indian foreign policy discourse. India's focus on non-conflictual and multi-faceted multilateralism is encapsulated in its desire to be “Vishwamitra” or partner to the world. India as president of the G20 widely communicated its professed status as the “Mother of Democracy”², democracy being a major plank of India's soft power. India's democratic status forms the basis of its leadership ambition, lending it the ability and credibility to straddle the western and non-western worlds with equal ease.

² Ministry of Culture, Government of India, Bharat: Mother of Democracy, Last updated on: Tuesday, March 12, 2024

The country is increasingly courted by western powers, namely by the United States and its allies.³ As the world's most populated country, it is a big consumer market for social media entrepreneurs, many of whom are based in the United States. With an 11 per cent market share, India is also the largest importer of arms, a position it has held since 1993 according to the 2023 SIPRI factsheet.⁴ Russia has been India's largest supplier of arms, but with its share down from 64 per cent to 45 per cent, India's market is more and more open to supplies from other major arms' exporters. From 2018 to 2022, at 30 per cent, India was the leading buyer of arms from France (SIPRI 2023). With the Indo-Pacific becoming a strategic flashpoint, there is heightened interest in India's defence capabilities. However, unlike China, India is not an

arms exporter, which makes it pertinent to explore the draw of Indian multilateralism, notably with Africa and Asia, and its ambition to lead the global south.

India commenced its G20 leadership by announcing the platform "Voice of the Global South" and closed it with a call for the African Union to become a formal member of the G20, which beget the following questions: How prepared and willing were other developing countries from Africa to let India assume the agency of their leadership given that South Africa is a part of the G20? Did African countries actively time their inclusion in the G20 to India's presidency of it? Or was this an opportune and astute narrative created by India?

The benefits to India of the African Union joining the G20 during its presidency are plentiful: India adds goodwill and moral weight to its leadership ambitions with the potential to increase support for its positions at global platforms like the United Nations Organisation, it strengthens the collective

³ Chong Wenzhong, Byron, Centre on Asia and Globalisation, National University of Singapore The G20 Summit: India takes on China for Leadership of the Global South, China-India Brief #232, September 29, 2023, <https://lkyspp.nus.edu.sg/cag/publications/center-publications/publication-article/detail/the-g20-summit-india-takes-on-china-for-leadership-of-the-global-south>

⁴ Pieter D. Wezeman, Justine Gadon, Siemon T. Wezeman, Trends in international Arms Transfers, SIPRI Factsheet, March 2023

claims of developing countries for the reform of international institutions, and, simultaneously, it raises India's prominence amongst western countries struggling with leadership legitimacy. Reforming multilateral institutions, demands for a more equitable world order, and climate finance were some of the top priorities of the Voice of the Global South Summit as expressed by the public communications of the countries in attendance.⁵ Economic development and differentiated responsibilities on climate aside, there is a widening gap between the west and many developing countries stemming from demographics. India, the most populated country in the world,

⁵ Ministry of foreign Affairs and External Trade, Royal Government of Bhutan, 2nd Voice of Global South Summit (17 November 2023), November 17, 2023

President Ruto, Global South must push for more Inclusive World Order, President of the Republic of Kenya, November 17, 2023

Deputy foreign Minister Participates in the 2nd voice of the Global South Summit, by MFA-MASTER, Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration, Republic of Ghana, November 20, 2023

Minh Nguyen, Common voice matters to Global South countries: Vietnam President, Hanoi Times, January 13, 2023

shall continue to see a rise in its population, and Africa is projected to see half of the world's growth in population between now and 2050.⁶ Demographics, representation, and development are the most pressing interests shared by India and Africa. And, while the leadership claim of India can be debated on various levels, it seized the moment and captured a vocabulary and space overlooked by developed countries - initiative and consultation with non-members. India was able to project leadership of the global south despite its reputation of having a guarded and independent foreign policy.

Indeed, India has been emphatic about autonomy and non-dominance in the practice of its trade relations with an aversion to large-scale trade agreements that could impinge on its national interests. Often, this position has left India taking decisions at odds with the interests of other developing countries. India has been intransigent when it comes to trade: it

⁶ Global Issues, Population, United Nations, <https://www.un.org/en/global-issues/population>

refused to be a part of the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)⁷; its free trade agreements with the EU or the UK have been in the works without an end in sight. India has stood by the strategic choice of not being part of any binding alliance – ideological, political or security-based, that could be detrimental to its national interest. Its solidarity with developing countries does not entail compromises with the interests of its own people, of whom 14.96 per cent continue to live below the poverty line⁸, the geo-political weight of the country notwithstanding.

India has stringently defended a non-negotiable stance concerning its maintaining of publicly funded food stocks, fisheries, and agricultural subsidies at the World Trade

⁷ The RCEP is a free trade agreement (FTA) between the ten member states of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) (Brunei, Cambodia, Indonesia, Laos, Malaysia, Myanmar, the Philippines, Singapore, Thailand, Vietnam) and its five FTA partners (Australia, China, Japan, New Zealand and Republic of Korea). Source: RCEP Secretariat; <https://rcepsec.org/official-documents/>

⁸ National Multidimensional Poverty Index- A Progress Review 2023, July 18, 2023, United Nations Development Programme, <https://www.undp.org/india/publications/national-multidimensional-poverty-index-progress-review-2023>

Organisation (WTO). In 2023, India took the unilateral decision to suspend the export of non-basmati white rice to control inflationary pressures on domestic food prices and curtail the risks to national food security.

India, along with Thailand, is one of the largest exporters of rice in the world. Its halting of rice exports has a significant impact on food security and inflation in other developing countries. According to the International Food Policy Research Institute (IFPRI), several countries in Africa imported more than 80 per cent of their rice from India.⁹ Along the same lines, facing a relatively controlled first wave of COVID, India was active in supplying the COVAX vaccines to Africa as a gesture of its solidarity with other developing countries. However, in 2021, facing a devastating second wave, it halted the export of vaccines to Africa, putting the vaccination scheme of the continent in peril.¹⁰

⁹ Joseph Glauber and Abdullah Mamun, India's new ban on rice exports: Potential threats to global supply, prices, and food security, July 25, 2023, International Food Policy Research Institute (IFPRI), <https://www.ifpri.org/blog/indias-new-ban-rice-exports-potential-threats-global-supply-prices-and-food-security>

Faced with similar contexts of national interests, India takes the same pathway as other developed countries. Given a repeat of such contexts, would other developing countries continue to see India as a reliable partner? In the past, relationships have been fraught: leaders from the African continent had publicly expressed their displeasure regarding incidents of racism against African citizens in India.¹¹

In more concrete terms, with bilateral trade of 82.13 billion USD for the year 2022–23, India is Africa's third largest trading partner.¹² During the

same period (2022–23), India's trade with ASEAN¹³ countries stood at 131.57 billion USD, while at USD 201.10 billion, its trade with North East Asia (NEA)¹⁴ accounted for 19.42 % of India's total trade in 2021–22. China was India's largest trading partner of the NEA states with a share of 43.12 per cent.¹⁵ Perceptibly, India's trade with Africa is relatively small when compared with ASEAN and NEA. However, almost half of its trade with NEA comes from China, highlighting the need for India to diversify and expand its trade relations with these regions. Moreover, unlike with Africa, India's trade balance with ASEAN and NEA countries

¹⁰ Ralf Peters and Divya Prabhakar, Export restrictions do not help fight COVID-19, June 11, 2021, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), <https://unctad.org/news/export-restrictions-do-not-help-fight-covid-19>

¹¹ Aggrey Mutambo, African diplomats skip event in protest over India 'racism and Afro-phobia', Thursday, May 26, 2016 — updated on July 02, 2020, Nation, <https://nation.africa/kenya/news/african-diplomats-skip-event-in-protest-over-india-racism-and-afro-phobia--1201956>

¹² Paul Nantulya, La coopération entre l'Afrique et l'Inde, un point de repère en matière de partenariat, January 3, 2024, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-cooperation-entre-lafrique-et-linde-un-point-de-repere-en-matiere-de-partenariat/>

Ronak Gopaldas, L'Inde lorgne l'Afrique dans sa quête de superpuissance, January 9, 2024, Institut d'Étude de Sécurité, <https://issafrica.org/fr/iss-today/linde-lorgne-lafrique-dans-sa-quete-de-superpuissance>

¹³ The Association of Southeast Asian Nations has the following countries as its members: Brunei Darussalam, Cambodia, Indonesia, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, Philippines, Singapore, Thailand and Viet Nam, <https://asean.org/member-states/>

¹⁴ The Foreign Trade Territorial Division - North East Asia, deals with trade and economic cooperation with China PR, Hong Kong, Taiwan, Japan, Republic of Korea, Korea DP RP, Macao and Mongolia, Foreign Trade (North East Asia), Department of Commerce, Ministry of Commerce and industry, Government of India, Last Updated: January 2, 2024, <https://commerce.gov.in/about-us/divisions/foreign-trade-territorial-division/foreign-trade-north-east-asia/>

¹⁵ Department of Commerce, Ministry of Commerce and industry, Government of India, Last Updated: January 2, 2024, <https://commerce.gov.in/about-us/divisions/foreign-trade-territorial-division/foreign-trade-africa/>

is overwhelmingly negative. In Oceania¹⁶, except for Australia and New Zealand, India has yet to put in place a formal trade agreement, dialogue or engagement. To date, the Indo-Pacific is not recognised as a regional territorial trading division by the Indian Ministry of Commerce. However, just as India actively embraced and used the term “global south” in its discourse at the G20, whether India would give more definition to the Indo-Pacific in terms of strategic, geographical, and trade considerations is anyone’s guess.

On the investment front, India was the eighth largest host for Foreign Direct Investment (FDI) in 2021 and ranked third and second as the top destination for greenfield investment announcements and international project finance deals, respectively, according

to the United Nations’ World Investment Report 2023.¹⁷ The report also points out that in 2021, India was the 25th biggest source of FDI outflows. However, country-wide data on outward investments from India is hard to come by.¹⁸ This is further substantiated by an OXFAM Discussion Paper by ICRIER, 2018¹⁹, which points out that in India, accurate data on actual investments rather than commitments or provisional flows is difficult to track. Furthermore, the paper states that the top destinations of India’s investment: Mauritius, Singapore, UK, and the Netherlands share either of two characteristics – tax havens or host to an Indian diaspora. The business and trade potential generated by these investments is debatable and the country-

¹⁶ India’s Oceania Foreign Trade Division deals with India’s bilateral trade relations with the following countries: Australia, New Zealand, Timor-Leste and Pacific Islands countries (Fiji, Kiribati, Papua New Guinea, Nauru, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu etc.) Source: Foreign Trade (Oceania), Department of Commerce Ministry of Commerce and Industry, Government of India, Last Updated: January 2, 2024, <https://commerce.gov.in/about-us/divisions/foreign-trade-territorial-division/foreign-trade-oceania/>

¹⁷ UNCTAD, World Investment Report 2023, https://unctad.org/system/files/official-document/wir2023_overview_en.pdf

¹⁸ U.S. Department of State, 2023 Investment Climate Statements: India, <https://www.state.gov/reports/2023-investment-climate-statements/india/>

¹⁹ OXFAM Discussion Paper, Deconstructing Indian Overseas Foreign Direct Investments, Historical and contemporary Trends, Authored by Divya Chaudhry, Priyanka Tomar and Pallavi Joshi Indian Council for Research on International Economic Relations (ICRIER), March 2018, https://icrier.org/pdf/Deconstructing_Indian_Overseas_FDI.pdf

centric investments flow can skew regional data. In Africa, for instance, the bulk of Indian investments have been directed to Mauritius.²⁰ And, while Indian exports to Africa consist mostly of manufactured goods, those from Africa to India are mostly made up of primary goods.²¹ Data on FDI demonstrates that while India has been successful in attracting FDI inflows, it is far from being a major source of regional FDI. Just as with trade, India is still to invest in diversity, connectivity, and integration on a regional scale.

To reiterate, India has often manifested an uncompromising, non-cooperative, and non-negotiable position on certain issues of direct national-interest and policy autonomy. These tendencies could be heightened under India's current regime, which

insists on complete electoral dominance. Its intransigence on issues such as maintaining food stocks and fisheries and agricultural subsidies at the WTO, its refusal to join the RCEP, and its unilateral embargo on the export of vaccines or more recently, rice, are manifestations of its ability to risk multilateral co-operation without it having a bearing on its partnerships.

Furthermore, India has shown a preference for direct and singular engagement with regional partners where it can be the leading voice. The third summit of the Forum for India-Pacific Islands Co-Operation organised in Papua New Guinea (the first of which was held in 2014) did not include Australia, New Zealand, and the French territories of New Caledonia and French Polynesia, which are members of the Pacific Islands Forum (PIF).²² This exclusion is at odds with the Trilateral Ministerial Dialogue between India, France, and Australia,

²⁰ Malancha Chakrabarty, Indian investments in Africa: Scale, trends, and policy recommendations, Observer Research Foundation (ORF) Working Paper, May 2017

²¹ Joint Report by the African Trade Policy Centre and the Confederation of Indian Industry, March 2018, https://archive.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/africa-india_trade_and_investment_study_fin.pdf

²² Joanne Wallis and Premesha Saha, Modi in Papua New Guinea: leader of the global south or Quad partner? The Strategist, Australian Strategic Policy Institute, May 24, 2023, <https://www.aspistrategist.org.au/modi-in-papua-new-guinea-leader-of-the-global-south-or-quad-partner/>

and the latter two joining India's Indo-Pacific Oceans Initiative.²³ Clearly, Indian multi-alignment is prolific and does not find it contradictory nor unwieldy to engage with the same region and partners selectively through a plethora of platforms. India has been working on assuming centre stage and exclusivity in regional multilaterals, where it can don the mantle of the leader by the sheer heft of its size and economy and strengthen its hand when engaging with other member countries of the QUAD on a bilateral or multilateral basis. It desires to navigate and inhabit both worlds simultaneously from a unique position of strength. On the same lines, it insists on carving its own civilisational world view of the Indo-Pacific by evoking historical ties from a specific period of history that is conducive to its narrative of being the nodal civilisation

²³ India-France-Australia Joint Statement on the occasion of the Trilateral Ministerial Dialogue (4 May 2021), France diplomacy, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/asia-and-oceania/news/article/india-france-australia-joint-statement-on-the-occasion-of-the-trilateral>

in the region.²⁴ Having said that, the various bilateral and multilateral engagements of India beg the question of whether the country has the resources to deepen and sustain these expansive engagements over time.

➤ Implications of India's Prolific Multilateralism for France and the EU

France counts on and supports India's rise as essential to the balance of power in the Indo-Pacific²⁵ This paper has pointed out how India still lacks resources when it comes to hard power, which make the risks of strengthening India, backsliding on its democratic credentials, appear much smaller when compared to the growing challenge posed by an autocratic China's palpable power and influence.

²⁴ India's Statement for Pacific Islands Forum (POF), Statement for Forum Dialogue Partners Session at the 50th Pacific Islands Forum Secretariat

²⁵ « La pandémie peut être l'occasion et la raison même de développer notre partenariat avec l'Inde afin de renforcer la place de notre pays dans la zone indopacifique et de soutenir l'installation de l'Inde comme puissance internationale » L'Inde, un partenaire stratégique : Rapport d'information n° 584 (2019-2020), déposé le 1er juillet 2020, Senat Français ; <https://www.senat.fr/rap/r19-584/r19-5841.html>

Considering the looming challenge posed by China, France is propelled towards a partnership with India in the Indo-Pacific, but how will these relationships evolve? Would India seek a closer military and security alliance with its western partners that goes beyond the purchase of arms and joint ventures in the defence industry? India's stringent stance on autonomy and sovereignty puts limits on its propensity to cooperate militarily and strategically. Moreover, close military cooperation in regions exposed to conflict as the Red Sea²⁶ could come with risks of India being identified as a western ally and disturb the delicate balance required of a persuasive multilateralism that insists on being a friend to all. Going by India's positioning, it shall focus on securing supply chains and enhanced commercial ties and cooperation in the defence industry, rather than explicit military alliances.

Having said that, the fast-changing landscape of

²⁶ Robert Wright, Three killed in Houthi attack on cargo ship off Yemeni Coast, Financial Times, March 7, 2024

international partnerships combined with the fraying of old bonds, as has been the case between India and the Maldives²⁷, compels India to innovate strategically and launch joint initiatives in countries of the Indo-Pacific and the Indian Ocean, where France is regarded more neutrally or is seen as a new partner to be cultivated. For France, manoeuvring India's deeper integration in the two regions could create an indirect rapprochement with other developing countries. Developing countries, however, may be reluctant to strengthen India over China, maintaining instead a competitive balance between the Asian giants that works to their benefit.²⁸ Furthermore, contrary to the overbearing Indian narrative of it being the leader of the global south having pushed for African Union's (AU)

²⁷ Hannah Ellis-Petersen, Modi trip to Indian islands prompts Maldives row, The Guardian, January 8, 2024, <https://www.theguardian.com/world/2024/jan/08/india-maldives-tensions-deepen-amid-tourism-row>

²⁸ Bhaso Ndzendze, Africa is being courted by China, Russia and the US. Why the continent shouldn't pick sides, The Conversation, August 21, 2023, <https://theconversation.com/africa-is-being-courtied-by-china-russia-and-the-us-why-the-continent-shouldnt-pick-sides-210516>

membership to the G20, the coverage by certain media and institutional platforms²⁹ in Africa has been a reminder of Africa's own long-standing push for membership, especially when Macky Sall, the president of Senegal, was at the helm of the AU.³⁰

In order to hedge against any future risk and keeping in mind India's stance on safeguarding its independence and autonomy, France should game out the long-term consequences of its relationship with India. The divergences on climate, investment protection, rights, rules, and laws are detrimental to long-lasting agreements. Furthermore, rather than being party to regional rivalry which could inflame tensions

²⁹ Africa CDC (Centre for Disease Control and Prevention) Statement on the African Union's Recognition as a Permanent Member of the G20, <https://africacdc.org/news-item/africa-cdc-statement-on-the-africa-unions-recognition-as-a-permanent-member-of-the-g20/#:~:text=Africa%20CDC%20commends%20the%20G20,with%20a%20strong%20support%20to>

³⁰ L'Adhésion de l'Afrique au G20 : Une étape cruciale vers l'inclusion mondiale, Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Étranger, République du Sénégal, 10 septembre, 2023, <https://diplomatie.gouv.sn/actualites/ladhesion-de-lafrique-au-g20-une-etape-cruciale-vers-linclusion-mondiale>

in a volatile region³¹, France and the EU should focus on strengthening regional organisations.

In a wider sense, to avoid a repeat of an AUKUS-like situation, France needs to work in concert with the European Union in order to achieve greater harmony between a realpolitik-oriented bilateral foreign policy and regional values. The EU needs unanimity on objectives and strategic foresight amongst its members when dealing with countries as large as India. The EU and France need a tempered relationship, which does not play into the domestic politics and showmanship of the current political dispensation in India. The popularity of the Indian prime minister is an important source of India's unilateralism. Indian foreign policy and the current political dispensation is deeply embedded in social media. On the other hand, the rise of extremes and coalition-based governments in the

³¹ Sandeep Kumar, India's Geopolitical Rise in Context: Regional Implications», , Atlantic Council, May 22, 2023, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/southasiasource/indias-geopolitical-rise-in-context-regional-implications/>

EU impose strong domestic constraints on the exercise of a consistent foreign policy with the EU as a guardian of values. The EU and France would need a new diplomacy that works on building a favourable context and narrative for its values and interests in the face of ever-changing geopolitical realities. Consistency on key issues and rules is integral to building trust. The EU and its member countries should usher in a period of pro-active, agenda-setting, and consensus-building multilateralism.

To conclude, the lack of reforms exacerbates the lack of trust and risks further contestation and the breakdown of a system that neglects consensus and collective decision-making. The growing strategic importance of the Indo-Pacific could cast India in the same position as Saudi Arabia, where its domestic record³² is ignored for regional stability. India draws its

geopolitical assertiveness from an acute awareness of the inconsistencies and limits of western diplomacy and foreign policy. While India's self-proclaimed leadership of the "global south" can be contested, historic continuity and legitimacy of claims by developing countries gives their relationship a strong ideological base despite the inequalities and transactional aspects of their partnerships. Moving forward, for the purpose of strategic continuity, France and the EU need to advocate for a rules-based multilateralism that renews and reforms existing institutions instead of strengthening individual actors.

³² India was one of the top 10 countries with ongoing episodes of "stand-alone" autocratization. See: Democracy Winning and losing at the Ballot, Democracy Report 2024, V-Dem Institute, March 2024, https://www.v-dem.net/documents/43/v-dem_dr2024_lowres.pdf

La politique régionale du Bangladesh avec ses voisins immédiats

Charza Shahabuddin

À propos de l'auteur, Charza Shahabuddin

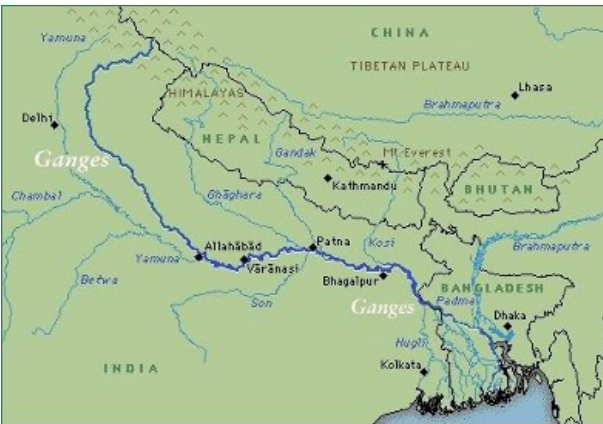
Charza Shahabuddin est doctorante associée au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (Cesah - EHESS/ CNRS). Elle est également enseignante à Sciences Po (Le Havre), où elle assure le cours « Religion, Politics & Violence ».

Son sujet de thèse porte sur les processus de production de normes islamiques au Bangladesh : construction, négociations, violence. Elle étudie les processus qui conduisent des acteurs étatiques, comme l'État ou non-étatiques, comme les entrepreneurs islamistes, à choisir et étiqueter certaines normes sociales comme étant des normes islamiques.

Cette note à l'attention du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères traite des relations du Bangladesh avec ses voisins immédiats (Inde, Myanmar) et avec lesquels il partage les eaux du Gange (Népal, Chine) dans une perspective géostratégique.



Source : Site Asia Briefing



Source : ArcGIS StoryMaps

Ce jeune État-nation, que le conseiller américain Henri Kissinger qualifiait de « basket case » en 1971¹ est depuis devenu la seconde économie la plus large en Asie du Sud et la 30^{ème} économie mondiale.² Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 2 734 dollars, le pays a obtenu en 2021, l'année de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance, sa sortie de la catégorie des « Pays les moins avancés » par le Programme des Nations-Unies pour le Développement.³ Le seuil de pauvreté qui dépassait les 80% il y a cinquante ans est passé à 10% en 2023. Cependant, le récit de ce succès économique doit être nuancé puisque son PIB par habitant le place au 144^{ème} rang du classement mondial. Le Bangladesh doit encore faire face à de nombreux défis dont le premier est la répartition des richesses : en 2023, 10 % des plus riches

détiennent 41 % des revenus.⁴ Il reste également l'un des pays les plus pollués au monde⁵, la montée des eaux menace directement 18 millions de citoyens⁶, et le marché du travail est saturé offrant très peu de débouchés pour les plus jeunes.⁷ La multiplication des catastrophes climatiques comme les cyclones⁸ ou encore l'effondrement de Rana Plaza en 2013⁹ ont diffusé l'idée d'un pays essentiellement vulnérable.

Pour comprendre sa politique étrangère aujourd'hui, il convient de sortir de cette dualité, le modèle de la réussite ou celui du récit victimaire, pour analyser le

⁴ Jahangir Shah, « Wealthiest 10pc holds 41pc income in Bangladesh », Prothom Alo English, 26 juin 2023.

⁵ « Bangladesh, 1 out of 252 countries », Air Quality Index 2023.

⁶ « How the Climate Crisis is Impacting Bangladesh », The Climate Reality Project, 9 décembre 2021.

⁷ Rajib Ahmed, « 41pc youth are neither working nor studying », Prothom Alo, 4 février 2024.

⁸ Alice Poncelet, « Bangladesh, un pays fait de catastrophes », Hommes & migrations, 1284, 2010, pp. 16-27.

⁹ « Restructuration des usines du Bangladesh, dix ans après la catastrophe du Rana Plaza », Agence Française de Développement, 20 avril 2023.

¹ Salil Tripathi, « Bangladesh's Remarkable Journey From 'Basket case' to Rising Star », Foreign Policy, 10 avril 2021.

² « Bangladesh to become 24th largest economy by 2036: Report », The Business Standard, 26 décembre 2021,

³ « Bangladesh : Indicateurs et Conjectures », Direction générale du Trésor, avril 2023.

Bangladesh comme un État qui agit de façon pragmatique tout en se fondant sur un principe fondamental : amitié envers les nations, aucune malveillance envers les nations.¹⁰ Cette posture lui permet de négocier et d'équilibrer ses relations avec les principales puissances mondiales, les États-Unis, la Chine, la Russie, et les puissances régionales, l'Inde, le Myanmar, ou encore le Népal. La France et le Bangladesh entretiennent d'excellents rapports diplomatiques notamment depuis la livraison par Thalès en 2017 du premier satellite de télécommunication du Bangladesh.¹¹ La visite du président Emmanuel Macron en septembre 2023 à Dhaka confirme la volonté des deux nations à continuer leur coopération bilatérale dans le secteur aéronautique.

Cela étant, sa trajectoire historique et politique reste encore méconnue notamment dans les milieux académiques et diplomatiques français.

¹⁰ Sauid Ahmed Khan, « Friendship to all, malice towards none », Dhaka Tribune, 16 août 2023.

¹¹ « Bangabandhu Satellite -1, La fierté du Bangladesh », Thalès, 11 mai 2020.

Le Bangladesh a obtenu son indépendance à l'issue d'une sanglante guerre menée par l'armée pakistanaise entre le 26 mars et le 16 décembre 1971.

Cette guerre de libération est l'une des seules guerres contre un État postcolonial (avec le Sud Soudan en 2011) qui a opposé des musulmans à d'autres musulmans remettant en cause la théorie des deux nations, au fondement de la partition entre l'Inde et le Pakistan de 1947. Ces deux nations, ont en commun, avec l'Indonésie et le Bangladesh de former les quatre premiers pays les plus peuplés de musulmans au monde. La population musulmane (en majorité sunnite) du Bangladesh atteint aujourd'hui 155 millions de fidèles, soit 91% de la population. L'unité linguistique autour du bengali est le fondement du nationalisme bangladeshi qui lui a permis de se distinguer du Pakistan occidental en 1971. Depuis 1999, l'UNESCO a reconnu le 21 février comme journée internationale de la langue maternelle en hommage aux étudiants qui ont été tués par l'armée pakistanaise lors

d'une manifestation en 1952 alors que leurs revendications étaient que le bengali reste la langue officielle de la province bengalie. Tagore, son plus éminent ambassadeur reste à ce jour le seul écrivain bengali à avoir reçu le prix Nobel de littérature en 1913. Le bengali est aujourd'hui la septième langue la plus parlée au monde avec 273 millions de locuteurs à travers le monde.

La Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, n'est autre que la fille du père fondateur du Bangladesh Sheikh Mujibur Rahman, tous deux membres de la Ligue Awami, parti historique qui a mené le pays à l'indépendance. En janvier 2024, elle a remporté des élections contestées, en raison du musellement de l'opposition politique, et a prêté serment pour un quatrième mandat. En 2021, des sanctions américaines contre plusieurs hauts responsables du Rapid Action Battalion, une unité paramilitaire d'élite, ont jeté l'opprobre sur les pratiques autoritaires du régime notamment l'arrestation et la torture de

journalistes et d'opposants politiques,¹² déjà dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme au Bangladesh. Toutefois, les États-Unis comme l'Union européenne, continuent d'entretenir d'excellents rapports commerciaux. Le Bangladesh reste par exemple le deuxième fournisseur de l'Union européenne et le troisième fournisseur des États-Unis dans le secteur du textile. La réélection du gouvernement de la Ligue Awami et les mandats successifs de la Première ministre Sheikh Hasina constituent un gage de stabilité politique dans la région, et par conséquent, pour les relations économiques avec ses partenaires.

Après cette présentation générale succincte, il convient d'expliquer l'objectif de cette note. Celle-ci se concentrera sur les enjeux diplomatiques, humanitaires et de développement d'infrastructures du

¹² « US stands firm on sanctions on rights abusers in Bangladesh », Human Rights Watch, 13 avril 2022; « ASK reports: 217 journalists subjected to harassment, torture and repression in last 9 months », Dhaka Tribune, 4 octobre 2023.

Bangladesh avec les pays qui lui sont immédiatement frontaliers et avec lesquels il partage ses eaux maritimes et fluviales. Avec une superficie de 143 998 km², le Bangladesh est quatre fois plus petit que la France, pourtant sa population dépasse les 168 millions d'habitants. Cette importante densité de population place le Bangladesh en huitième position des pays les plus peuplés au monde. Cette démographie offre la possibilité de développer des coopérations avec de nombreux pays étrangers en termes de main d'oeuvre. Elle constitue néanmoins également un défi majeur en termes d'employabilité pour les diplômés qualifiés, en termes de décentralisation, et d'environnement écologique. Le pays est presque entièrement entouré par l'Inde au nord, à l'ouest et à l'est, et avec le Myanmar au sud-est. Le golfe du Bengale, dont le littoral est partagé avec l'Inde et le Myanmar, délimite le sud. Il partage également les eaux du Gange avec l'Inde, le Népal et la Chine. La première partie de cette note analyse la stratégie de prudence et d'équilibre du Bangladesh

face aux deux grandes puissances régionales, l'Inde et la Chine, mais aussi le Népal et les besoins en énergie du pays (1), la deuxième partie s'intéresse à l'impact de la crise des réfugiés rohingyas sur la politique intérieure du Bangladesh et ses conséquences régionales (2).

> I. Prudence et équilibre face aux puissances asiatiques

I.1. Un allié historique qui a permis au Bangladesh d'accéder à l'indépendance

Historiquement, l'Inde est l'allié le plus fidèle du Bangladesh. Sans son soutien militaire pendant les neuf mois de la guerre entre le Pakistan oriental et le Pakistan occidental (26 mars – 16 décembre 1971), le Bangladesh n'aurait pas pu défaire les armées pakistanaises et accéder à l'indépendance. Dès le mois de mai 1971, l'armée indienne a structuré un plan militaire visant à fournir des installations d'entraînement et un soutien logistique et opérationnel pour la libération du Bangladesh. L'armée

indienne était chargée de former, d'équiper et de fournir un soutien logistique à la Mukti Bahini, l'armée de libération du Bangladesh.¹³ Fort du succès des opérations de guérilla menées depuis la zone frontière, les forces indiennes sont entrées en guerre au côté du Bangladesh. Il n'aura fallu que 13 jours de combats et l'intervention militaire finale et décisive de l'Inde pour faire tomber l'armée pakistanaise.¹⁴ L'Inde a également apporté un soutien humanitaire massif en accueillant près de 10 millions de réfugiés bengalis.¹⁵ Le partage de la culture et langue bengalie parlée majoritairement dans l'État du Bengale de l'Ouest et au Bangladesh constitue également l'un des fondements des relations fraternelles entre les deux États.

¹³ Brig R P Singh, VSM, « How the Mukti Bahini was trained », *The Daily Star*, 24 mai 2021.

¹⁴ Marwah, Onkar, « India's Military Intervention in East Pakistan, 1971-1972. », *Modern Asian Studies*, vol. 13, n°4, 1979.

¹⁵ Dasgupta, Abhijit, « Exile and Freedom: Bangladesh Liberation War Refugees, 1971 », *Displacement and Exile: The State-Refugee Relations in India*, 2016.

Les liens historiques et politiques et la proximité géographique font de l'Inde le second partenaire économique en termes d'importations du Bangladesh (12%)¹⁶, après la Chine (30%).¹⁷ Les principaux produits exportés de l'Inde vers le Bangladesh sont le pétrole raffiné et le coton.¹⁸ Les deux nations ont exprimé leur volonté depuis 2021 de faciliter les échanges commerciaux. L'Inde a par exemple autorisé le Bangladesh à exporter des produits vers l'Inde par chemin de fer dans des conteneurs fermés, avec une installation de dédouanement.¹⁹ Les deux pays investissent dans le développement de divers postes douaniers terrestres à

¹⁶ Isitha Singh Bedi, « Sharp rise in India's exports to Bangladesh », *Daily Observer*, 25 janvier 2024.

¹⁷ Mahfuz Kabir, « Expanding the Bangladesh – China Trade Frontier », *The Daily Star*, 10 octobre 2016.

¹⁸ Nanda Kasabe, « Bangladesh emerges largest importer of Indian cotton », *Financial Express*, 24 avril 2018.

¹⁹ « L'Inde et le Bangladesh discutent des bases d'un accord commercial et s'engagent à renforcer leur engagement économique. », *India News Network*, 10 janvier 2023.

²⁰ « 15th Meeting of the Joint Working Group on Trade between India and Bangladesh », *Ministère du Commerce et de l'industrie*, 1er octobre 2023.

partir du port de Chittagong et du port de Mongla.²⁰ En termes de circulation de passagers, les Bangladeshis représentent plus de 20% des arrivées de touristes étrangers en Inde.

1.2. Le conflit du partage des eaux fluviales entre l'Inde et le Bangladesh

Les deux alliés historiques ont hérité de la frontière héritée de la Partition de 1947. Cette ligne de partage a entièrement ignoré l'écosystème local, tant sur le plan géographique, puisqu'elle a artificiellement coupé à travers champs, rivières et villages sur plusieurs kilomètres, que sur le plan social et culturel, faisant des citoyens d'une même nation des étrangers les uns aux autres. Ce tracé a donné naissance à des enclaves sur le territoire indien et des enclaves sur le territoire bangladaishi (Pakistan oriental jusqu'en 1971).²¹ L'existence de ces enclaves a souligné l'incongruité de la Partition et a constitué un sujet de discorde

entre les deux nations pendant plusieurs décennies. L'année 2015 a marqué un tournant dans leurs relations bilatérales puisque le Parlement indien a ratifié le 119^{ème} amendement à sa Constitution permettant l'échange de 111 enclaves indiennes et 51 enclaves bangladeshies dispersées le long de la frontière bangladaishie et indienne. Pour souligner l'importance de cet accord historique, le Premier ministre Narendra Modi l'a comparé à l'équivalent de la chute du mur de Berlin, accord qui n'aurait pas été ratifié sans le concours du parti du Congrès indien.²²

Un autre enjeu majeur est celui de la migration transfrontalière et notamment la construction, depuis 1993, d'un mur qui sépare l'Inde du Bangladesh. Les autorités indiennes justifient la construction de ce mur (bétons, fils barbelés) qui s'étend sur 3 200 km, l'un des plus longs du monde, comme rempart à la criminalité, à la menace terroriste et

²¹ Michael J. Strauss, « The Viability of Territorial Leases in Resolving International Sovereignty Disputes », L'Harmattan, 2010.

²² « Modi compares land boundary deal with fall of Berlin war », The Daily Star, 30 mai 2015.

²³ « India and Bangladesh – The Wall and the Fear, Gaël Turine », Visa pour l'Image, 2007.

contre les migrants illégaux et contrebandiers.²³ Les officiers du Border Security Force (BSF) ont été accusés à de nombreuses reprises de commettre des abus : des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des mauvais traitements à l'encontre des frontaliers indiens et bangladais.²⁴ Ces préoccupations migratoires existent depuis la création du Bangladesh, il convient néanmoins de les lire à l'aune des politiques et discours antimusulmans diffusés par le gouvernement du Bharatiya Janata Party (BJP). Le passage par le gouvernement indien du Citizen Amendment Act en 2019 qui accélère l'obtention de la citoyenneté pour les minorités non musulmanes²⁵ persécutées au Pakistan, au Bangladesh et en Afghanistan a mis en lumière les velléités du gouvernement d'extrême droite nationaliste de discriminer un peu plus les populations bangladaises

²⁴ « India: Investigate Alleged Border Force Killings », Human Rights Watch, 2021.

²⁵ Apoorvanand, Suraj Gogoi, « Citizenship Amendment Act Is an Assault on Muslims, but It Will Come for Hindus Too », The Wire, 12 mars 2024.

musulmanes. Chaque année, des épisodes de violences communautaires entre communautés hindoues, musulmanes, bouddhistes et chrétiennes embrasent les villages de part et d'autre de la frontière. Ces attaques à l'égard des minorités provoquent d'importantes destructions de lieux de cultes, causent des morts et augmentent le niveau global d'insécurité et d'intolérance vis-à-vis des différences religieuses. Rappelons que ces violences sont provoquées par des entrepreneurs de violence tels que des groupes vigilants qui sont pour la majeure partie du temps soutenus par les politiciens locaux.²⁶

Les deux prochains points de vigilance des relations entre le Bangladesh et l'Inde font entrer la Chine dans l'équation. Il s'agit d'abord de la sécurité, qui découle de la place de carrefour du Bangladesh dans la région : le nord-est de l'Inde constitue le point de rencontre entre l'Asie du Sud et l'Asie

²⁶ Sadia, T. T., « Communal violence in Bangladesh: A study of the underlying factors behind the persistent attacks on the non-Muslim communities. », Asian Journal of Comparative Politics, Octobre 2023.

du Sud-Est. Le Bangladesh est séparé au nord par les royaumes himalayens du Népal et du Bhoutan par le corridor de Shiliguri, et à l'est, il partage une frontière avec le Myanmar. Coincé entre le Bangladesh au sud et à l'ouest et la Chine au nord, le corridor relie l'Inde continentale aux États frontaliers périphériques du nord de l'Inde, dont le Népal, le Tibet, le Bhoutan et le Bangladesh. Ce passage stratégique apparaît comme jouant un rôle fondamental dans la sécurité nationale de l'Inde et du Bangladesh. Deux formes de menaces découlent de ce positionnement



Source : Siliguri Online

D'une part, la crise sino-indienne du Doklam en 2017 a été provoquée par la volonté de la Chine de construire une route qui frôle le corridor de

Siliguri, important tripoint entre le Bhoutan, la Chine et l'Inde, et la présence chinoise dans l'Arunachal Pradesh, la vallée de Chumbi et dans le nord du Doklam, suscite l'inquiétude des autorités indiennes. Les négociations de 2017 ont permis aux militaires des deux pays de se retirer de la région. Cependant, la reprise de la construction chinoise d'au moins trois villages le long de la frontière en territoire bhoutanais à Doklam et d'une route sur la rivière Mochu depuis 2020 montre la persistance de tensions entre les deux nations.²⁷ Les militaires chinois ont la capacité en avançant seulement de 130km d'isoler le Bhoutan et les États du nord-est de l'Inde du Bengale occidental²⁸, menace qui impacterait directement la sécurité de toute la région.

D'autre part, la présence de groupes armés séparatistes et djihadistes fait de cette zone transfrontalière un lieu stratégique et dangereux

²⁷ Manoj Joshi, « Lost Victory in Doklam », Observer Research Foundation, 4 décembre 2020.

²⁸ Nafiz Farhan, « Siliguri Corridor: Geostrategic Importance and Future Challenges », Bangladesh Institute of Peace and Security Studies, 2021.

qui menace directement la sécurité nationale de l'Inde, et par répercussion, un risque pour toutes les nations comprises dans ce périmètre. Des affiliations aux groupes djihadistes comme le Jamatul Mujahideen Bangladesh (JMB), l'Organisation de l'État islamique (OEI) ou encore Al-Qaeda au Bangladesh sont implantées autour des frontières pour mener leurs activités criminelles et d'entraînement.²⁹ La coopération en matière de sécurité entre le Bangladesh et l'Inde reste un point positif. Ils ont notamment procédé à un échange de prisonniers en 2018 : des dirigeants du Front uni de libération de l'Asom contre des suspects djihadistes de la JMB ou de l'OEI.³⁰

Un enjeu de négociation fondamental entre les deux pays est lié à la mise en place du barrage de Farraka. Sa construction en 1971 avait pour

but de maintenir la navigabilité du port de Calcutta dans l'État du Bengale occidental. Ce barrage hydroélectrique long de 18km est situé au nord-ouest du Bangladesh, à 11km de la frontière avec le Bangladesh, ce qui a entraîné des conséquences désastreuses sur l'environnement écologique, social et économique du Bangladesh. Les plus graves pénuries sont provoquées durant les saisons sèches et impactent directement la vie de millions de bangladeshis dépendant de la pêche et de l'agriculture. Après 25 ans de négociations houleuses, les deux pays ont finalement signé un traité historique sur le partage des eaux du Gange en 1996 prévoyant une gestion commune du Gange à l'échelle du bassin jusqu'en 2026. Néanmoins, celui-ci, contrairement aux traités que l'Inde a signé avec le Népal et le Pakistan, ne prévoit pas de préserver les intérêts mutuels des deux pays. Le Bangladesh doit désormais négocier pour étendre la durée du traité à plus de 30 ans et pouvoir

²⁹ Pinaki Bhattacharya, « The Siliguri Corridor, Question mark on Security », South Asia Terrorism Portal, 2021; André Malji, « The geographic challenges of counterterrorism in Northeast India », LSE, 24 février 2017.

³⁰ « Teesta Dispute and India-Bangladesh Relations », 31 mars 2021, Center for Land Warfare Studies, 31 mars 2021.

³¹ « The Ganges Waters Treaty: What will Happen after 2026? », Institute of South Asian Studies, 2022.

augmenter le débit du Gange au Népal.³¹

I.3. La coopération avec la Chine renforce la position du Bangladesh et constitue une source d'inquiétude pour l'Inde

Un désaccord majeur entre l'Inde et le Bangladesh sur les partages des 54 rivières transfrontalières a donné l'opportunité à la Chine de proposer son assistance. Les deux nations partagent les eaux de 54 rivières transfrontalières dont la quatrième, la plus grande du Bangladesh, la Teesta. D'une longueur de 309 km, ce fleuve est un affluent du Brahmapoutre qui prend source dans l'État vallonné du Sikkim en Inde, traverse le nord du Bengale occidental avant de pénétrer au Bangladesh via Rangpur. La construction constante de barrages le long de la Teesta au Sikkim a entraîné une forte diminution du débit saisonnier vers le Bangladesh, compromettant l'irrigation de plus de 100 000 hectares de terres. Le petit État du Sikkim est celui qui compte le plus grand nombre de barrages au kilomètre

carré en Inde, alors que la zone est sujette à tremblements de terre. Les barrages situés dans la partie supérieure de la Teesta constituent une double menace pour le Bangladesh : ils privent le pays de débit d'eau pendant la saison sèche et provoquent des inondations répétées pendant les mois pluvieux. La plaine inondable du fleuve couvre environ 14% de la superficie cultivée totale du Bangladesh. Avant, les inondations ne se produisaient qu'une fois par an.³²

Aujourd'hui, le Bangladesh subit des inondations chaque fois que les exploitants indiens du barrage de Gajoldoba décident d'ouvrir les vannes et de déverser des quantités d'eau démesurées.³³ Ces décisions mettent en péril la vie des 21 millions de personnes dépendantes directement ou indirectement de la Teesta.³⁴ En 2011, le traité prévoyait de partager 37,5

³² « Political Economy Analysis of the Teesta River Basin », The Asia Foundation, Mars 2013.

³³ S Nazrul Islam, « Lessons we can learn from the recent Teesta disaster », The Daily Star, 20 octobre 2023.

³⁴ « Political Economy Analysis of the Teesta River Basin », The Asia Foundation, Mars 2013.

% des eaux de la Teesta tout en conservant 42,5 % des eaux pendant la période qui s'étend entre décembre et mars. Le rejet formel par la ministre indienne en chef du Bengale, Mamata Banerjee, de signer l'accord de 2011 a poussé le Bangladesh à initier la construction de son propre projet de gestion et de restauration du fleuve (estimé à 1 milliard de dollars). Le refus d'accorder la part des eaux de la Teesta fait également pâtir l'économie de cinq districts du nord du Bangladesh : Rangpur, Nilphamari, Lalmonirhat, Kurigram, Gaibandha, Dinajpur et Bogra.³⁵

Cet échec de l'Inde à négocier avec le Bangladesh a ouvert la porte à la Chine qui s'est proposée pour entreprendre les travaux de dragage et d'endiguement sur le fleuve. Dès 2011 et le refus indien de partager équitablement les eaux, le Bangladesh a prévu la mise en place de réservoirs pour stocker l'eau, le dragage, la récupération des terres, le contrôle de l'érosion et

la protection des berges. Depuis 2022, le Bangladesh envisage d'attribuer un de ces contrats de construction à la Chine.³⁶ La présence de main-d'œuvre chinoise près de la frontière indienne et du corridor stratégique de Siliguri témoigne de la volonté chinoise d'opérer loin de ses côtes et de s'étendre graduellement dans le golfe du Bengale. Face à ces menaces, l'Inde est en train de développer une base navale militaire dans les îles Andaman et Nicobar situées dans le Golfe du Bengale à seulement 480 km du principal port maritime du Bangladesh, Chittagong.³⁷ Le Bangladesh a annoncé prendre ces problématiques géopolitiques en compte au moment de faire son choix.³⁸

Cette proposition d'assistance de la Chine doit être analysée à l'aune des excellents

³⁵ Sarmin Akter, « Impact of Teesta Barrage on Teesta Floodplain and Char Land Area », Département de géographie et d'environnement, Université de Dhaka, 2022.

³⁶ Snighdendhu Bhattachary, « Chinese Moves Complicate India-Bangladesh Dispute Over Teesta », *The Diplomat*, 23 octobre 2022.

³⁷ « India's new naval base in the Andamans, a direct counter to the Chinese presence », *Global Order*, 17 mars 2023.

³⁸ « Bangladesh would gauge 'geopolitical issues' over Chinese proposal on Teesta River: Official », *The Indian Express*, 28 décembre 2023.

rapports économiques qu'entretiennent les deux pays.³⁹ En 2002, la Chine et le Bangladesh ont signé un « accord de coopération en matière de défense » qui couvre la formation militaire et la production de matériel de défense.⁴⁰ La Chine est ainsi devenue le principal fournisseur de matériel militaire du pays : plus des deux tiers d'importations des armes du Bangladesh proviennent de la Chine. Elle est également le premier partenaire commercial du Bangladesh, sa troisième source d'investissements directs étrangers (IDE) et son deuxième fournisseur d'aide étrangère. Depuis 2006, la Chine est le premier partenaire économique du Bangladesh. Elle a investi près de 1,5 milliard de dollars sur le territoire bangladaise, qui fait également partie de l'initiative

³⁹ Lailufar Yasmin, Understanding Bangladesh-China relations: Bangladesh's rising geopolitical agency and China's regional and global ambitions, *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 2024.

⁴⁰ Iftekhar Ahmed Chowdhury, « Bangladesh-China: An Emerging Equation in Asian Diplomatic Calculations », *Institute of South Asian Studies*, Document de travail, mars 2010.

⁴¹ Humayun Kabir, « Complementary or contradictory », *The financial Express*, 26 novembre 2023.

de la « Ceinture et la Route » depuis 2016.⁴¹

La progression de la Chine sur la baie du Bengale et sa diplomatie navale ont été décrites comme une « diplomatie des sous-marins ». ⁴² En 2021, le Bangladesh a reçu ses deux premiers sous-marins commandés à la Chine en 2013 pour un montant de 203 millions de dollars, un prix réduit. En 2023, l'entreprise publique chinoise de défense Poly Technologies a inauguré une installation de soutien aux sous-marins à Cox's Bazar (contrat d'un montant de 1,2 milliard de dollars). Pour le Bangladesh, ces achats font partie intégrante de leur plan « Forces Goal 2030 ». ⁴³

Le Bangladesh a rejoint l'initiative de « la ceinture et la route » (Belt and Road Initiative- Nouvelles routes de la soie) en 2016 et a signé pour la construction de huit projets

⁴² Matthew P. Funaiolo, Brian Hart, Aidan Powers-Riggs, and Jennifer Jun, « Submarine Diplomacy », *Center for Strategic and International Studies*, 17 novembre 2023.

⁴³ Sohini Bose, « China's submarine activities in the Bay of Bengal: Considerations for India », *Observer Research Foundation*, 30 août 2023.

d'un coût supérieur à 9,45 milliards de dollars financés par la Chine. Le pays est relié aux Nouvelles routes de la soie par le biais du corridor économique officiellement approuvé en décembre 2013, qui relie la province chinoise du Yunnan, le Bangladesh, le Myanmar et Kolkata en Inde par des liaisons routières, ferroviaires, maritimes et aériennes et comprend environ 440 millions de personnes.⁴⁴ Dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie, la Chine a construit (entre 2018 et 2021) la liaison ferroviaire d'une longueur totale de 550 kilomètres qui comprend le plus grand pont rail-route du pays, le pont Padma et le projet de tunnel de la rivière Karnaphuli au Bangladesh ainsi que le centre d'exposition Bangabandhu Bangladesh-Chine-Friendship à Dhaka.⁴⁵ Au cours de la période 2009-2019, la Chine a investi environ

9 750 millions de dollars dans divers projets de transport au Bangladesh.⁴⁶

L'Inde dénonce le fait que la Chine place le Bangladesh dans une position d'endettement. Le gouvernement du Bangladesh pour qui la Chine est une nation alliée a expliqué que le rendement de ses investissements était plus élevé que le coût du prêt, ce qui l'empêchera de tomber dans le piège de la dette chinoise.⁴⁷ Cependant, le Bangladesh doit continuer à négocier avec prudence avec la Chine et défendre en priorité ses intérêts, le manque de confiance de l'Inde, l'exemple de la crise de la dette sri-lankaise ainsi que les risques des dommages irréversibles à l'environnement représentent toujours un risque.

Aujourd'hui, les États-Unis souhaitent également renforcer leurs relations avec le Bangladesh puisqu'ils

⁴⁴ « How can Bangladesh benefit from the Belt and Road Initiative? – Fahmida Khatun and Syed Yusuf Saadat », Center for Policy Dialogue, 19 novembre 2021.

⁴⁵ « 7 years of Belt and Road Initiative: China makes its presence felt everywhere », The Business Standard, 4 juillet 2023.

⁴⁶ « How can Bangladesh benefit from the Belt and Road Initiative? – Fahmida Khatun and Syed Yusuf Saadat », Center for Policy Dialogue, 19 novembre 2021.

⁴⁷ « Bangladesh not heading towards Chinese debt trap », The Daily Star, 12 mars 2023.

⁴⁸ Raheed Ejaz, « Interview: Micheal Kugelman, « Bangladesh's foreign policy is in the centre of four countries' rivalries », Prothom Alo, 16 septembre 2023.

craignent la dépendance du Bangladesh à l'égard de la Chine en matière d'assistance économique.⁴⁸ La construction du projet de port en eau profonde de Matarbari, financé par le Japon, met en lumière le rôle stratégique régional du Bangladesh, au carrefour des économies asiatiques, de l'Inde et du Japon, et qui intéresse également les États-Unis et l'Australie. En 2021, les États-Unis ont tenté d'inviter le Bangladesh en 2021 à rejoindre la coopération informelle Quadrilatérale (Australie, Inde, États-Unis, Japon) ce qui a suscité de vives critiques de la part de la Chine.⁴⁹

I.4. Les perspectives de coopération énergétique avec le Népal

L'opposition principale du Bangladesh National Party (BNP) a organisé de très nombreuses protestations contre l'augmentation des prix de l'électricité, les délestages et la corruption présumée dans le secteur de l'électricité. La fermeture de la plus grande

centrale électrique au charbon du Bangladesh en raison d'une pénurie de combustible a mis en évidence plusieurs failles dans la politique énergétique du pays. Le Bangladesh surpasse les promoteurs de projets du secteur privé et le pays dépend trop des combustibles importés.⁵⁰ Dans ce contexte, le Bangladesh qui entretient d'excellents rapports diplomatiques et de coopération avec le Népal (dès 1972), a lancé un appel d'offres pour acheminer de l'électricité du Népal. Dans son plan stratégique, le Bangladesh vise à acheter 9 000 MW d'électricité au Népal d'ici à 2040.

Le Bangladesh, à la recherche d'une énergie propre, souhaite également investir dans certains projets importants au Népal. Les rapports économiques et commerciaux n'ont fait que se renforcer au cours des dernières décennies. Les deux pays font partie d'un certain nombre d'organisations communes comme le Mouvement des Non-Alignés (NAM),

⁴⁹ Rubiat Samum, « Bangladesh's strategic pivot to the Indo-Pacific », East Asia Forum, 9 juin 2023.

⁵⁰ « Bangladesh's Energy Crisis Underscores Need for Renewable Alternatives », Asia Pacific Foundation of Canada, 28 juin 2023.

l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), ou encore l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC).

De plus, le Népal pourrait, avec le Bhoutan et le nord-est de l'Inde, bénéficier des avantages de la construction du port en eau profonde de Matarbari, localisé sur la côte sud-est financé par le Japon, et dont la construction devrait s'achever en 2027. Ces pays bénéficieraient de la réduction des coûts de transbordement de leurs marchandises au niveau régional. L'installation du port devrait également permettre de dessiner les contours d'une route commerciale et maritime efficace, éliminant d'une part la nécessité de faire de longs détours et réduisant ainsi les frais de transport, et renforçant d'autre part, la coopération économique entre les nations de la région. Ce projet ouvre la voie à une collaboration plus forte dans l'ensemble des

secteurs, les infrastructures, le tourisme, l'intégration culturelle, la logistique et le commerce.⁵¹

II. L'impact de la crise des réfugiés rohingyas dans la région

II.1. Répercussions sur le Bangladesh : instabilité politique et économique

Le Bangladesh partage au sud-est une frontière de 271 kilomètres avec le Myanmar. Depuis 2017, la répression de la junte militaire bouddhiste birmane contre la communauté musulmane Rohingya a pris un tournant dramatique avec le lancement de « l'opération de nettoyage ».⁵² Avant la crise de 2017, près de 205 000 Rohingyas vivaient déjà dans les deux principales zones de Cox's Bazar. Ce nouvel afflux de migrants s'est ajouté aux 400 000 rohingyas illégaux qui depuis 2005 résidaient déjà à Cox's Bazar, Bandarban, Khagrachari et Rangamati et

⁵² « Myanmar. Nouvelles preuves du nettoyage ethnique en cours : les militaires affament et enlèvent des Rohingyas et volent leurs biens », Amnesty International, 7 février 2018.

⁵³ Marcus Skinner Kate Gough, Cindy Huang, « The Rohingya Crisis: Bangladesh deserves a win-win solidarity compact », Center for Global Development, Juillet 2018.

⁵¹ Sreyoshi Sinha, « The Development of the Matarbari Port and its significance for the region », National Maritime Foundation, Août 2023.

luttent depuis pour leur survie. Au total, plus d'1,3 millions de Rohingyas se sont réfugiés sur le territoire bangladaïsi.⁵³ Le Bangladesh n'est pas signataire de la Convention de 1951 sur les réfugiés ou de son Protocole de 1967, elle accueille pourtant 4,7% du nombre total de réfugiés dans le monde.⁵⁴

Cependant, depuis décembre 2020, les autorités bangladaïses ont déjà déplacé près de 20 000 réfugiés rohingyas sur l'île de vase isolée de Bhasan Char dans le golfe du Bengale. Cette solution est considérée comme dangereuse en raison des risques de tempêtes, d'inondations mais aussi des sources d'eau peu fiables, le manque d'écoles et de structures de santé. À long terme, l'objectif du gouvernement est de relocaliser près de 100 000 réfugiés sur l'île. Des restrictions sévères à la liberté de mouvement existent

⁵⁴ « Impacts of the Rohingya refugee influx on host communities », UNDP, 2018.

⁵⁵ Sreeparna Banerjee, « From Cox's Bazar to Bhasan Char: An Assessment of Bangladesh's Relocation Plan for Rohingya Refugees », Observer Research Foundation, Mai 2023.

autant sur cette île que dans les kilomètres de camps de réfugiés qui s'étendent dans le sud du pays à Cox's Bazar.⁵⁵

L'accueil, aussi limité soit-il, d'un million de personnes supplémentaires crée des tensions économiques et suscite le mécontentement de la population locale vis-à-vis de la communauté rohingya. Le secteur de l'hôtellerie a déclaré avoir perdu environ 40% de ses réservations l'année suivant l'afflux des réfugiés en 2017. La population locale s'est également plainte de la hausse des prix dans la région du Sud en raison de l'augmentation soudaine de la demande d'aliments, de fournitures, et la pénurie imminente de l'offre.⁵⁶ Les rohingyas sont ethniquement et linguistiquement proches des habitants du Sud du Bangladesh. Leur facilité à apprendre la langue bengalienne et leur physique presque indiscernable des Bangladaïsis ont permis à certains d'entre eux de se faire passer pour des nationaux

⁵⁶ Mehmet Levent Yilmaz, Md. Ishtiaq Ahmed Talukder, « Economic Impact of Rohingya Exodus on Bangladesh. », Yil 2019, pp. 111 – 129.

et circuler librement sur le territoire. Cette immigration a été accélérée à la suite de la crise de 2017 mais existe depuis plusieurs décennies. Ces usurpations d'identité nuisent à l'image du Bangladesh en matière de coopération avec les États qui accueillent des migrants bangladais. Les cas des 700 réfugiés rohingyas qui ont réussi à obtenir une carte nationale d'identité d'électeur et des passeports bangladais pour émigrer comme travailleurs vers l'Arabie Saoudite a confirmé cette inquiétude⁵⁷. L'autre menace perçue par les autorités bangladaises et saoudiennes concerne le risque terroriste. Ces rohingyas, qui ont migré illégalement, pourraient chercher à rejoindre les réseaux terroristes, dont certains leaders responsables des attentats sur le sol birman vivent en Arabie Saoudite.

II.2. Répercussions sur la zone : menaces djihadistes transnationales

L'Armée de salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) a été créée en 2012, par des descendants de rohingyas vivant en Arabie saoudite, à la suite de violences qui avaient éclaté entre communautés hindoues et communautés bouddhistes à la frontière birmane. L'organisation est également responsable d'une série d'attaques lancées contre une trentaine de postes de sécurité birmanes en août 2017. Cette offensive a provoqué l'ire de la junte militaire qui a depuis répondu de manière disproportionnée et provoqué le départ des milliers de rohingyas vers le Bangladesh. L'ARSA incite les réfugiés vivant dans les camps du Bangladesh à rejoindre son organisation. Les plus jeunes, victimes de persécutions, qui se voient refuser les droits de citoyenneté et n'ont aucune perspective, deviennent des recrues faciles. En parallèle, l'Organisation de solidarité avec les Rohingyas (RSO) est une autre organisation qualifiée de terroriste importante de la région de Rakhine, au Myanmar. Elle

⁵⁷ Sakib, A. B. M. N., « Rohingya Refugee Crisis: Emerging Threats to Bangladesh as a Host Country? », *Journal of Asian and African Studies*, 2023.

⁵⁸ Entretien mené dans le camp de réfugiés Kutupalong en mars 2018 dans le cadre de mon terrain de recherche pour ma thèse de doctorat.

opère principalement à la frontière du Bangladesh et du Myanmar. D'après les employés de l'ONU certains camps d'entraînements servent à cacher des armes.⁵⁸ Une partie de l'aile étudiante de la Jamaat-i-Islam, le principal parti islamiste bengali, est étroitement associée au RSO, et ses membres sont chargés de motiver les jeunes Rohingyas à prendre la voie du militantisme djihadiste.

Les camps de réfugiés prennent un nouveau visage la nuit : les travailleurs humanitaires n'étant plus présents, les rohingyas ne veulent pas de visites, et sans éclairage sur les chemins, et l'armée ne pouvant contrôler l'ensemble du territoire, de nombreux types d'acteurs organisent leurs activités. Dans ces conditions, des écoles (des petites structures très légères) ont été construites pendant la nuit et les origines des fonds sont très diverses : turcs, qataris, saoudiens, voire inconnus. Cette zone est devenue un point nodal

dans le recrutement et l'entraînement de groupes djihadistes.⁵⁹ La présence de militants du Harkatul Mujahideen Bangladesh, du Jama'atul Mujahidin, Shahdat-e-Al-Hikma ou d'autres organisations affiliées à Al-Qaeda, l'Organisation de l'État islamique ou du Hefazat-e-Islam ont été avérés. Concernant l'armée, en plus du risque de corruption de certains officiers, des cas de tortures et de viols par certains membres de l'armée en charge de la sécurité des réfugiés ont été rapportés. En dépit des efforts déployés par les travailleurs humanitaires, le manque de moyens financiers, de soins et l'absence d'opportunités futures pour les réfugiés, les compétitions entre sous-groupes Rohingyas rivaux, a fait de cette zone transfrontalière du Bangladesh, du Myanmar et de l'Inde une plaque tournante des activités criminelles. L'Organisation mondiale de la migration a signalé de nombreux cas de travail forcé à partir des

⁵⁹ Sakib, A. B. M. N. « Rohingya Refugee Crisis: Emerging Threats to Bangladesh as a Host Country? », *Journal of Asian and African Studies*, 2023.

⁶⁰ « Réfugiés rohingyas : la lutte contre la traite des êtres humains requiert une coopération poussée (OIM) », *ONU Info*, 31 juillet 2018.

camps de réfugiés.⁶⁰ Les jeunes filles vendues pour le travail forcé représentent le principal groupe de victimes de traite identifié par les agences onusiennes.⁶¹ Les forces de sécurité frontalières et les fonctionnaires corrompus participent directement au trafic de drogue pour en tirer des avantages économiques.

Le Myanmar est considéré comme un « narco-État » en raison de sa production de yaba, une pilule faite de méthamphétamine et de caféine.⁶² En tant que pays voisin, le Bangladesh a d'abord été un lieu de transit pour le commerce illégal de drogues vers l'Asie du Sud.⁶³ Avant la crise de 2017, les trafiquants de drogue utilisaient les usines de yaba au Myanmar et faisaient passer les produits

jusqu'au Bangladesh en faible proportion, ce qui rendait la marchandise plus chère et qui était donc réservée à une classe aisée. Avec l'ouverture des frontières, les familles rohingyas vivant dans les camps se sont impliquées dans le commerce illégal de drogues en collaboration avec les revendeurs locaux, facilitant sa production et son passage, et permettant une baisse du prix du yaba. Le Bangladesh est ainsi devenu un pays consommateur de yaba, désormais drogue la plus disponible au Bangladesh.⁶⁴

En dépit de cette situation risquée et de ces menaces apparentes, le Bangladesh a tout intérêt à garder de bonnes relations avec la junte militaire au pouvoir depuis 2021, ne serait-ce qu'en matière de lutte contre les organisations terroristes djihadistes. Ceci étant dit, cela ne doit pas empêcher les agents bangladeshis d'établir

⁶¹ « Girls Sold into Forced Labour Largest Group of Trafficking Victims Identified by IOM in Bangladesh Refugee Camps », International Organization for Migration, 16 octobre 2018.

⁶² Parnini SN, Othman MRG, Hazali AS (2013) The Rohingya refugee crisis and Bangladesh-Myanmar relations. *Asian and Pacific Migration Journal* 22(1): 133–146.

⁶³ Taufiq HA, « Rohingya refugee crisis and the state of insecurity in Bangladesh. », dans Ahmed I (ed.) *Genocide and Mass Violence: Politics of Singularity*. Dhaka, Bangladesh: Centre for Genocide Studies, Université de Dhaka, 2019, pp.145–180.

⁶⁴ « Girls Sold into Forced Labour Largest Group of Trafficking Victims Identified by IOM in Bangladesh Refugee Camps », International Organization for Migration, 16 octobre 2018.

⁶⁵ Ali Riaz, « Should Bangladesh Recalibrate Its Myanmar Policy, Especially Toward the Arakan Army? », *The Diplomat*, 1er mars 2024.

officieusement des contacts avec l'armée de l'Arakan puisqu'elle peut l'aider à moyen terme à rapatrier des rohingyas.⁶⁵ L'organisation militaire défend les droits de la minorité ethnique de la région de Rakhine et cherche à obtenir une autonomie politique par rapport au gouvernement central du Myanmar.

> Conclusion

Situé dans le Golfe du Bengale, le Bangladesh a la capacité de tirer parti de cet avantage géographique et de multiplier les opportunités économiques. Cependant, sa frontière avec le Myanmar en fait également une plaque tournante du trafic de drogues, d'armes, de traite d'hommes et constitue également une zone à risque en matière de terrorisme notamment djihadiste. Coïncé entre le gouvernement de Modi, une variante hindoue du national-populisme, à l'est, l'ouest et le nord, et la junte militaire birmane, responsable du nettoyage ethnique des rohingyas, au sud, le jeune État-nation n'a guère d'autre choix que d'adopter

une posture pragmatique. Conscient de l'ambivalence de son statut, entre vulnérabilité et opportunité, le Bangladesh, prudent, veille à assurer un équilibre face aux grandes puissances asiatiques. La collaboration avec la Chine et les perspectives de coopération énergétique avec le Népal renforcent également sa position. Ne plus dépendre uniquement de l'Inde constitue une source d'inquiétude pour ce dernier. L'Inde reste l'allié historique qui a permis au Bangladesh d'accéder à l'indépendance, mais le conflit latent du partage des eaux fluviales entre les deux pays montre que l'Inde ne considère pas le Bangladesh comme son égal.

La politique étrangère du Bangladesh suit une logique simple : la coopération et l'amitié avec toutes les nations à commencer par ses voisins immédiats. Il a ainsi occupé un rôle actif dans la formation de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), de l'Initiative de la baie du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC) ou encore de

l'ensemble BBIN (Bangladesh, Bhoutan, Inde et Népal). De la promotion de la coopération sous-régionale, puis régionale, le Bangladesh témoigne depuis sa création de sa volonté de coopérer à l'échelle internationale, qu'il s'agisse de la Chine, de la Russie ou des États-Unis. Le gouvernement de la Ligue Awami au pouvoir depuis 2009 a bien compris qu'il était dans son intérêt et celui de tous de faire de la région indopacifique un espace maritime libre, ouvert, pacifique et résilient.

Le Bangladesh se concentre également sur la désescalade militaire tout en recherchant une plus grande coopération axée sur la paix et le développement dans la région. Son objectif est de sécuriser les voies de communication maritime dans l'océan Indien et la région indopacifique. L'océan Indien accueille 80 % de toutes les expéditions maritimes de pétrole et un tiers du trafic mondial de marchandises en vrac.⁶⁶ Au sein de la région indopacifique,

le projet du port de Matarbari constitue le carrefour entre les économies de l'Inde et du Japon. La position géospatiale particulière du Bangladesh en fait ainsi une porte d'entrée vers l'Asie du Sud et du Sud-Est, un point nodal de la stratégie indopacifique et dans ses relations avec les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie.

⁶⁶ Darshana M. Baruah, Nitya Labh, Jessica Greely, « Mapping the Indian Ocean Region », Carnegie Endowment for International Peace, Juin 2023.

La présidence indienne du G20 : quel bilan entre stratégie nationale et enjeux globaux ?

Jean-Luc Racine

À propos de l'auteur, Jean-Luc Racine

Jean-Luc Racine est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes, EHESS) et chercheur senior à Asia Centre. À la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, il a dirigé pendant dix ans le programme franco-indien de coopération en sciences sociales, avant d'être responsable du programme international d'études avancées, en partenariat avec l'université Columbia.

Ses recherches actuelles portent sur trois thématiques : les dynamiques internes de l'Inde contemporaine (1), les stratégies par lesquelles l'Inde redéfinit sa position en Asie et sur l'échiquier global (2), la géopolitique de l'Asie du Sud, en particulier les relations indo-pakistantaises, la politique régionale du Pakistan et l'évolution de l'Afghanistan, y compris dans leurs dimensions chinoises (3).

Il intervient régulièrement dans les institutions dédiées aux relations internationales et aux questions sécuritaires,

ainsi que dans les médias francophones et anglophones sur les questions liées à l'Asie du Sud. Il a écrit ou dirigé plus d'une douzaine d'ouvrages consacrés à l'Inde et à l'Asie du Sud. Son dernier volume édité est un numéro de la revue Hérodote, Géopolitique de l'Inde (n°173-2019). Il a aussi dirigé l'Annuaire Asie de La Documentation française en 2013, 2014, 2015 et 2016.

Il est membre des comités de rédaction de Politique étrangère et d'Asia Trends, et membre des conseils scientifiques de Questions Internationales et de Samaj (South Asia Multidisciplinary Academic Journal).

La présidence indienne du G20, du 1^{er} décembre 2022 au 30 novembre 2023, a fait l'objet d'une mise en scène politique tout à fait particulière, qui mérite attention car elle éclaire la stratégie du pouvoir nationaliste hindou, tant sur la scène intérieure que sur la scène internationale. Au-delà de ce jeu politique et de cette intense communication, il convient d'analyser le contenu très large de l'agenda de cette présidence, et de porter attention aux perceptions de la présidence indienne qui se sont manifestées en Inde et à l'étranger : certaines ont salué un « moment indien », d'autres ont porté un jugement plus dubitatif, voire critique sur cette présidence. Un bilan des résultats obtenus au fil de cette année riche en rencontres est donc nécessaire.

➤ I. La mise en scène du G20 2023 : la haute politique du gouvernement Modi

Tout commence par des changements de calendrier. L'Italie devait être l'hôte du G20 en 2022, mais l'Inde négocia

avec Rome une permutation : l'Italie présiderait la réunion en 2021, et l'Inde en 2022, année du 75^{ème} anniversaire de son Indépendance. Puis, sans fournir de raison officielle, New Delhi demanda une nouvelle permutation, avec l'Indonésie cette fois, qui devait présider le G20 en 2023. L'Indonésie accepta, arguant du fait qu'elle devait aussi présider l'ASEAN la même année : elle accueillit donc finalement le G20 de 2022, à Bali, New Delhi se chargeant du G20 2023. A voir la stratégie mise en œuvre pour cette année de présidence indienne, il est clair que le gouvernement Modi décida de la seconde permutation afin que cette année « globale » précède de quelques mois les élections générales du printemps 2024. L'Inde, qui présidait aussi cette année-là l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) depuis la fin du sommet de Samarcande en septembre 2022, avança 'son' sommet de l'OCS à juillet 2023, et le tint en mode virtuel, libérant ainsi le calendrier pour préparer le sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 qui se tint à New Delhi les 9 et 10 septembre.

1.1 Le discours initial

Le 1^{er} décembre 2022, premier jour de la présidence indienne, le Premier ministre Narendra Modi publie sur son site une déclaration initiale présentant la philosophie de la présidence : un document où les 13 portraits du Premier ministre, dont quatre avec des chefs d'État ou de gouvernements étrangers, tiennent une place majeure. Objectif affiché : « catalyser un changement d'état d'esprit qui bénéficierait à l'humanité toute entière », et donc abandonner l'esprit de confrontation pour l'accès aux ressources, renoncer à instrumentaliser les biens essentiels – en ajoutant, visant l'Occident sans le nommer :

« C'est ce que nous avons vu quand les vaccins furent thésaurisés par quelques-uns alors que des milliards [d'humains] restaient vulnérables ». Mais si l'égoïsme était vraiment inhérent à l'Homme, comment expliquer que tant de traditions spirituelles plaident pour l'unicité fondamentale du genre humain ? Parmi elles, la tradition indienne va plus

loin, « en voyant tous les êtres vivants, et les choses inanimées composés des mêmes cinq éléments les panch tatva de la terre, de l'eau, du feu, de l'air et de l'espace ». Cette quête de l'harmonie, ajoute le Premier ministre, va guider la présidence indienne du G20 « qui travaillera à promouvoir le sentiment universel de l'unité. D'où notre devise 'Une terre, une famille, un avenir' », un slogan partout affiché au fil de la présidence, inspiré par le concept sanscrit évoqué dans le chapitre 6 de la Maha Upanishad « Vasudhaiva kutumbakam » : le monde est une seule famille. Du reste, la Terre offre assez de ressources : plus besoin de combattre pour survivre car « notre temps n'est pas celui de la guerre » : un écho aux propos que Narendra Modi adressa à Vladimir Poutine en marge du sommet de l'OCS en septembre 2022. Les plus grands défis d'aujourd'hui, le changement climatique, le terrorisme, les pandémies appellent, souligne-t-il, à des actions communes.

Et Narendra Modi, le Premier ministre le plus puissant de

l'Inde depuis Indira Gandhi, de dresser un portrait idyllique de son pays et de ses propres méthodes : par « son immense diversité de langues, de religions, de coutumes et de croyances », l'Inde, un sixième de l'humanité, « est un microcosme du monde », elle est « la mère des démocraties » où « le consensus national ne résulte pas d'un diktat, mais du concert de millions de voix libres en une harmonieuse mélodie ». Aussi, loin de recourir à une gouvernance verticale, le développement national serait, à l'en croire, le fruit d'« un mouvement populaire conduit par les citoyens » ...¹

C'est pour illustrer ce précepte que le pouvoir a décentralisé une partie des 227 évènements (dont 74 « évènements associés ») qui ont marqué la présidence indienne, en organisant des rencontres dans une soixantaine de villes, réparties dans la totalité des 28 États et 8 Territoires de l'Union,² depuis les archipels

des Andamans et Nicobar et des Lakshadweep dans l'océan Indien jusqu'aux terres himalayennes du Jammu et Cachemire et du Ladakh. Ces deux dernières rencontres, consacrées respectivement au tourisme et à la jeunesse, relevaient d'une initiative fortement géopolitique puisque ces deux régions, rétrogradées du rang d'État à celui de Territoire de l'Union, et ayant perdu leurs dernières marges d'autonomie suite à la réforme conduite par le gouvernement Modi après sa réélection en 2019, sont perçues comme territoires contestés par Islamabad : la Chine, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Égypte (celle-ci, au rang des pays invités non membres du G20) boycottèrent les deux rencontres. Optimistes, des commentateurs indiens considérèrent qu'en ayant été prête à susciter des boycotts l'Inde avait fait preuve d'une saine confiance en elle.³

¹ « India's G20 Presidency », 1^{er} décembre 2022. <https://www.narendramodi.in/today-india-commences-its-g20-presidency--566168>

² « India's G20 Presidency : a Synopsis », 30 novembre 2023 https://www.g20.in/content/dam/gtwenty/Indias_G20_Presidency-A_Synopsis.pdf

³ « The boycott signalling a confident India », The Economic Times, 26 mai 2023. <https://economictimes.indiatimes.com/opinion/et-editorial/the-boycott-signalling-a-confident-india/articleshow/100536028.cms?from=mdr>

1.2 Les pays et les organisations invités

Outre les 19 pays et l'Union européenne, membres du G20⁴, l'Inde a identifié neuf pays invités permanents : le Bangladesh, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, l'Espagne, Maurice, le Nigeria, Oman, les Pays-Bas et Singapour. En sus de ces invités permanents, quelque 32 pays furent invités à certains groupes de travail ou évènements parallèles au G20 : 15 pays africains, 8 pays d'Asie Pacifique (dont les voisins Sri Lanka, Bhoutan, Maldives), 5 pays latino-américains, 3 pays européens, et la Jordanie. Côté organisations multilatérales ou internationales, outre les organisations régulièrement représentées (l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Organisation Internationale du Travail, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'OCDE, ainsi que le Conseil de stabilité financière, où siègent les gouverneurs

des banques centrales des pays membres), furent conviés l'ASEAN, l'Union Africaine, la Banque Asiatique de Développement, ainsi que la Coalition pour les infrastructures résilientes aux désastres (organisation internationale basée à New Delhi), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, et l'Alliance solaire internationale (elle aussi basée en Inde).

1.3 L'image de l'Inde mise en avant : Bharat, « mère des démocraties »

Tout commence par un double vocable : si le mot « Inde » ne disparaît pas des déclarations initiale et finale de Narendra Modi, le terme sanscrit Bharat fait sa grande entrée sur la scène internationale, quand il apparaît seul, le 9 septembre, sur le petit panneau brun frappé du logo du G20 et indiquant le pays de l'orateur. Bharat : le nom sanscrit de l'Inde, qu'on retrouve dans le nom du parti de Modi : le parti du peuple de Bharat (Bharata Janata Party : BJP), dont le symbole est un lotus : un lotus qu'on retrouve sur le logo du G20, portant le globe

⁴ Rappelons qui sont les membres du G20 en décembre 2022 : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, République de Corée, Royaume-Uni, Russie, Turquie et l'Union européenne

terrestre... Bharat : « la mère des démocraties » : c'est cette histoire que conte une brochure très illustrée distribuée à tous les participants du G20. Oubliée l'Inde des castes et de l'intouchabilité : l'éthos démocratique indien remonte à 5000 ans avant JC. La célèbre statuette de danseuse de Mohenjo-Daro, dans la civilisation de l'Indus au Pakistan, ici défini comme Sindhu- Sarasvati est évoquée aussi : image, nous dit-on, d'une femme « libérée, indépendante, regardant le monde en face ». Le Rig Veda, pour sa part, évoque assemblée des anciens, assemblée populaire et même parlement... Un plaidoyer couvrant les siècles, vantant « le pluralisme et la tolérance » du jaïnisme, la « compassion et l'égalité » du bouddhisme, le sens de l'égalité propre à Bharat, citations de Mégasthène et de Diodore de Sicile à l'appui, que complètent maintes évocations de sages hindous. Mais aussi, mises en avant, la place du monarque, au service du peuple et « compréhensif »⁵ autant que la participation

⁵ Ici, c'est pour une fois l'empereur moghol Akbar qui est invoqué —mais il est vrai qu'il avait ordonné la traduction en persan de textes sanscrits, dont le Mahabharata.

du peuple, la brochure se terminant par l'évocation des élections générales de 2019, qui furent « un festival de démocratie ».⁶ Une seconde brochure présente l'histoire des élections indiennes de 1951 à 2019. Il s'agit bien ici d'offrir aux participants du G20 l'image d'une Inde démocratique, antique et contemporaine, et de contredire sans les évoquer les études internationales dénonçant le recul de la démocratie indienne publiées au premier trimestre 2023, aux États-Unis, au Royaume Uni et en Suède,⁷ l'Inde s'attachant du reste à créer en 2024 ses propres indices sur la démocratie.⁸

Dans le même esprit, la communication officielle met en avant le principe d'inclusivité en matière d'ordre international mais

⁶ « Bharat The Mother of Democracy ». http://Bharat_Mother_of_Democracy_English_Brochure.pdf

⁷ Freedom House, Freedom in the World, 2023. Washington, 2023; The Economist Intelligence Unit. Democracy Index 2022, Londres, 2023; V-Dem Democracy Index 2023. University of Gothenburg, 2023

⁸ Anisha Dutta, « Modi's India plans its own democracy index, after global rankings downgrade ». Al Jazeera, 21 mars 2024. <https://www.aljazeera.com/news/2024/3/21/modis-india-plans-its-own-democracy-index-after-global-rankings-downgrade>

aussi en interne, parlant d'une « présidence du peuple à la hauteur de la plus grande démocratie du monde » pour évoquer l'application au G20 du programme de participation populaire (Jan Bhagidari) qui aurait permis, en marge des rencontres ministérielles du G20 d'impliquer « 1,4 milliard de citoyens » : rien de moins que la totalité de la population indienne !⁹

En réalité il s'est agi de dialogues engagés entre des délégués du G20 et des acteurs sociaux lors de rencontres thématiques, avec parfois des fausses notes, quand, en juin 2023, une dizaine de syndicats invités ont boycotté une rencontre sur le travail avec des représentants du G20, car la présidence de la rencontre avait été offerte au Bharatiya Mazdoor Sangh, le syndicat pro-BJP affilié à l'Association des Volontaires de la Nation (Rashtriya Swayamsevak Sangh), la matrice idéologique

et militante du nationalisme hindou.¹⁰

Ceci étant, de très nombreuses rencontres ont eu lieu sur de multiples thèmes, abordés dans le cadre de « groupes de discussion » (engagement groups) réunissant des membres de la société civile et parfois des élus, à charge de fournir des analyses et des recommandations aux groupes de travail officiels qui sont, eux, pilotés par les sherpas, dont le travail doit préparer le sommet des chefs d'État et de gouvernement. Une triple architecture est donc en place au fil de l'année : rencontres ministérielles, groupes de travail pilotés par les sherpas, groupes de discussion.

Ceux-ci sont une dizaine : les plus anciens ont été établis entre 2010 et 2012 : B20, pour le monde des affaires ; C20 pour les représentants de la société civile ; Y20, sur la jeunesse ; P20, pour les parlementaires des pays du G20 ; L20, pour le monde syndical ; T20,

⁹ « Inclusivity has been at the heart of India's Presidency: PM. Modi » 30 novembre 2023. <https://www.narendramodi.in/dawn-of-a-new-multilateralism-576438>.

¹⁰ « Trade unions boycott G-20 meet over BMS chair », The Hindu, 23 juin 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/ten-central-trade-unions-boycott-labour20-meet-protesting-centres-decision-to-allow-bms-to-chair-it/article66998581.ece>

panel de Think tanks, établi en 2012. D'autres groupes ont été établis entre 2015 et 2017 : W20, sur la place des femmes en matière d'emploi, de leadership, d'éducation, de fracture digitale, de climat ; S20, pour les académies des sciences ; U20, regroupant des maires de grandes métropoles. Le plus récent est le SAI20, pour les instances d'audit de haut niveau, chargées de veiller à la transparence et à la responsabilité, groupe établi au G20 de Bali en 2022. Pour sa présidence, New Delhi a reconduit ces dix groupes, en y ajoutant un onzième, baptisé Startup20, dont l'objectif fut ainsi défini : « fournir une plateforme commune pour les start-ups des pays du G20 afin d'élaborer ensemble des critères d'action et de construire des capacités, d'identifier les failles de financement, de renforcer les capacités d'emploi, d'atteindre les objectifs de développement durable, de résilience climatique, et de croissance dans un écosystème inclusif ».¹¹ Vaste programme...

Ces rencontres, disséminées à travers le pays, ont aussi pour

¹¹ G20 India. « Engagement Groups ». <https://www.g20.in/en/workstreams/engagement-groups.html>

but de faire découvrir l'Inde aux délégations étrangères. Prenons l'exemple du groupe B20 du monde des affaires. Il fut lancé sans surprise à Gandhinagar, capitale du Gujarat, l'État d'origine de Narendra Modi, qu'il dirigea de 2001 à 2014, et où il lança en 2003 le Vibrant Gujarat Global Summit pour attirer dans son État les investisseurs indiens et internationaux. Mais les sessions suivantes se déroulèrent à l'autre bout de l'Inde, dans trois États du Nord-Est : au Manipur, au Mizoram et au Nagaland, ainsi que dans le petit État himalayen du Sikkim : une occasion d'exposer le folklore des cultures tribales et de visiter, au Sikkim, le monastère de Rumtek, siège du karmapa, le troisième personnage de la hiérarchie du bouddhisme tibétain, avant de retrouver le Gujarat, pour la session de clôture à Surat, où la visite « culturelle » porta, inévitablement en ce lieu, sur les diamantaires.¹²

Par cette politique de décentralisation de multiples

¹² Ministry of Information and Broadcasting. India's G20 Presidency. « B20 Engagement Group ». 24 août 2023. <https://static.pib.gov.in/WriteReadData/specifdoc/docs/documents/2023/aug/doc2023824244101.pdf>

réunions préparatoires, le pouvoir affiche une volonté d'associer « le peuple » au G20. Mais les militants indiens de la société civile n'ont pas toujours été convaincus, a fortiori quand, à New Delhi, la police vint interrompre une conférence du collectif We20 qui réunissait universitaires, militants des droits civiques et environnementaux et personnalités politiques, pour discuter en public des questions liées à l'agenda du G20.¹³

➤ II. Le G20 indien : entre questions structurelles et défis géopolitiques

La création du G20, en 1999, à l'initiative du G7, fut une conséquence des crises financières successives des années 1994 (Mexique), 1997 (Asie) et 1998 (Russie), et impliquèrent au départ les ministres des finances. La focale initiale était donc économique. Elle l'est restée,

mais en élargissant largement l'éventail des questions abordées : le fil économique et financier reste structurant, mais il relie depuis les années 2000 des problématiques multiples, ainsi que le G20 indien l'a illustré à son tour. Au-delà des questions financières, économiques et commerciales, les questions climatiques et environnementales ont été prioritaires, mais bien d'autres domaines ont été abordés : le digital, le cyber et l'intelligence artificielle, l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé, les biens communs océaniques, le statut des femmes, la science et la technologie...

Plus généralement, l'ordre ou le désordre du monde ont retenu l'attention. À l'ouverture du G20, le 1^{er} décembre 2022, le contexte géopolitique était évidemment tendu, marqué par la guerre en Ukraine lancée par Moscou en février 2022, mais aussi par le raidissement de la position de Pékin sur Taiwan, après la visite à Taipei, en mars 2022, de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des Représentants. Deux

¹³ Ashok Sharma. « Indian police stop a conference of activists and academics discussing G20 issues ahead of summit » Associated Press, 20 août 2023. <https://apnews.com/article/india-delhi-police-meeting-g20-summit-we20-74d01a6858a68a412abdbb27f70cee9c>

mois plus tard, lors de la session d'ouverture du XX^{ème} congrès du Parti Communiste Chinois, Xi Jinping mettait en garde : rappelant que les interférences étrangères étaient malvenues dans un dossier relevant du peuple chinois, il ajoutait : « Nous œuvrons de tous nos efforts et en toute sincérité pour une réunification pacifique, mais jamais nous ne promettrons d'abandonner l'usage de la force et nous nous réservons l'option de prendre toutes les mesures requises ».¹⁴ Alors que la présidence indienne était en cours, c'est à l'Inde même que Pékin envoya un message. En mars 2023, la Chine fut le seul pays du G20 à boycotter la réunion recherche et innovation organisée dans l'État indien himalayen d'Arunachal Pradesh, revendiqué par Pékin sous le nom de Zangman, ou Tibet du Sud. C'était sans surprise. Mais six mois plus tard, le président Xi n'assista pas au sommet des chefs d'État et de gouvernement

du G20 organisé à New Delhi en septembre 2023. Que le Président russe ne se déplace pas pour le G20 était attendu. L'absence du président chinois au sommet l'était moins. C'est le Premier ministre Li Qiang qui s'y substitua, déclarant au passage, en contrepoint au discours récurrent de Narendra Modi sur l'Inde et le bien de l'humanité, qu'« ayant à l'esprit l'avenir de l'humanité, le Président Xi avait lancé l'Initiative pour le développement global, l'Initiative pour la sécurité globale, l'Initiative pour la civilisation globale », ajoutant que « la solidarité et la coopération sont la voie juste dans le monde ».¹⁵

Le sommet du G20 de Bali, en novembre 2022, s'était conclu par une déclaration¹⁶ marquée par les paragraphes sur l'Ukraine, sur lesquels nous reviendrons, mais aussi par

¹⁵ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. « Li Qiang Attends and Addresses the First Session of the 18th G20 Summit », 9 septembre 2023. https://www.mfa.gov.cn/eng/zxxx_662805/202309/t20230911_11141135.html

¹⁴ Yew Lun Tian & Ben Blanchard : « China will never renounce right to use force over Taiwan, Xi says », Reuters, 16 octobre 2022. <https://www.reuters.com/world/china/xi-china-will-never-renounce-right-use-force-over-taiwan-2022-10-16/>

¹⁶ G20 Information Center. « G20 Bali Leaders' Declaration. Bali, Indonesia, 15-16 November 2022 » <http://www.g20.utoronto.ca/2022/G20%20Bali%20Leaders-%20Declaration,%2015-16%20November%202022,%20incl%20Annex.pdf>

l'attention portée à la santé suite à la pandémie du Covid (d'où la devise affichée par l'Indonésie : « Recover together, recover stronger »), à la sécurité alimentaire mondiale, au défi climatique et à la biodiversité, outre les affichages liés aux impératifs économiques, en particulier la nécessité de renforcer la résilience du système financier global tout en veillant à l'inclusion financière. Mais Bali retint l'attention pour d'autres raisons aussi : un analyste attentif y vit l'affirmation du rôle des puissances moyennes au sein du G20 : « Leur influence nouvelle résulte de leur poids économique croissant, de leur capacité à trianguler entre les grandes puissances en compétition (...) Ils veulent récolter les fruits de la mondialisation et éviter une nouvelle guerre froide », l'Inde étant à cet égard un cas exemplaire.¹⁷ Dans une perspective asiatique, d'autres analystes soulignèrent « le retour en force d'un G20

¹⁷ Sir Robin Niblett, « The G20 Bali summit showcases a more diverse world ». Royal Institute of International Affairs, Londres, 11 novembre 2022. <https://www.chathamhouse.org/2022/11/g20-bali-summit-showcases-more-diverse-world>

plus politisé sous présidence indonésienne » et affirmant « une responsabilité commune face à des crises multidimensionnelles sans précédent ».¹⁸

Un an ou presque après Bali, voyons tour à tour, par le biais de la déclaration qui a clos le sommet des chefs d'État et de gouvernement de New Delhi,¹⁹ quels enseignements tirer sur les deux grands domaines identifiés : les champs techniques, financiers, climatiques, environnementaux et sociaux d'une part et le champ géopolitique de l'autre.

> III. La déclaration finale : les enjeux économiques et sociaux, le climat et un vaste agenda

Amateur d'acronymes à double sens et de slogans en forme de lettres répétées, Narendra Modi a affiché en

¹⁸ Camille Liou et Florian Veslin. « 2022, l'année de la renaissance du G20 ? Une étude des stratégies nationales des pays- membres asiatiques au sommet de Bali ». Asia Trends, n°9, Spring 2023, pp. 37-54

¹⁹ Ministry of External Affairs, Government of India. « G20 New Delhi Leaders' Declaration », 9-10 septembre 2023. <https://www.mea.gov.in/Images/CPV/G20-New-Delhi-Leaders-Declaration.pdf>

préambule de la déclaration de Delhi quatre P : « la Planète, le Peuple, la Paix et la Prospérité ». Pour l'essentiel, la déclaration (29 pages, plus la longue liste des documents annexes produits par les réunions ministérielles et les groupes de travail) est structurée en dix points, les questions financières revenant de façon récurrente, comme thématiques propres ou comme éléments d'autres thématiques.

Le premier point appelle à « une croissance forte, durable, équilibrée, inclusive » pour répondre aux « crises en cascade » qui ont affecté l'économie mondiale. Sont soulignés la nécessaire indépendance des banques centrales, le rôle décisif des entreprises privées grandes ou petites et des start-ups, la nécessité de relancer un commerce international transparent contre le protectionnisme et la distorsion des marchés. Le G20 décide de cartographier les chaînes de valeur, et la disponibilité ou les failles en matière de savoir-faire. Il est recommandé, sans l'imposer, d'user des infrastructures

digitales publiques pour favoriser l'inclusion financière, et le refus de la corruption doit être total.

Le second point appelle à accélérer les avancées vers les Objectifs de développement durable, avec peu de chance d'atteindre ceux fixés pour 2030. Le G20 entend assurer la sécurité alimentaire mondiale, et travailler à la définition d'un « droit à l'alimentation adéquate ». De longs développements sont consacrés à la santé et à son financement. Éducation et culture sont aussi à l'agenda.

Le troisième point porte sur le défi climatique et appelle les pays ne l'ayant pas encore fait à définir leurs objectifs nationaux en fonction des paramètres de l'accord de Paris. Le G20 entend travailler au succès de la COP 28 de Dubai, en décembre 2023. Les risques macroéconomiques liés au changement climatique sont soulignés, les réponses pouvant être la généralisation du programme indien « Lifestyles for Sustainable Development », l'essor de l'économie circulaire, les transitions énergétiques

(solaire, hydrogène...), microréacteurs nucléaires inclus. Sont mentionnées les recommandations du groupe G20 sur la finance durable au service de la question climatique, qui renvoie à la question sensible des « contributions déterminées au niveau national » pour atteindre la neutralité carbone. La restauration des écosystèmes, la préservation des économies marines, le financement des villes durables, la réduction des risques de catastrophe sont aussi évoqués. Sont également rappelés les engagements pris par les pays développés en 2010 et le Pacte climat de la COP 26 de Glasgow portant lui aussi sur les financements en faveur des pays en développement : toutefois, ce ne sont plus des milliards mais des trillions de dollars qu'il faudrait mobiliser...

Le quatrième point porte sur les institutions financières multilatérales. Il souligne la nécessité de réformer ces institutions et de renforcer les banques multilatérales de développement, en s'appuyant sur les recommandations des groupes de travail. Centrale est

la réforme de la gouvernance du FMI. La nécessité de gérer au mieux les dettes des pays à bas ou à moyen revenus est soulignée.

Le cinquième point porte sur l'économie digitale et les bonnes pratiques qui doivent la gérer. Les cryptomonnaies, comme les monnaies digitales des banques centrales sont évoquées ainsi que, plus largement, le bon usage de l'intelligence artificielle « pour le bien public ».

Le sixième point, bref, appelle à poursuivre la coopération pour mettre en place un système de taxation « global, juste, durable et moderne » à la mesure des besoins du XXI^{ème} siècle.

Le septième point, détaillé, porte sur l'égalité des genres et le statut des femmes et des jeunes filles : accroître leur autonomie économique et sociale, réduire la fracture digitale, mener une politique inclusive prenant en compte les femmes dans la lutte contre le changement climatique, assurer leur sécurité alimentaire. Un groupe de travail sera créé sur cette question, pour prendre effet

sous la présidence brésilienne, afin d'épauler le groupe ministériel existant.

Le huitième point traite de diverses questions financières : rôle du Conseil de stabilité financière dans la résilience des opérations extérieures aux services bancaires, feuille de route pour faciliter et sécuriser les paiements internationaux, principes conjoints G20-OCDE pour la gouvernance d'entreprise, gestion des risques financiers liés au défi climatique.

Le neuvième point porte sur les politiques anti-terroristes en matière de blanchiment d'argent et de trafic d'armes. Le G20 entend encourager la révision des standards suivis par le Groupe d'action financière, organisme intergouvernemental dédié à la lutte contre le blanchiment.

Le dernier point appelle à « créer un monde plus inclusif ». Il enjoint au respect des différences religieuses et culturelles, promet de « continuer d'intégrer les perspectives des pays en développement dans l'agenda du G20 ». À cet égard, l'entrée

de l'Union africaine au sein du G20 « contribuera de façon significative à faire face aux défis globaux de notre temps ». Assez hypocritement, au vu des politiques que mènent la plupart de ses membres, le G20 « s'engage à soutenir les migrants, y compris les migrants de travail et les réfugiés ».

En conclusion, la déclaration se félicite des études conduites par ses réunions ministérielles et ses groupes de travail, et confirme son statut de « premier forum pour la coopération économique globale », dans l'esprit du multilatéralisme, « sur la base du consensus et de la participation de tous ses membres sur un pied d'égalité ». Nous verrons ci-dessous que tous les observateurs ne partagent pas cet optimisme quant aux fruits de ce G20 sous présidence indienne.

> IV. La déclaration finale : les enjeux géopolitiques. Ukraine, Sud global et multilatéralisme

En février et mars 2023 les réunions des ministres des finances et des ministres des Affaires étrangères n'avaient pu se conclure par une déclaration commune, le point d'achoppement étant l'Ukraine. Qu'en serait-il de la réunion au sommet des chefs d'État et de gouvernement ? La question mettait en jeu le rôle de l'Inde. Aussi la déclaration commune adoptée le 10 septembre fut elle célébrée comme le témoignage de l'entregent diplomatique indien et du succès de sa « voie moyenne ».

New Delhi pouvait être satisfaite : le texte reflétait sa propre posture, en appelant à respecter les frontières et les souverainetés nationales, sans aller jusqu'à condamner explicitement la Russie ; une stratégie maintes fois mise en œuvre au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale de l'ONU par une Inde rappelant les grands principes dans ses explications de vote, mais finissant par s'abstenir.²⁰ Le

président ukrainien avait été invité à Bali, ce ne fut pas le cas pour le sommet du G20 indien. La déclaration de Bali avait été explicite :

« Cette année, nous avons vu comment la guerre en Ukraine a affecté plus encore l'économie mondiale. Nous avons discuté de la question. Nous avons réitéré nos positions nationales, telles qu'exprimées dans d'autres forums, y compris au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies qui, par la résolution ES-11/1 du 2 mars 2022, adoptée à la majorité (141 votes pour, 5 contre, 35 abstentions, 12 absents) a déploré dans les termes les plus forts l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et demandé le retrait complet et inconditionnel du territoire d'Ukraine. La plupart des membres ont fortement condamné la guerre en Ukraine et souligné qu'elle causait d'immenses souffrances humaines et

²⁰ Jean-Luc Racine. « L'Inde dans le jeu des puissances, entre Ukraine et G20 », Politique étrangère, 2023, n°2, pp. 97-109. <https://www.ifri.org/fr/publications/politique-etrangere/articles-de-politique-etrangere/linde-jeu-puissances-entre-ukraine>

exacerbait les fragilités existantes de l'économie mondiale, restreignant la croissance, accroissant l'inflation, perturbant les chaînes d'approvisionnement, intensifiant l'insécurité énergétique et alimentaire et élevant les risques en matière de stabilité financière ».²¹

Par contraste, la déclaration de New Delhi s'en tient à des principes, rappelle aussi les résolutions de l'ONU, mais sans accusation explicite de la Russie, qui n'est pas même citée :

« À propos de la guerre en Ukraine, tout en rappelant la discussion de Bali, nous avons réitéré nos positions nationales et les résolutions adoptées au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU (A/RES/ES_11/1 et A/RES/ES_11/6) et souligné que tous les États doivent agir de façon à respecter les objectifs et les principes de la Charte de l'ONU dans son intégralité. En conformité avec la Charte, tous les États doivent renoncer

à la menace ou à l'usage de la force pour chercher à acquérir des territoires à l'encontre de l'intégrité territoriale, de la souveraineté ou de l'indépendance politique de tout autre État. L'usage ou la menace d'user d'armes nucléaires est inadmissible ».²²

Comme pour s'excuser d'aborder ce sujet, la déclaration précise : « Alors que le G20 n'est pas une plateforme établie pour résoudre les questions géopolitiques et sécuritaires, nous reconnaissons que ces questions peuvent avoir des conséquences significatives sur l'économie mondiale ». Après avoir évoqué les effets du conflit sur la sécurité alimentaire et énergétique, et appelé à la cessation des destructions et des attaques sur les infrastructures, la section sur l'Ukraine, se conclut par un dernier paragraphe de quelques mots, reprenant la phrase de Narendra Modi « Notre temps n'est pas celui de la guerre ».

²¹ « G20 Bali Leaders' Declaration », 16 novembre 2022 (§3). <https://www.consilium.europa.eu/media/60201/2022-11-16-g20-declaration-data.pdf>

²² « G20 New Delhi Leaders' Declaration », 10 septembre 2023 (§8). <http://G20-New-Delhi-Leaders-Declaration.pdf>

Qu'une telle déclaration émerge du sommet des chefs d'État et de gouvernement six mois après l'incapacité des ministres des Affaires étrangères de s'entendre sur un texte commun fut présenté comme une remarquable victoire diplomatique indienne, acquise au terme de quelque 200 heures de négociations des équipes chargées de préparer le texte. Les quatre pays du Sud se passant le relais de la présidence du G20 de 2022 à 2025 — l'Indonésie alors présidente de l'ASEAN, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud présidente des BRICS— ainsi que le Japon, alors président du G7, plaidèrent pour ce compromis.²³ D'évidence, les pays du G7 ont choisi une position accommodante, pour éviter d'attiser les tensions entre eux et les pays du Sud, courtisés par la Chine et par la Russie, et surtout pour éviter qu'un défaut de consensus ne compromette définitivement l'avenir d'un G20 divisé.

Dans ce contexte géopolitique où l'hégémonie occidentale est

²³ Suhasini Haider. « The 'mantras' that powered success at the G20 summit ». The Hindu, 20 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/opinion/lead/the-mantras-that-powered-success-at-the-g-20-summit/article67323779.ece>

contestée, l'entrée de l'Union africaine comme nouveau membre du G20 fut aussi un signal fort, encore une fois mis en scène par Narendra Modi invitant aussitôt le président de l'Union, le comorien Azaly Assoumani, à la table du sommet, et soulignant que cette entrée « renforcera le G20 et renforcera la voix du Sud global ».²⁴ Cette voix du Sud, l'Inde l'avait fait entendre, rappela Modi lors du sommet des BRICS organisé à Johannesburg en août 2023, quand elle avait organisé dans le cadre du G20 le « Sommet de la voix du Sud global »²⁵, rencontre virtuelle ayant regroupé les 12 et 13 janvier 2023, sur un très large agenda, les représentants de 125 pays.

²⁴ Kallol Bhattacharya. « G20. African Union becomes a permanent member », The Hindu, 9 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/news/international/g-20-african-union-becomes-permanent-member-under-indias-presidency/article67287988.ece>

Rappelons que l'Union africaine, établie en 2002, intègre la totalité des 55 pays africains, de la côte méditerranéenne à l'Afrique du sud.

²⁵ Ministry of External Affairs, Government of India. « Voice of Global South Summit 2023 »

Un deuxième sommet virtuel fut organisé le 19 novembre 2023, quelques jours avant la fin de la présidence indienne. <https://www.mea.gov.in/voice-of-global-summit.htm>

Le sommet des BRICS, clos le 24 août, quinze jours avant l'ouverture du Sommet du G20, avait été marqué par un élargissement spectaculaire, avec l'intégration de six nouveaux membres (ramenés à cinq en décembre, avec le retrait de l'Argentine après l'élection du président Milei) : Arabie saoudite, Égypte, Éthiopie, Émirats Arabes Unis, Iran. L'Inde, comme le Brésil, n'était pas à l'origine de cet élargissement voulu par Pékin et Moscou, et très ciblé sur les États riverains ou proches (pour l'Éthiopie) du Golfe arabo-persique et de la mer Rouge. Mais New Delhi s'y rallia, précisant toutefois que l'admission de nouveaux membres devait se faire par consensus (les pays candidats sont nombreux). Pour leur part, les éditorialistes indiens s'interrogèrent sur les risques d'un tel élargissement en matière de cohésion du groupe,²⁶ et soulignèrent la nécessaire vigilance envers les stratégies chinoises vis-à-vis

des BRICS.²⁷ Cet élargissement des BRICS était aussi perçu comme un signal appelant une fois encore l'Occident à porter attention au Sud global. Le 9 septembre, la mise en scène de l'admission de l'Union Africaine au sein du G20 élargi fut en quelque sorte la réponse indienne à l'élargissement des BRICS initié par Pékin deux semaines plus tôt.

La plaidoirie pour la réforme du multilatéralisme est bien antérieure à la diffusion récente du concept de Sud global, mais on la retrouve dans la déclaration du G20. Un paragraphe souligne « la nécessité de revitaliser le multilatéralisme afin de pouvoir faire face de façon adéquate aux défis globaux contemporains (...) et de rendre la gouvernance mondiale plus représentative, effective, transparente et responsable ».²⁸ Le cœur de la réforme voulue par

²⁶ « BRICS: In uncharted waters », The Indian Express, éditorial, 25 août 2023. <https://indianexpress.com/article/opinion/editorials/express-view-on-brics-in-uncharted-waters-8908165/>

²⁷ « Brics & Beijing: India 's challenge will be to keep the group from becoming a China-dominated diplomatic shop ». The Times of India, éditorial, 25 août 2023. <https://timesofindia.indiatimes.com/blogs/toi-editorials/brics-beijing-indias-challenge-will-be-to-keep-the-group-from-becoming-a-china-dominated-diplomatic-shop/>

²⁸ Déclaration, 10 septembre 2023. § 47

l'Inde, entre autres, n'est pas évoqué : l'élargissement du Conseil de sécurité, tant chez les membres permanents que chez les membres non-permanents. Mais chacun sait bien, au sein du G20, ce qui est en jeu. Du reste, quelques mois plus tard, la représentante de l'Inde à l'ONU présentera le plan de réforme du Groupe des quatre (Allemagne, Brésil, Inde, Japon, tous membres du G20) en soulignant la nécessité urgente de cette réforme qui désormais plaide pour six nouveaux membres permanents (deux d'Afrique, deux d'Asie Pacifique, un d'Amérique latine, un d'Europe), en avertissant : « Toute proposition qui ne traiterai pas de la représentation du Sud global, incluant l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine dans la catégorie des membres permanents serait d'une grande injustice à l'égard des aspirations des pays en développement à l'égalité ».²⁹

²⁹ Press Trust of India: « India presents detailed model on behalf of G4 nations for UNSC reform that displays flexibility of veto ». The Economic Times, 11 march 2024. <https://economictimes.indiatimes.com/news/company/corporate-trends/india-presents-detailed-model-on-behalf-of-g4-nations-for-unscon-reform-that-displays-flexibility-on-veto/articleshow/108319612.cms?from=mdr>

C'est la thématique du multilatéralisme que Narendra Modi a choisi de mettre en avant dans le texte tirant le bilan de la présidence indienne du G20, texte publié dans de nombreux journaux indiens, et qui fut aussi repris et traduit à travers le monde, dans la presse de dizaines de pays.³⁰ S'il tire un bilan positif de cette présidence à maints égards, c'est bien « le tournant vers un nouveau multilatéralisme » qu'il souligne, précisant : « Les intérêts de quelques-uns durent laisser la place aux aspirations de beaucoup. Ceci impose une réforme fondamentale du multilatéralisme tel que nous le connaissons ».³¹ Ce texte sera repris sur le site du Premier ministre, sous un autre titre mettant en avant cette fois le concept d'inclusion, évoquant de nouveau le Sommet de la

³⁰ Une recherche sur internet, limitée à l'anglais et au français, identifie a minima les pays suivants, la liste n'étant pas exhaustive : Bahreïn, Bangladesh, Cambodge, Cameroun, Chypre, Émirats arabes unis, Éthiopie, France, Guinée, Guyana, Indonésie, Japon, Koweït, Liberia, Lituanie, Mongolie, Niger, Nigeria, Ouzbékistan, Philippines, Roumanie, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Taiwan, Togo, Tunisie, Vietnam.

³¹ Narendra Modi: « India's G20 Presidency and the dawn of a new multilateralism », The Tribune, 30 novembre 2023. <https://www.tribuneindia.com/news/comment/indias-g20-presidency-and-a-new-multilateralism-567202>

voix du Sud global et l'inclusion de l'Union africaine au sein du G20.³²

➤ V. Quel bilan de la présidence indienne ?

Dressant le bilan de la présidence indienne, Narendra Modi, dans sa tribune médiatique du 30 novembre 2023 rappelait qu'il avait voulu « offrir au monde une alternative au statu quo, en passant d'un progrès centré sur le PNB à un progrès centré sur l'homme » : habituelle rhétorique d'un pouvoir qui veut se présenter comme humaniste, en interne comme globalement... Outre les points déjà évoqués - l'entrée de l'Union africaine, les sommets « Voix du Sud global », la volonté de multiplier les rencontres G20 à travers le pays pour en faire « une Présidence du peuple », et l'appel à un multilatéralisme plus équilibré - le Premier ministre indien mit en avant plusieurs avancées plus techniques : le

plan d'action pour accélérer le progrès vers les Objectifs de développement durable ; la plaidoirie pour de fortes infrastructures digitales publiques (exemple indien à l'appui) ; la constitution d'archives de seize pays en la matière devant aider aux progrès du Sud global dans ce champ d'action ; la déclaration pour un « Pacte du développement vert » appelant à tripler les énergies renouvelables d'ici 2030 ; la reconnaissance par le G20 de la nécessité pour les pays développés d'augmenter de façon massive leur apport financier pour permettre aux pays en développement d'atteindre leurs « contributions déterminées au niveau national » dans le cadre de l'accord de Paris de 2015 pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ; la formation annoncée d'un groupe de travail dédié à l'émancipation des femmes. Narendra Modi estime aussi que l'Inde, sous ce G20, a pris « un rôle de leader sur la réforme de l'ONU », et souligne qu'au total ce G20 a pris plus de décisions et adopté plus de documents que ses prédécesseurs, avant de conclure « durant

³² Version citée en note 9 : « Inclusivity has been at the hearts of India's G20 Presidency : PM Modi », 30 novembre 2023. <https://www.narendramodi.in/dawn-of-a-new-multilateralism-576438>

notre présidence, l'Inde a su accomplir l'extraordinaire : elle a revitalisé le multilatéralisme, amplifié la voix du Sud global, s'est faite la championne du développement et s'est battue pour l'émancipation des femmes, partout ». ³³

Bien entendu, le parti au pouvoir, le BJP, a félicité le Premier ministre dans un communiqué célébrant le sommet de Delhi comme « un chapitre monumental des annales diplomatiques indiennes, marquant un moment de transformation de la façon dont notre nation est perçue et s'engage sur la scène mondiale », pour conclure que sous le leadership de Narendra Modi « l'Inde définira avec résolution une course marquée par la croissance, la coopération et le leadership mondial ». ³⁴ Au rang des succès, le pouvoir ajoute aussi le protocole d'accord conclu lors du sommet du G20, pour établir un corridor

³³ Narendra Modi: « India's G20 Presidency and the dawn of a new multilateralism ». op. cit.

³⁴ Bharatiya Janata Party Parliamentary Board. « Bharatiya Janata Party G20 Resolution ». 13 septembre 2023. <https://www.bjp.org/pressreleases/resolution-passed-bharatiya-janata-party-parliament-board-congratulating-honble-prime>

maritime et ferroviaire et de transmission d'énergies renouvelables Inde-Moyen Orient-Europe (IMEC), ³⁵ via les Émirats Arabes Unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël, la Grèce, l'Italie, La France et l'Allemagne étant également parties prenantes, les États-Unis étant associés au projet. Un projet que le sherpa du G20 jugea à même de « redessiner les routes du commerce mondial », ³⁶ mais qui pour l'heure suscite des interrogations, en raison du conflit israélo-palestinien. ³⁷

De multiples Think tanks indiens, plus ou moins proches du pouvoir ou de statut officiel, ont publié pendant la présidence indienne ou par la suite nombre d'études soulignant les avancées

³⁵ Seema Sirohi. « The G20 Summit has been a resounding success for India ». The Economic Times, 10 septembre 2023. <https://economictimes.indiatimes.com/opinion/et-commentary/the-g20-summit-has-been-a-resounding-success-for-india/articleshow/103559061.cms>

³⁶ Darlington Jose Hector. « IMEC will reshape global trading routes, says G20 sherpa Amitabh Kant ». The Hindustan Times, 14 septembre 2023. <https://www.hindustantimes.com/india-news/mec-will-reshape-global-trading-routes-says-g20-sherpa-amitabh-kant-101694668638659.html>

³⁷ Soumya Chaturvedi. « Is the IMEC destined to fail ? ». Yale Journal of International Affairs, 2 février 2024. <https://www.yalejournal.org/publications/is-the-imec-destined-to-fail>

accomplies, particulièrement sur la question du Sud global.³⁸

D'autres laudateurs ont mis en avant la déclaration conjointe rendue possible par la formulation retenue sur l'Ukraine, dessinant ainsi « une présidence inoubliable ».

³⁹ Sur un ton plus sobre, et en référence à cette déclaration incertaine au départ, la presse indienne et étrangère célébra un « moment indien »⁴⁰, et évoqua aussi comment l'absence de Xi Jinping, qui pouvait signaler une volonté chinoise de « priver l'Inde de son moment », n'empêcha pas

³⁸ Arindam Goswami & Neha Sinha. « From G20 to G21: India's Dynamic South Asia leadership », Vivekananda International Foundation, New Delhi, 12 septembre 2023. <https://vifindia.org/2023/september/12/from-g20-to-g21-india-s-dynamic-global-south-leadership>

Sushil Kumar. « Indias' G20 Presidency as a Voice of Global South », RIS. Research and Information System for Developing Countries », New Delhi, Discussion Paper #291, Février 2024

<https://www.ris.org.in/sites/default/files/Publication/DP%20291%20Sushil%20Kumar.pdf>

³⁹ Amitabh Mattoo. « An unforgettable presidency ». The Indian Express, 11 septembre 2023. <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/g20-presidency-g20-summit-2008-beijing-summer-olympics-emergence-of-china-8933834/>

⁴⁰ Editorial. « G20 summit: India's global moment », The Indian Express, 9 septembre 2023. <https://indianexpress.com/article/opinion/editorials/the-global-moment-8931112/>

le défi du consensus d'être relevé.⁴¹

Sans surprise, les analystes chinois furent plus circonspects, voire soulignèrent, après le sommet du G20, « l'illusion du rêve indien de devenir une grande puissance ».⁴² Plus habilement, le ministère chinois des Affaires étrangères s'appropriâ une part du succès du sommet jugé en harmonie avec les propos tenus par le Premier ministre Li Qiang : « Le sommet a adopté une déclaration des dirigeants, qui reflète la proposition de la Chine et stipule que le G20 agira de manière concrète par le biais de partenariats, envoyant ainsi un signal positif de collaboration du G20 pour relever les défis mondiaux et promouvoir la reprise

⁴¹ Carla Freedman & Sameer P. Lalwani. « At G20 India Tests Geopolitical Clout Amid Xi's Absence ». United States Institute for Peace, Washington D.C., 7 septembre 2023. <https://www.usip.org/publications/2023/09/g20-india-tests-geopolitical-clout-amid-xis-absence>

Alan Crawford & Sylvia Westall. « How India and the U.S. Succeeded at the G20 Without China's Xi ». Time. 10 septembre 2023. <https://time.com/6312531/india-g20-xi-us-global-south/>

⁴² Lan Jianxue. « Reality and delusion of India's 'great power dream' from G20 New Delhi Summit ». Global Times. 12 septembre 2023. <https://www.globaltimes.cn/page/202309/1298054.shtml>

économique mondiale et le développement global ». ⁴³

Côté russe, en revanche, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères, qualifia le sommet de « succès sans réserve ». Au premier chef, pour la présidence indienne, mais aussi « pour nous tous », ajoutant : « Le G20 est en voie de réforme interne. (...) Les pays membres représentant le Sud global sont devenus plus proactifs, l'Inde ouvrant la voie ». ⁴⁴

Côté américain, l'absence de Vladimir Poutine et de Xi Jinping laissa un espace élargi au président Joe Biden. Au premier jour du sommet de New Delhi, la Maison Blanche avait publié un « agenda ambitieux » pour le G20. ⁴⁵ Le même jour elle rendit publique

une déclaration conjointe des États-Unis, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud entendant « construire sur les progrès historiques de la présidence indienne du G20 pour faire face aux défis globaux ». ⁴⁶ Le lendemain, le Secrétaire d'État Anthony Blinken défendait pour sa part les paragraphes sur l'Ukraine, jugeant que le message sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine était clair, mais aussi qu'il était « très important que le G20 parle d'une seule voix ». ⁴⁷ Quant à la présidente de la Commission de l'Union européenne, elle remercia Narendra Modi « pour son habile leadership », ajoutant qu'« un fort partenariat avec l'Inde est primordial pour l'Europe ». ⁴⁸

⁴³ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. « Conférence de presse du 11 septembre 2023 tenue par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Mao Ning ». https://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/lxjzdh/202309/t20230913_11142089.html

⁴⁴ Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation. « Foreign Minister Sergey Lavrov's statement and answers to media questions following the G20 Summit, New Delhi, September 10, 2023 ». https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1903728/

⁴⁵ The White House. « Fact Sheet : Delivering an Ambitious Agenda for the G20 », 9 septembre 2023. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/09/09/fact-sheet-delivering-an-ambitious-agenda-for-the-g20/>

⁴⁶ The White House. « Joint Statement from the United States, India, Brazil, South Africa on the G20 », 9 septembre 2023. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/09/09/joint-statement-from-the-united-states-india-brazil-and-south-africa-on-the-g20/>

⁴⁷ US State Department. « Secretary Blinken with Jake Tapper of CNN's State of the Union ». 10 septembre 2023. <https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-with-jake-tapper-of-cnn-state-of-the-union-3/>

⁴⁸ LinkedIn. « Post of Ursula von der Leyen ». 10 septembre 2023. https://www.linkedin.com/posts/ursula-von-der-leyen_in-a-more-fragmented-world-the-g20s-role-activity-7106679957531029505-Ow65

On l'aura noté, ces lauriers tressés en abondance célèbrent au premier chef des succès diplomatiques, à commencer par l'existence même d'une déclaration conjointe. Mais qu'en est-il du champ propre au G20, celui des questions économiques et sociales ? Et de la mise en scène du G20, à la gloire du Premier ministre indien ?

Les critiques du G20 indien

Inévitablement, cette mise en scène du G20, y compris les omniprésents portraits de Narendra Modi, ont nourri le mécontentement des opposants politiques. Le parti du Congrès, son principal adversaire, a dénoncé aussi bien l'instrumentalisation de la présidence à des fins de campagne électorale, la façon de surjouer le G20 pour faire oublier les problèmes clés du quotidien (chômage, inflation),⁴⁹ le budget disproportionné consacré à la présidence,⁵⁰

⁴⁹ The Hindu Bureau. « Modi government is using G-20 summit to run poll campaign, alleges Congress », The Hindu, 19 août 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/modi-government-is-using-g-20-summit-to-run-poll-campaign-alleges-congress/article67212654.ece>

⁵⁰ The Hindu Bureau. « Congress slams Modi Government for exceeding G-20 budget ». The Hindu, 11 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/congress-slams-modi-government-for-exceeding-g-20-budget/article67295376.ece>

que « la pharmanieuse hypocrisie du gourou du monde auto-proclamé », une fois connue la déclaration issue du sommet de septembre. Une déclaration, déclara le porte-parole du Congrès, qui affiche la volonté de respecter la diversité culturelle et religieuse, et de promouvoir le dialogue et la tolérance, en contraste avec ce qui se passe dans le pays : le « global talk » serait bien différent du « local walk » de Modi...⁵¹ L'instrumentalisation du G20 en année pré-électorale fut soulignée aussi bien à l'étranger, à l'exemple d'un grand Think tank australien,⁵² du fleuron de la presse économique mondiale⁵³ ou du New York Times.⁵⁴

⁵¹ The Hindu Bureau. « Congress leaders refer to G-20's Delhi Declaration to target Narendra Modi government ». The Hindu, 10 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/news/national/congress-leaders-refer-to-g-20s-delhi-declaration-to-target-narendra-modi-government/article67292406.ece>

⁵² Sanya Dhinra. « The G20 spectacle and the domestic imperatives of Modi's global ambitions », The Lowly Institute, Sydney, 8 septembre 2023. <https://www.lowlyinstitute.org/the-interpret/g20-spectacle-domestic-imperatives-modi-s-global-ambitions>

⁵³ Benjamin Parkin and John Reed. « 'The credit will go to Modi' : India's PM seeks G20 boost in upcoming elections ». The Financial Times, 15 septembre 2023. <https://www.ft.com/content/50fa567a-5792-42ba-8255-14327a8878d5>

⁵⁴ Suhasini Ray. « Making Sure 1.4 Billion People Are Very Aware India is Hosting the G20 ». The New York Times, 5 septembre 2023. <https://www.nytimes.com/2023/09/05/world/asia/g20-india-promotional-blitz.html>

Ceci étant, l'examen de la déclaration conjointe a aussi nourri des critiques de fond, bien au-delà du cercle d'économistes qui, quelques mois plus tôt, avait soulevé diverses thématiques dans une perspective critique d'un G20 porté par le néolibéralisme ambiant.⁵⁵ Les critiques les plus structurées ont été formulées par un collectif international d'organisations de la société civile, baptisé People's 20 : établi en mars 2023, il regroupe des organisations de multiples pays ayant suivi de longue date les travaux des G20, certaines depuis 2010. Leur communiqué de presse, publié le lendemain du sommet, reconnaît certains points positifs. Ainsi, de l'adoption par consensus de la déclaration, mise au crédit de l'habileté du gouvernement indien, mais aussi le fait que, comparée à la déclaration de Bali, celle de Delhi « traite de façon plus substantielle des sujets tels que les Objectifs de développement durable, l'égalité de genre, l'émancipation des femmes

et la technologie digitale, y compris l'intelligence artificielle ». Mais, et c'est là le cœur du problème, « derrière une éloquente rhétorique, la déclaration ne fournit pas d'analyses substantielles ni de solutions tangibles au regard des crises globales demandant des mesures d'urgence. (...) Si nous apprécions l'inclusion, dans la déclaration, d'une longue liste d'engagements, nous ne pouvons que nourrir des doutes sur leur efficacité pratique. Des doutes qui résultent de l'absence de plans d'actions concrets, de calendriers définis et du manque de mécanismes indépendants de suivi et d'évaluation capables de juger de leur mise en œuvre ».⁵⁶

Et de citer, entre autres points, les droits des brevets réduisant l'accès aux médicaments, la question esquivée de taxation globale, celle de l'annulation de la dette affectant une soixantaine de pays pauvres, l'absence de toute référence à l'érosion de la démocratie

⁵⁵ Sonal Raghuvanshi (ed.). *India and the G20: Legacy & Prospects for Multilateralism amidst a Polycrisis*. New Delhi, Yoda Press, 2023

⁵⁶ Press Statement on the New Delhi G20 Leaders' Declaration. « G20 Falls Short in Addressing Global Challenges, Promises Abound but Impact Lacks ». People's 20. 11 Septembre 2023. http://peoples20.org/en/images/03_11.pdf

dans le multiples pays (y compris le pays hôte « se proclamant fièrement la mère des démocraties »). Sur la question centrale des Objectifs de développement durable (ODD), si la déclaration reconnaît qu'à mi-parcours de l'agenda 2030 les progrès accomplis sont très insuffisants, on n'y trouve pas d'engagement concret en termes financiers. Parmi les ODD le droit à douze années d'éducation n'est pas assez mis en avant, et l'affichage sur les migrations ne prend pas en compte la masse des travailleurs non qualifiés. Au-delà des références au respect de la diversité religieuse et du droit à la liberté d'association, c'est de conventions sur les droits humains et sur les droits syndicaux dont on a besoin.

Sur ce dernier point, on doit prendre note de la protestation de la Confédération Syndicale Internationale, qui regroupe plus de 300 syndicats répartis dans plus de 150 pays, quand la présidence de la rencontre L20 sur les travailleurs, qui généralement lui revenait, fut confiée au Bharatiya Mazdoor Sangh, le syndicat de la famille nationaliste hindoue, proche

du pouvoir.⁵⁷ Sur le fond des choses, il fut regretté entre autres que le G20 ne traite pas sérieusement du problème du travail forcé ou sous contrainte (tel le système kafala imposé aux migrants indiens dans les pays du Golfe).⁵⁸

En parallèle, dans le champ environnemental, l'écologiste Ashish Kothari avait dénoncé comment les rencontres dites C-20 process, dédiées à la société civile, « ont été cooptées par le parti au pouvoir de façon peu subtile afin de promouvoir sa propre vision politico-religieuse, sous un fin voile de respectabilité sociale ».⁵⁹ Dans une longue interview donnée quelques jours avant le sommet à la fondation allemande Henrich Boell, le même expert soulignait les contradictions

⁵⁷ ITUC. « India G20: Modi government slammed for rejecting independent union involvement », International Trade Union Confederation. Bruxelles, 12 mai 2023. <https://www.ituc-csi.org/india-g20-modi-government-slammed?lang=en>

⁵⁸ Rejimon Kuttappan. « The G-20's screen over 'mazdoors', their rights », The Hindu, 28 septembre 2023. <https://www.thehindu.com/opinion/lead/the-g-20s-screen-over-mazdoors-their-rights/article67354094.ece>

⁵⁹ Ashish Kothari. « Hijacking G-20's civil society forum », The Hindu, 22 mai 2023. <https://www.thehindu.com/opinion/op-ed/hijacking-g-20s-civil-society-forum/article66877250.ece>

entre les affichages indiens et la politique effectivement suivie dans le pays (engrais chimiques, charbon, déforestation dans les zones tribales...), et déplorait le manque d'écoute du pouvoir à l'égard de la société civile pour préparer une « transition juste » offrant aux classes populaires « des alternatives dignes ». ⁶⁰

Au-delà des critiques émanant de milieux militants, et à l'inverse du satisfecit du Secrétariat général de l'ONU, en particulier sur les Objectifs du développement durable, ⁶¹ nombre d'éditoriaux ont souligné qu'au-delà des bonnes paroles, la déclaration du G20 n'avait guère pris d'engagements contraignants, ⁶² une opinion partagée par des analyses

⁶⁰ Ashish Kothari. & Sadia Sohail. « C20 rarely a forum for deep, wide civil society participation in G20 ». Henrich Böll Stiftung, New Delhi Office, 2 septembre 2023 <https://in.boell.org/en/2023/09/02/c20-rarely-forum-deep-wide-civil-society-participation-g20>

⁶¹ ONU Info. « L'ONU se félicite de la déclaration des leaders du G20 à New Delhi ». 9 septembre 2023. <https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138392>⁶² Sonal Raghuvanshi (ed.). India and the G20: Legacy & Pros

⁶² Editorial. « Modi boosted his image, but the G20 summit looks sets to achieve little else ». The Guardian, 10 septembre 2023. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2023/sep/10/modi-boosted-image-but-g20-achieve-little-else>

plus fournies publiées au lendemain du sommet. ⁶³

Un bilan du sommet du G20 publié par le Parlement européen avait ainsi noté, au-delà des questions géopolitiques, que nombre d'engagements ou de plaidoiries avaient été avancés sur les questions climatiques, le développement durable, le financement du développement, le numérique, le statut des femmes, mais soulignait aussi, sur la question centrale du climat : « Quant aux engagements sur le changement climatique, les experts ont tiré un bilan plutôt critique du sommet du G20. Si certains donnent crédit au gouvernement indien pour avoir choisi des thématiques pertinentes, et ont bien accueilli l'engagement du G20 à tripler les énergies renouvelables, beaucoup de commentaires de la société civile jugent négativement la déclaration finale. Pour Greenpeace, par exemple, le bilan est décevant, ne

⁶³ Ravi Kanth Devarakonda. « No Real Gain : G20 Declaration Offers Mere Lip Service to Pressing Global Issues ». The Wire. 15 septembre 2023. <https://thewire.in/world/no-real-gain-g20-delhi-declaration-offers-mere-lip-service-to-pressing-global-issues>

serait-ce que parce que les leaders n'ont pu s'accorder sur l'abandon graduel des énergies fossiles ». ⁶⁴

Certes, depuis la fin de la présidence indienne du G20, on a pu voir quelques progrès lors de la COP 28 de Dubai, avec la création d'un fonds pour les « pertes et dommages » doté de 700 millions de dollars, au profit des pays pauvres particulièrement vulnérables au changement climatique, mais beaucoup reste à faire, la décision politique finale, relève l'IDDRI, ne parlant que « de transition vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques ». ⁶⁵ Du moins l'annonce par le G7, en mai 2024, d'un engagement à fermer les centrales à charbon avant 2035 va-t-elle dans le bon sens, et fait écho aux préoccupations du G20, sans

⁶⁴ Marc Jütten. « Outcome of the 2023 G20 Summit in New Delhi, India ». European Parliament Research Service. Bruxelles, 14 septembre 2023. [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_ATA\(2023\)751474](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_ATA(2023)751474)

⁶⁵ IDDRI. Billet. « COP 28 : la fin du commencement ». Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, Paris, 18 décembre 2023. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/cop-28-la-fin-du-commencement>

évoquer toutefois le pétrole et le gaz. ⁶⁶

En revanche, bien plus alarmant est le rapport de la Banque mondiale publié le 15 avril 2024, qui constate que pour la moitié des pays pauvres ayant droit au soutien de l'Association internationale de développement (IDA : une de ses filiales, dédiée aux pays les plus pauvres), le revenu moyen par habitant « a augmenté plus lentement que dans les économies riches ». Parlant d'un « revers historique », il ajoute qu'au sein des pays IDA, « un sur trois en moyenne est plus pauvre qu'il ne l'était à la veille de la pandémie de COVID-19. Le taux d'extrême pauvreté est plus de huit fois supérieur à la moyenne du reste du monde ». ⁶⁷

⁶⁶ Audrey Garric. « Les pays du G7 s'engagent à fermer leurs centrales à charbon avant 2035 ». Le Monde, 3 mai 2024. https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/04/30/les-pays-du-g7-s-engagent-a-fermer-leurs-centrales-a-charbon-avant-2035_6230771_3244.html

⁶⁷ Banque mondiale. « Malgré tout leur potentiel, 75 économies vulnérables subissent un 'revers historique' ». Communiqué de presse, Washington DC, 15 avril 2024. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2024/04/14/the-great-reversal-prospects-risks-and-policies-in-international-development-association-countries>.

Pour le rapport : Tommy Chrimes & al. The Great Reversal. Prospects, Risks, and Policies in International Development Association (IDA) Countries. Washington DC. The World Bank Group. 2024

> VI. Après le G20 indien : le Sud global et l'IBSA

Au-delà de la rhétorique du Sud global, et du flou quant à ses membres, dont un bon nombre appartiennent aussi au G20, la succession des présidences « du Sud » offre-t-elle une opportunité d'action, au sein du G20, avant que les États-Unis ne président le groupe en 2026 ? Indonésie 2022, Inde 2023, Brésil 2024, Afrique du Sud 2025 : jamais dans la succession des sommets tenus depuis 2008 une telle conjonction n'avait eu lieu. Qui plus est, la troïka Inde Brésil Afrique du Sud du G20 pourrait redonner du poids au forum de dialogue IBSA (India Brazil South Africa), initié en 2003 : la « Déclaration de Brasilia » qui établit alors le forum souleva de multiples questions qui restent, vingt ans plus tard, à l'agenda du G20 (nécessaire transparence du commerce mondial, nouvelles technologies, égalité des genres, sécurité alimentaire, environnement, climat, biodiversité, etc...) tout en regrettant que « de larges parties du monde n'aient pas profité de la globalisation », et

en appelant explicitement à l'élargissement du Conseil de sécurité.⁶⁸

Au terme de la présidence indienne, un Think tank de Bombay appelait à mobiliser le forum IBSA au fil de ses présidences du G20.⁶⁹ Trois mois plus tard, les autorités brésiliennes confirmaient, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des trois pays, que la succession des présidences IBSA du G20 invitait à la « revitalisation » du forum et de son agenda. Cette succession soulevait parfois quelques craintes d'observateurs estimant que ce fil IBSA et l'adhésion de l'Union africaine risquaient, si l'on n'y prenait garde, « de diluer la pertinence et la résilience du G20 dans un monde incertain ».⁷⁰ On peut noter à cet égard que le

⁶⁸ « India-Brazil-South Africa Dialogue Forum. Brasilia Declaration ». 6 juin 2003. https://www.ibsa-trilateral.org/images/Brasilia_Declaration_2003.pdf

⁶⁹ Rajiv Bhatia & Manjeet Kripalani. « Leveraging IBSA for the G20 Troika Presidencies », Gateway House : Indian Council on Global Relations. Mumbai, Novembre 2023. <https://www.gatewayhouse.in/leveraging-ibsa-for-the-g20-troika-presidencies/>

⁷⁰ Gaurav Saini. « G20 after India: Risks of a Global Agenda ». Henrich Boell Stiftung India. New Delhi, 4 décembre 2023. <https://in.boell.org/en/2023/12/04/g20-after-india-risks-global-south-agenda>

prochain sommet de l'IBSA, qui se tiendra à Rio de Janeiro en décembre 2024, compte inviter pour la première fois des pays tiers du Sud, mais aussi du Nord.⁷¹ La plaidoirie pour les pays du Sud n'entend donc pas accentuer les fractures avec l'Occident. L'esprit du G20 reste prégnant, ou tout simplement la *realpolitik*, comme en témoigne la diplomatie indienne, qui cultive les États-Unis et les pays européens, tout en les critiquant.

➤ VII. Conclusion : quelles convergences dans un monde divergent ?

Dans son rapport 2024 sur l'état de l'économie mondiale, le FMI se réjouit d'une « résilience remarquable » mais posant un défi majeur : « la divergence s'accroît entre nombre de pays en développement à bas revenus et le reste du monde. (...) Les pays les plus pauvres ne peuvent toujours

pas tourner la page de la pandémie et des crises liées au coût de la vie ». Fidèle à sa ligne, le Fonds appelle les pays à faible revenu « à entreprendre des réformes structurelles pour promouvoir des investissements intérieurs et des investissements directs étrangers ». Des efforts doivent être faits en outre pour « améliorer le capital humain de leur vaste population jeune ». Plus généralement, il est noté que « les perspectives de croissance à moyen terme sont également compromises par la fragmentation géoéconomique grandissante et l'augmentation des mesures restrictives de politiques commerciale et industrielle. (...) L'économie mondiale pourrait y perdre en résilience. (...) il est encore temps de changer de cap ». Enfin, « la transition écologique requiert d'immenses investissements (...) Les émissions continuent d'augmenter. Il faut faire beaucoup plus, et vite », ce qui suppose que pays émergents et pays en développement consentent « le plus grand effort en accélérant considérablement la croissance des investissements verts, tout

⁷¹ G20-Brazil. « India-Brazil-South Africa Dialogue Forum (IBSA) gains strength at G20 meeting ». 24 février 2024. <https://www.g20.org/en/news/india-brasil-south-africa-dialogue-forum-ibsa-gains-strength-at-g20-meeting>

en réduisant l'investissement dans les combustibles fossiles. Pour cela, ils auront besoin de transferts technologiques de la part des pays avancés et de la Chine ». Conclusion : « les cadres multilatéraux et la coopération demeurent indispensables pour avancer ».⁷²

La traduction reprend la version française de la préface du rapport, publiée en blog, avec quelques variantes : Pierre-Olivier Gourinchas. « L'économie mondiale reste résiliente, mais la croissance est inégale ; des difficultés se profilent à l'horizon ».

Indispensables, mais complexes, dans un monde où le multilatéralisme s'affaiblit, quoiqu'en dise la rhétorique du G20, et où le protectionnisme

⁷² IMF. World Economic Outlook. Foreword: « Global Economy Remains Resilient despite Uneven Growth : Challenges Remain ». Avril 2024, pp. XIII-XV. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/04/16/world-economic-outlook-april-2024>

La traduction reprend la version française de la préface du rapport, publiée en blog, avec quelques variantes : Pierre-Olivier Gourinchas. « L'économie mondiale reste résiliente, mais la croissance est inégale ; des difficultés se profilent à l'horizon ».

IMF Blog, 16 avril 2024. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2024/04/16/global-economy-remains-resilient-despite-uneven-growth-challenges-ahead>

progresse, un monde où les pays du Sud critiquent l'Occident mais doivent aussi prendre garde à la Chine.⁷³

Aussi, en février 2024, à la veille de la rencontre des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales du G20, à Sao Paulo, auxquels le FMI avait envoyé une note de conjoncture et de recommandations,⁷⁴ la directrice générale du Fonds s'adressa-t-elle aux pays membres : « Les perspectives mondiales à court terme s'étant récemment améliorées, les décideurs du G20 ont l'occasion de relancer des ambitions stratégiques et de mettre le cap sur un avenir plus équitable, prospère, durable et coopératif ».

Appelant le G20 à l'audace, elle reconnaissait toutefois qu'« une faible croissance mondiale est une mauvaise nouvelle pour tous, mais tout particulièrement pour

⁷³ Norbert Gaillard. « Les économies du Sud global à l'heure chinoise », *Politique étrangère*, 2023, n°4, pp. 25-37. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2023-4-page-25.htm>

⁷⁴ IMF Staff. « G-20 Surveillance Note : G-20 Finance Ministers and Central Banks's Governors' Meeting, Sao Paulo, Brazil ». IMF, Février 2024. <https://www.imf.org/external/np/g20/pdf/2024/022624.pdf>

les pays émergents et les pays en développement » et que, outre les défis climatiques, « la fragmentation géoéconomique continue de se creuser à mesure que les pays réorientent leurs flux d'échanges et de capitaux ». ⁷⁵

À cet égard, les décisions du G20 seront prises pour deux ans encore sous des présidences « Sud global », avant que ne vienne le tour des États-Unis. Mais qui dirigera ce pays en 2026 ? Une présidence Biden devrait maintenir, avec les limites d'une politique protectionniste, l'agenda affiché pour le G20 de Delhi déjà cité, ⁷⁶ d'autant que le Département d'État a voulu confirmer « l'engagement des États-Unis envers le G20 » sous présidence brésilienne. ⁷⁷

Mais sous une éventuelle présidence Trump, l'incertitude

⁷⁵ Kristalina Georgieva. « Le G20 doit tirer parti de la résilience démontrée de l'économie mondiale ». IMF Blog, 26 février 2024. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2024/02/26/how-the-g20-can-build-on-the-world-economys-recent-resilience>

⁷⁶ White House. « Delivering an Ambitious Age for the G20 », 9 septembre 2023, op. cit.

⁷⁷ US Department of State. « United States Engagement with the G20 », Washington DC, 21 février 2024. <https://www.state.gov/united-states-engagement-with-the-g20-2/>

serait la règle en matière géopolitique, et le pire serait possible en matière de financements pour le développement et le climat.

Grandeur et fragilité du G20, qui nourrit parfois le scepticisme de ceux qui eurent à en connaître, tel Satya Prakash Shukla, ancien Secrétaire du gouvernement indien aux finances et au commerce, qui constatait, lors de la présidence indienne : « Il est irréaliste d'attendre de jamborees tels que le G20 ce que des instances permanentes des Nations Unies, tels que la CNUCED et le Conseil économique et social, et d'autres instances multilatérales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction ne parviennent pas à obtenir ».

Et d'ajouter : « Le problème du Nord est trop puissant et trop réel pour permettre des gains substantiels pour le Sud dans un forum multilatéral tel que le

G20, où la balance du pouvoir penche en faveur du Nord ».78

Face à ce scepticisme, les quatre années de présidences du Sud et l'entrée de l'Union africaine diront, fin 2025, si une nouvelle dynamique multilatérale a pu s'enclencher, ou non.

⁷⁸ Cité par Ravi Kanth Devarakonda, « No Real gain... », op. cit. 15 septembre 2023. <https://thewire.in/world/no-real-gain-g20-delhi-declaration-offers-mere-lip-service-to-pressing-global-issues>

DiploMatrix: A case study.

Comparative analysis of the China-Philippines and China-Vietnam pairs

*François Issard and
Élodie Papin*

About François Issard

François Issard has a Master in Geosciences and an Engineering degree from the French Petroleum Institute (ENSPM). Forty years of exposure to technical, operational and executive positions in the Oil and Gas industry in Africa, Europe, the United States and China (where he spent 18 years) have given him in-depth knowledge of World Energy Balance matters and now Energy Transition related issues, in particular as they pertain to Asia and EU regions, an expertise which he is now developing as an International Consultant and an Executive Member of Asia Centre.

About Élodie Papin

Élodie Papin is process manager at a major assistance company and has worked on pricing projects in China and Korea. Élodie Papin holds two master's degrees: one in actuarial science from ENSAE and the other in international security, specializing in Asia, from SciencePo Paris. She focuses on the economy, defense and geopolitics.

> 1. DiploMatrix – Analysis of China-Philippines tensions 2015-2024

Summary

DiploMatrix ranks the Philippines in the top 10 countries with the highest tensions with China. The indicator rose from 0.6 to 1.3 during 2023, reflecting a significant increase in tensions. Note that the index highlights a rise in tensions classified as “verbal” but remains stable regarding their “material” expression as defined by the methodology.

In the Philippines, a political context now more favorable to the United States.

Rodrigo Duterte, president of the Philippines from 2016 to 2022, maintained a relatively pro-Chinese position throughout his mandate, the objective of which was to obtain benefits for his own economy from his neighbor who had become an economic giant. This more favorable attitude towards China was also strengthened as the bilateral relationship with the United States deteriorated at the same time due in part to the reproaches of the

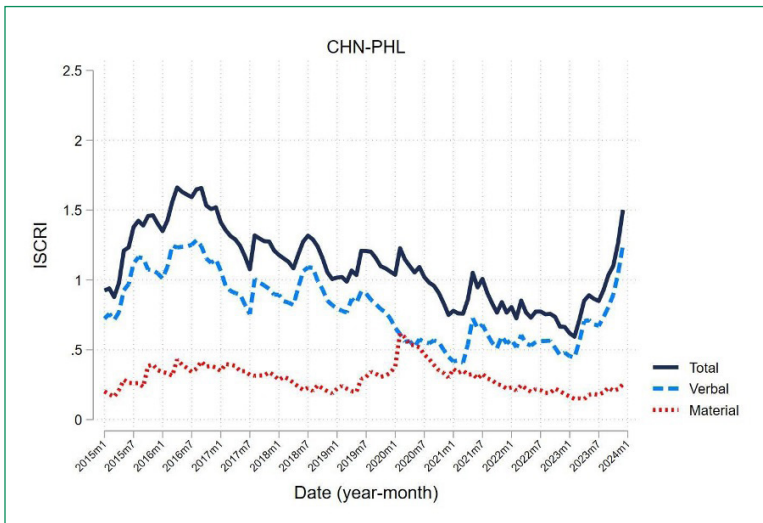


Fig. 1: DiploMatrix China-Philippines graph: Variation in tension indices 2015-2024

American administration concerning the drastic police practices implemented by the Philippines president to address the drug problem in his country.

The arrival to power of President Ferdinand Marcos Jr. in June 2022, son of the eponymous dictator, was not a priori expected to bring major change for its relations with China.

But the year 2023 finally demonstrated a notable evolution. After more than ten years without an official visit, Ferdinand Marcos Jr. went to the United States in May 2023, to meet American President Biden, underlining his desire to begin a rapprochement in the face of assertiveness increasingly characterized in the South China Sea in areas disputed by the two nations, some clearly within the Philippines' Exclusive Economic Zone (EEZ).

The Philippines have also decided to document through visual testimony (invitation of foreign journalists, video recordings, etc.) and to systematically make known

and publicize without censorship the slightest incident occurring at sea with Chinese vessels, whether they emanate from coastguards, maritime militias or fishing boats, an unusual highlighting practice among ASEAN partners and a priori contrary to the "code of conduct" currently being negotiated between ASEAN and China.

In defiance of complaints raised by the Philippines as early as 2013, and without regard for some of the most remarkable coral reefs in the South China Sea, China has indeed dredged huge areas of coral reefs and poured foundations for landing strips for wide-body aircraft as is the case on the Fiery Cross reef in the Spratly archipelago, claimed by the Philippines.

It is recalled that in 2016 the Permanent Court of Arbitration in The Hague (PCA) disavowed China in favor of the Philippines regarding China's alleged historical rights over most of the waters of the South China Sea, an unrecognized disavowal by China but which the new Philippines' administration of Marcos Jr.

seems determined to exploit to the best of its interests.

We also recall that in 2014 the United States and the Philippines signed a military cooperation agreement, known by its acronym EDCA (“Enhanced Defense Cooperation Agreement”), initially giving the United States access to five military bases located on the territory. And in February 2023, the Philippines strengthened this agreement by adding four additional such bases. These new bases are in the north of the Philippines – one is close to Taiwan – as well as in Palawan, in the immediate vicinity of the South China Sea and the Spratly archipelago, which would tend to show a desire to create a lasting American presence near maritime areas considered strategic.

The last of the “Balikatan” military exercises, which took place from April 11 to 28, 2023, and aimed to make the US and Philippines armed forces work together, took on an unusual intensity. It brought together more than 17,000 soldiers; a clear increase compared to the previous

year (only 9,000 soldiers involved). The objectives were multiple, but notably aimed to work on cooperation and interoperability of the armed forces.

Recurring tensions.

In this context of rapprochement with the United States, tensions were particularly significant in 2023 in the South China Sea, an area renowned as much for its fishing and oil resources as for its strategic commercial dimension (this maritime route transits around a third of the international trade flows).

- In August 2023, an incident occurred around the “Second Thomas Shoal” (fig.4), after the use of water cannons against Philippines’ ships coming to resupply the BRP ship Sierra Madre, deliberately beached in 1999 by the Philippines military in order to maintain control over the atoll. This incident led to the summoning of the Chinese ambassador to the Philippines.

- More generally, the Spratly archipelago, where the “Second Thomas Shoal” is located as well as a series of other islets, is the subject of particular attention and military occupation attempts from several neighboring countries (Vietnam, Malaysia, China, etc.). This zone is in principle located within the Philippines’ EEZ (fig. 5) but also within the maritime space claimed by China, delimited by the contentious so-called “nine lines” line, extended in 2023 with a tenth line, intended to completely encompass the island of Taiwan.
- In December 2023, the Philippines and Chinese governments blamed each other for two boat collisions in the Philippines’ exclusive economic zone (EEZ). Water cannon fire was also reported further north near the Scarborough Reef, another area of high tension between the two states.

These various events highlight the strong tensions persisting in the South China Sea despite

the settlement in favor of the Philippines issued by the Hague arbitration court in 2016, a judgment which was not recognized by Beijing.

How does the year 2024, year of the Dragon, look?

Whether on territorial issues or on environmental questions, the start of the year 2024 seems to be in continuity with 2023:

- Following the Taiwanese presidential elections on January 13, 2024, Philippines President Ferdinand Marcos Jr. sent his congratulations to President-elect Lai Ching-te (William Lai) of the DPP, specifying that he wanted to increase collaboration with Taiwan, this which earned him a call to order from the spokesperson of the Chinese Ministry of Foreign Affairs, recalling that it was a serious violation of the principle of one China and a significant interference in Chinese interior politics. In this context, the Philippines reiterated its commitment to the “One China” principle.

- This was followed by bilateral exchanges between the respective ministries of foreign affairs which highlighted last January the need to improve maritime communication and the management of conflicts at sea to prevent any minor incident from escalating.
- But at the end of February 2024, satellite images made public revealed that China had positioned floating barriers off the Scarborough Reef, inside the Philippines' EEZ, with the aim of denying access to Filipino fishermen. Manila also accused Beijing of using cyanide which destroys flora and fauna (for environmental protection considerations, the use of cyanide, used to stun fish, was banned worldwide in sea fishing in 1998), these assertions being denied by China.

Conclusion:

While the Philippines' administration continues to play a balancing act between

Beijing and Washington, the coming to power of President Ferdinand Marcos Jr. has resulted in increased assertiveness on the part of the Philippines towards China. The causes of friction being what they are and expected to persist, the first elements observed in 2024 do not allow to envisage a reduction in tensions in the short or medium term.

The unfolding of these events over the years analyzed is well recorded by the variations of the "DiploMatrix" index: first a regular decrease in tensions under the Duterte era from 2016 to 2022, followed by their sudden increase since mid-2022 with Marcos Jr. coming to power and Chinese fears of an increased US military presence in the South China Sea under the guise of "freedom of navigation".

Until now, tensions have manifested themselves in "verbal" rather than "material" form, it being admitted that the use of water cannons is not one of the forms of tension classified as "material" by the methodology.

> 2. DiploMatrix – Analysis of China-Vietnam tensions 2015-2024

Summary:

Unlike the deterioration of China-Philippines relations illustrated by the “DiploMatrix” tool (previous chapter), it is a certain “graphic” stability or even relative calm that can be observed between China and Vietnam during the same period of analysis (2015-2024), a situation which could be surprising given the significant disputed areas between the two countries. Areas which also have the characteristic of being both subjects of “simple” territorial sovereignty (as for the Philippines) and subjects with a strong economic impact since they notably involve the control of potential oil resources, not to mention the competition for the exploitation of fishery resources around the Paracel Islands for example.

The index also shows that the recent rise in bilateral tensions is expressed more in a “material” way than on a “verbal” way, which is consistent with the particular

mode of resolution of these relations between the two states.

How can we explain these differences in behavior and this relative calm in the external expression of the relationship which is a priori fundamentally conflictual in nature and what does this say about the two types of bilateral relations?

China and Vietnam: similar political systems and “brother” communist parties.

Unlike the China-Philippines relationship, the China-Vietnam relationship and its disagreements are managed directly and not through the media and public declarations. This mode of management is undoubtedly at least partially a reflection of the political structural proximity of the two states, where single parties of communist essence are installed in power and driven by the assurance of their sustainability.

It should also be noted that China is more tolerant with the Vietnamese authorities today than it is with the Philippines

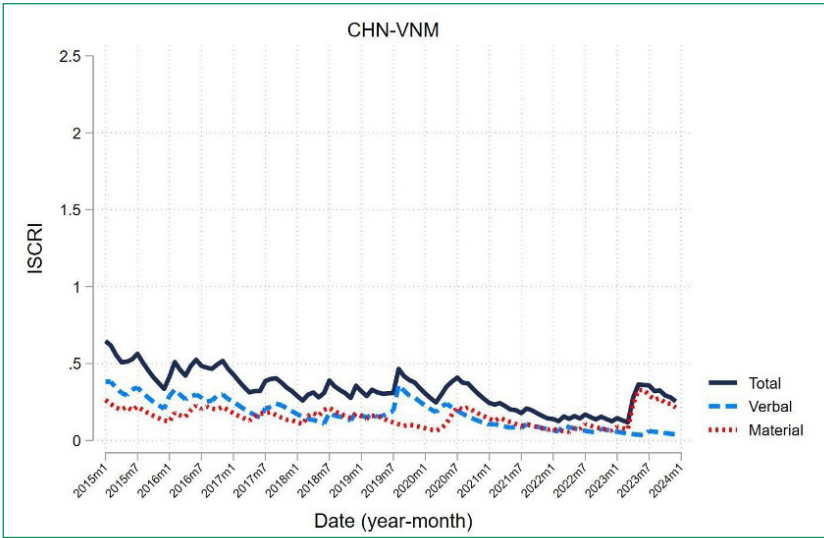


Fig. 2: DiploMatrix China-Vietnam graph: Variation in tension indices 2015-2024

even if actions on the ground, when they take place, are marked by the same firmness, especially obvious since the major development over the last decade of the capabilities of the Chinese navy, its coast guard fleet and its deep-sea militia flotilla, which have given it a superiority on the sea.

Historically, it is worth remembering that 1979¹ saw the outbreak of an extremely violent land border conflict – known as the 3rd Indochinese War – which, despite its brevity, caused considerable losses on both sides.

Since 1979, a relative calm at the military level has been established between the two countries, but one must keep in mind the armed skirmishes in the Spratly Islands in 1988, an episode which once again almost went wrong. It will also

¹ The Sino-Vietnamese War was a border conflict between Vietnam and the People's Republic of China from February 17 to March 16, 1979 :

Casus belli : The occupation of Cambodia by the Vietnamese People's Army with the aim of putting an end to the bloody reign of the Khmer Rouge, who were supported by China.

End of the conflict : Vietnamese tactical victory. China withdrew from occupied border towns, but Vietnam maintained occupation of Cambodia until 1989. Land border conflicts between China and Vietnam persisted until 1990 .

This conflict is also part of the process of Sino-Soviet rupture, communist Vietnam being supported by the Soviet Union.

be recalled for history that Vietnam had lost control of the Paracel Islands (Xisha) in 1974 (at the time under the control of South Vietnam), a year before the victory of North Vietnam. This area remains an area of major friction and sensitivity for Vietnam.

The on-going Vietnam-United States rapprochement is (closely) monitored by Chinese authorities.

The CCP never misses an opportunity to highlight the community of thought and destiny between the two fraternal parties and the two neighboring states, a communication theme which has grown in recent months.

Responding to the increasingly pressing demands for development of its population, Vietnam has however begun a process of rapprochement with the United States, a process which inevitably leads it to move away from too deep a strategic proximity with its cumbersome neighbor.

If it remains slow, the process of strategic political

reorientation towards the United States is therefore undoubtedly designed to be here for the long-term, without reaching the level of proximity existing between the Philippines and the United States.

This rapprochement is motivated by the authorities' desire to develop the economy without increasing dependencies on China while benefiting (through the process of «near-shoring» or «China+1») from the withdrawal from China and the relocation of certain American and Taiwanese companies, and undoubtedly to protect itself in the longer term from renewed territorial ambitions of its neighbor.

In fact, the limits defined by the Chinese line of the “ten strokes” in the Vietnamese sector cut off almost the entire continental slope and deep Vietnamese seabed (fig. 3 and 5), areas which are potentially rich in oil resources as illustrated by the exploitations in place on the perimeter of the South China Sea (Malaysia, Brunei, Indonesia).

Fundamentally, however, the two ruling parties in Vietnam and China share the same concepts of political governance.

Like the Chinese Communist Party (CCP), the Vietnamese Communist Party (VCP) draws its legitimacy from its ability to maintain social stability and increase the prosperity of its population.

In recent years, Vietnam has benefited from hefty growth rates (8% in 2022, the best in 25 years), thanks to the rise in foreign investments, growth in exports and manufacturing as well as a good level of household consumption.

Barely three months after Joe Biden's visit to Vietnam, Chinese President Xi visited Hanoi in December 2023, returning the visit that the VCP General Secretary made to Beijing in October 2022. He met his counterpart there Nguyen Phu Trong, reaffirming the community of destiny of the two nations and China's desire to increase the scope of the existing comprehensive strategic partnership

agreement (which is at the same level as the one in place with the United States).

The subject of maritime territorial disputes, a sensitive subject, was conveniently put in the background during this visit, which concluded with a declaration of good intentions, and the priority placed on systematically seeking solutions of mutual benefit.

Conclusion:

It should be noted that the rise in the index from a low average base at 0.2 to 0.4 in the 2nd half of 2023 seems to correspond well to the renewed diplomatic activity and Sino-Vietnamese bilateral visits during this period, a renewal itself generated in immediate reaction to an American-Vietnamese rapprochement. The low level of «verbal» expression of these tensions is interpreted as being specific to the communication model chosen by mutual agreement by the two communist parties which lead the two nations and favor discreet dialogue over public confrontation.

ANNEX: South China Sea – Toponymic and contextual explanations

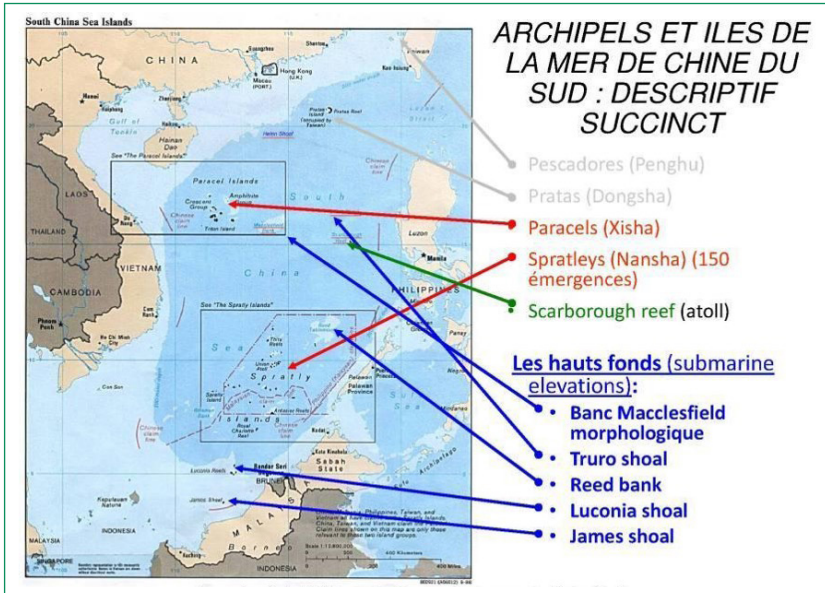


Fig. 3: simplified bathymetry of the South China Sea and main regional toponymic designations

The South China Sea, is a sea bordering the Pacific Ocean. It covers an area of approximately 3,500,000 km² and is surrounded by several states (fig.3 and 5, schematic map of the seabed and territorial claims in the South China Sea):

The disputed islands and archipelagos include:

- the Spratly Islands: claimed in whole or in part by the People’s Republic of China, the Republic of China (Taiwan), Vietnam, the Philippines,

Malaysia, Brunei and Indonesia

- the Paracel Islands: Also at the heart of the territorial conflict
- Pratas Island, Scarborough Reef and Macclesfield Bank
- the “Second Thomas” atoll (fig. 4)

These islands are of volcano-coral origin and, although originally uninhabited, some are now militarily occupied.



Fig.4: Location of the Second Thomas Atoll off the Philippines' island of Palawan

An intense land reclamation activity followed by militarization has been undertaken by China over the last two decades while at the same time the latter asked its neighbors not to carry out such operations.

The challenges are multiple, ranging from the control of strategic positions in the middle of international maritime routes, to the control of potentially oil-producing territories or fishing areas.

Sovereignty claims are therefore complex and have been made confusing by the lack of a permanent military or historical civilian presence.

Note that each country has its own name for this maritime area: China calls it the “South China Sea”, Vietnam the “East Sea”, and the Philippines the “West Philippine Sea”.

Tensions are endemic there, with sovereignty over these areas remaining a subject of international dispute whose resolution does not seem possible in the short or medium term given the acquired military positions and the aggressive declarations of the neighboring state apparatuses as well as the non-compliance by China with the zoning rules defined by United Nations Declaration of the Law of the Sea (UNCLOS fig. 5 and 6).



Fig.5: Interferences and superposition of claim zones of riparian countries.

